

Aziliz GOUEZ

Diplômée de l'EHESS et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, elle est responsable des recherches de *Notre Europe* sur l'identité européenne. Conduites à partir d'une approche anthropologique, ces recherches ont donné lieu à la réalisation d'une série d'entretiens sur l'identité européenne ainsi qu'à la publication d'études de cas sur les nouvelles formes d'appartenance apparues en Europe à la faveur du déclin des grandes utopies et dans le contexte mouvant et incertain de la globalisation. C'est dans le cadre de cette réflexion qu'Aziliz Gouez a conçu le projet « Fabriques de l'Europe », fruit d'enquêtes ethnographiques croisées entre l'Italie et la Roumanie, la Pologne et l'Irlande, la Serbie et la Suède.

Fabriques de l'Europe

Ils sont architecte, cinéaste, écrivain, historien, ou poète ; nés pendant les Années folles, pendant la Seconde Guerre mondiale ou dans les années 1970 - tous ont accepté d'engager un dialogue sur l'identité européenne. Ce dialogue, chacun d'eux le nourrit de la singularité de son expérience historique et de sa tradition intellectuelle.

Une multiplicité de voix, donc, pour dire comment l'Europe se vit, se pense et se construit au tournant du XXI^e siècle. Des voix tantôt en accord, tantôt discordantes - dont la succession ne laisse pas apercevoir un « grand récit » européen, mais bien plutôt la conscience que dans ce continent brisé par les crimes du siècle précédent, le mode épique est devenu impossible (et que cela est peut-être une bonne chose...)

www.notre-europe.eu
e-mail : info@notre-europe.eu

Rencontres européennes

Entretiens avec Ana Blandiana, Lucian Boia, Bogdan Bogdanović, Eavan Boland, Bronisław Geremek, Hugo Hamilton, Slobodan Naumović, Carlo Ossola, Tommaso Padoa-Schioppa, Krzysztof Piesiewicz, Andrei Pleșu, Krzysztof Zanussi et Elizabeta Zemljić





Rencontres européennes

Treize entretiens sur l'identité européenne



Aziliz GOU EZ

Diplômée de l'EHESS et de l'Institut d'Études Politiques de Paris, elle est responsable des recherches de *Notre Europe* sur l'identité européenne. Conduites à partir d'une approche anthropologique, ces recherches ont donné lieu à la réalisation d'une série d'entretiens sur l'identité européenne ainsi qu'à la publication d'études de cas sur les nouvelles formes d'appartenance apparues en Europe à la faveur du déclin des grandes utopies et dans le contexte mouvant et incertain de la globalisation. C'est dans le cadre de cette réflexion qu'Aziliz Gouez a conçu le projet « Fabriques de l'Europe », fruit d'enquêtes ethnographiques croisées entre l'Italie et la Roumanie, la Pologne et l'Irlande, la Serbie et la Suède.

Notre Europe

Notre Europe est un laboratoire de pensée indépendant dédié à l'unité européenne. Sous l'impulsion de Jacques Delors, l'association a l'ambition depuis 1996 de « penser l'unité européenne ».

Elle souhaite contribuer aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions d'action en vue d'une union plus étroite des peuples d'Europe. Elle a également pour objectif de promouvoir l'implication active des citoyens et de la société civile dans le processus de construction communautaire et l'émergence d'un espace public européen.

Dans cette optique, Notre Europe mène des travaux de recherche, produit et diffuse des analyses sous formes de courtes notes, d'études et d'articles, et organise des rencontres publiques et des séminaires de réflexion. Ses analyses et propositions se concentrent autour de quatre thématiques :

- *Visions d'Europe* : la méthode communautaire, l'approfondissement et l'élargissement de l'Union européenne, le projet européen sont une œuvre en perpétuel mouvement. Notre Europe s'efforce de tracer une voie dans la multitude des futurs possibles.

- *La démocratie européenne en action : la démocratie se construit au quotidien. Notre Europe croit que l'intégration européenne concerne tous les citoyens, acteurs de la société civile et niveaux d'autorité dans l'Union et cherche donc à dégager les voies pour renforcer la démocratie européenne.*
- *Coopération, compétition et solidarité : « La compétition qui stimule, la coopération qui renforce et la solidarité qui unit » sont l'essence du contrat européen selon Jacques Delors. Fidèle à cette vision, Notre Europe explore et avance des solutions innovantes en matière économique, sociale et de développement durable.*
- *Europe et gouvernance mondiale : modèle original de gouvernance dans un monde de plus en plus ouvert, l'Union européenne a un rôle croissant à jouer sur la scène internationale et pour le développement d'une gouvernance mondiale efficace, que Notre Europe contribue à définir.*

Successivement présidée par Jacques Delors (1996-2004), Pascal Lamy (2004-05), et Tommaso Padoa-Schioppa (depuis novembre 2005), Notre Europe vise une stricte indépendance de pensée et œuvre dans le sens du bien public. C'est pourquoi l'ensemble de ses travaux est accessible gratuitement via son site Internet, en français et en anglais : www.notre-europe.eu.

Les entretiens avec Bronisław Geremek, Krzysztof Piesiewicz et Krzysztof Zanussi ont été conduits grâce à l'entremise de Kasia Biniaszczyk, ceux avec Ana Blandiana et Lucian Boia en compagnie de Cristina Stănculescu, celui avec Slobodan Naumović en compagnie de Laëtitia Delamare et d'Ute Guder, et ceux avec Bogdan Bogdanović et Andrei Pleșu par Alexandre Mirlesse.

Alexandre, Cristina, Kasia et Laëtitia ont pris part aux recherches sur l'identité européenne conduites par Aziliz Gouez dans le cadre de leur stage d'étude à *Notre Europe*.

Table des matières

Introduction	P. 1
Carlo Ossola	P. 5
Krzysztof Zanussi	P.19
Hugo Hamilton	P.37
Bogdan Bogdanović †	P.45
Ana Blandiana	P.59
Krzysztof Piesiewicz	P.67
Bronisław Geremek †	P.81
Tommaso Padoa-Schioppa	P. 95
Lucian Boia	P. 111
Eavan Boland	P. 129
Slobodan Naumović	P. 149
Andrei Pleșu	P. 167
Elizabeta Zemljić	P. 181

L'identité n'est pas une donnée rigide et immuable, elle est fluide, c'est un processus toujours en devenir par lequel on s'éloigne continuellement de ses origines, comme le fils qui quitte la maison de ses parents, et on y retourne par la pensée et le sentiment ; c'est quelque chose qui se perd et se renouvelle, dans un mouvement incessant de dépaysement et de retour.

Claudio Magris

Introduction

Rencontres européennes est une anthologie des entretiens menés entre 2007 et 2008, au long de mes recherches sur l'identité européenne. Elle offre un aperçu subjectif de la façon dont des hommes et des femmes du tournant du XXI^e siècle vivent leur appartenance à l'Europe. Qu'ils soient architecte, cinéaste, écrivain, historien, ou poète ; nés pendant les Années folles, pendant la Seconde Guerre mondiale ou, pour la plus jeune, dans les années 1970 - tous sont des personnalités que leur parcours, leur œuvre, leur pensée, m'ont donné envie d'aller rencontrer chez eux pour échanger sur l'Europe. Ces rencontres ont eu lieu en Pologne, en Italie, en Irlande, en Suède, en Roumanie et en Serbie. Certaines se sont muées en amitiés. D'autres n'ont duré que le temps de la conversation. Parfois, le dialogue n'a pas pris - comme ce fut le cas en Suède (le présent recueil porte la marque de cet échec : des treize entretiens sélectionnés, un seul a été conduit avec une Suédoise, et encore s'agit-il d'une identité qu'elle-même questionne, travaillée par ses origines yougoslaves et ayant choisi pour pays d'élection une petite île au large des côtes irlandaises).

Multiplicité de voix, donc, pour dire comment l'Europe se vit, se pense et se construit. Car l'identité européenne ne se décline pas au singulier. Elle s'élabore

dans un processus dynamique d'échanges, de transferts, mais aussi de confrontations et de contradictions. Confrontation au passé, le nôtre, mais aussi celui de l'Autre, le voisin, souvent l'ennemi d'hier. Les pages qui suivent en témoignent, le cheminement n'est pas aisé qui mène à la Concorde européenne. « *Il est plus facile d'unir des économies et des administrations que d'unir des mémoires* », nous dit Bronisław Geremek. Ainsi, au fil des entretiens se font jour les profondes asymétries d'expériences entre l'Est et l'Ouest de l'Europe. Vingt ans après la Chute du Mur de Berlin, Polonais et Roumains dressent un examen critique de la façon dont a été conduit l'élargissement européen - transfert unilatéral de l'Ouest vers l'Est, course au rattrapage. Mais « l'Est » lui-même ne parle pas d'une seule voix : d'un témoignage à un autre, les discordances sont flagrantes lorsqu'il s'agit de jauger le passé communiste.

Ainsi donc, alors que l'ambition sous-jacente à cette série d'entretiens était de faire émerger ce qui rassemble les Européens, les propos collectés ici font aussi prendre conscience de tout ce qui les sépare. Le lecteur attentif ne manquera pas néanmoins de relever les réseaux de correspondances, les jeux d'échos et d'analogies, qui lient entre eux nos entretiens : attachement à certaines valeurs fondamentales, réflexion sur les guerres (jusqu'à la dernière, qui a déchiré la Yougoslavie), projection dans la géographie littéraire européenne. Car l'Europe est aussi un continent entièrement écrit, un monde d'histoires et de langues que chacun de nous peut faire siennes. Les propos de mes interlocuteurs ne laissent pas pour autant apercevoir un grand récit européen. Seulement la conscience que dans ce continent brisé par les crimes du siècle précédent, le mode épique est devenu impossible, et que cela est peut-être une bonne chose. L'Europe, qui s'était projetée vers l'extérieur à une échelle vertigineuse a dû se retirer d'un monde dont elle n'avait plus les moyens d'assurer la domination. Elle a trouvé dans l'union les conditions de sa survie. L'épopée a laissé la place au doute, au questionnement, à l'intériorisation.

Un questionnement et une intériorisation - ce sont sans doute les deux termes qui reflètent le mieux l'esprit de ces entretiens. Je suis allée à Belgrade, à Lodz, à Timisoara, à Malmö, à Turin et à Dublin pour poser des questions et l'on m'a bien souvent répondu sur le même mode interrogatif. Pour nombre des personnes rencontrées, la question de l'identité européenne n'est pas un débat abstrait.

Il s'agit d'un processus auquel nous sommes tous partie prenante, et qui peut prendre des tours d'affaire existentielle (à l'instar de Hugo Hamilton, qui raconte comment il a dû apprendre à concilier les injonctions de sa mère allemande, qui lui a appris à perdre et à s'excuser, et celles de son père irlandais, qui lui a appris à se battre et à gagner parce que les Irlandais avaient trop longtemps été les victimes de l'Histoire). Ainsi, les treize dialogues retranscrits ici ont tous été menés dans un exercice de va-et-vient entre échanges de vues théoriques sur l'Europe et explicitation de ce qui fonde l'expérience singulière de chacun de mes interlocuteurs : singularité de la ville dans laquelle il vit, particularité de l'expérience historique et de la tradition intellectuelle qui ont forgé sa personnalité.

Enfin, à l'heure où le débat sur « l'identité » - nationale, civilisationnelle - prend des accents exclusivistes, la lecture de ces entretiens vient nous rappeler combien les mythes d'autochtonie et de pureté culturelle contreviennent à l'histoire et au présent européens (même le plus conservateur de nos interlocuteurs polonais fait un sort à l'idéologie multiculturaliste tout en reconnaissant des origines italiennes). Instituée sur un partage des souverainetés nationales, la construction européenne invite à la remise en cause des souverainetés identitaires. Ou, tout au moins, au dépassement de la version absolutiste des conceptions identitaires précédentes : absolutisme de l'Etat-nation, solipsisme des solidarités organiques fondées sur le sol et le sang. Mutualité et hétéronomie sont devenues les maîtres mots d'un projet de civilisation dont on peut espérer qu'il engendrera un nouveau cosmopolitisme. Afin que nos identités ne redeviennent pas tautologie, on pourra garder en tête cette phrase de Carlo Ossola, dans l'entretien liminaire : *« les racines sont au dessus des arbres. Nous continuons de penser que nos origines sont en bas, bien figées dans le sol, alors que dans l'époque où nous vivons, nos origines seront au sommet de la tente que nous construisons ensemble »*.

Aziliz Gouez
New York, juillet 2010

Rencontre avec Carlo Ossola

Conversation engagée au café Patti de Turin et poursuivie à Paris, dans le bureau de Carlo Ossola au Collège de France puis sur une terrasse de la rue des Écoles



Né à Turin en 1946, Carlo Ossola est philologue et critique littéraire. Il a enseigné la littérature italienne dans les universités de Genève, Padoue et Turin. Il est, depuis dix ans professeur au Collège de France, titulaire de la chaire de Littératures modernes de l'Europe néolatine.

L'Europe de Carlo Ossola est un pays vallonné d'écriture ; son rêve, ses projets de recherche visent à reconduire des îles d'utopie au cœur des îlots urbains. La création de cet espace commun est, selon lui, la mesure de la générosité de notre pensée. Avec Jack Ralite, il est à l'origine des « Lundis du Collège de France », un projet mis en place en partenariat avec France Culture et consistant à délocaliser en divers lieux de la commune d'Aubervilliers certains enseignements du Collège.

Auteur de nombreux ouvrages, Carlo Ossola a entre autres collaboré à l'édition d'une anthologie de poésie italienne en trois volumes (1997-1999), dans la collection « Pléiade » des éditions Einaudi/Gallimard. Son dernier livre traduit en français est intitulé *L'Avenir de nos origines: le copiste et le prophète* (2004).

Photo : Dublin 2008 © Gilles Favier/Agence VU'

« L’homme contemporain a moins de territoire à découvrir que d’histoire à assumer ». Voulez-vous expliciter cette idée, formulée dans votre leçon inaugurale au Collège de France ?

J’ai opposé dans ce texte le mythe d’Ulysse, celui qui va à la recherche d’un monde nouveau, et le mythe d’Énée, celui qui prend son père à charge sur ses épaules et part en exil. Ulysse est le héros du retour : il revient de la mer et récupère tout, alors qu’Énée ne reviendra jamais. Mais c’est Énée – le déraciné sur qui pèse néanmoins la lourde responsabilité de la mémoire – qui sera le fondateur d’une civilisation nouvelle. Dans le millénaire qui commence, j’espère qu’Ulysse cèdera à Énée le gouvernail...

Que faites-vous de la nostalgie des origines ?

Les racines sont au-dessus des arbres. Nous continuons de penser que nos origines sont en bas, bien figées dans le sol, alors que dans l’époque où nous vivons, nos origines seront au sommet de la tente que nous construisons ensemble.

La tente, un abri précaire...

Oui, un abri précaire – un abri de nomade, de voyageur, de solidarité. C’est un poème de Paul Celan qui le dit : « *une parole libérée / dressée comme une tente : // tous ensemble¹* ».

Les hommes et les femmes qui quittent aujourd’hui leur lieu d’origine pour d’autres continents continuent pourtant de connaître des odyssees et, pour certains, de rêver au retour.

C’est vrai qu’il s’agit, au sens littéral, de véritables odyssees : les migrants ne sautent pas d’un point à un autre. Il leur faut faire tout un périple à travers

¹ ANABASIS : « *frei- / werdende Zeltwort : // Mitsammen* »

plusieurs pays, toujours en situation de clandestinité. Certains meurent en route, dans la mer. Partout il y a des naufragés, sans arrière-pays et sans avenir. J'ai un ami iranien dont le frère a voyagé deux ans, à pied, pris en charge par différentes organisations qu'il a fallu à chaque fois payer. Un passage clandestin de l'Iran à l'Europe, par Trieste, peut vous coûter jusqu'à 3000 dollars. Avec le durcissement de la situation en Turquie, le passage par la zone kurde pour arriver au Bosphore et ensuite traverser est devenu un chemin extrêmement compliqué.

Je crois qu'il y a deux types de trajectoires dans l'immigration que nous connaissons aujourd'hui en Europe : il y a ceux qui savent qu'ils ne pourront pas s'en retourner, pour des raisons économiques ou politiques ; et il y a ceux qui espèrent pouvoir rentrer un jour au pays d'origine. Il faut pouvoir donner une réponse digne aux deux espoirs.

Les dispositions récentes de certains pays européens à l'égard des migrants ne sont pas vraiment guidées par un principe de dignité...

Il y a certains exemples très tristes, dont on ne parle pas assez – comme ces jeunes Polonais qui sont partis en Italie du sud pour effectuer des travaux saisonniers et qui ont disparu. On craint qu'ils aient été tués. Et en ce moment même en Italie, le gouvernement s'est lancé dans une sorte de campagne pour chasser les immigrés « roms », alors que la plupart ont des papiers en règle, et pour certains un passeport d'un pays qui n'existe plus, la Yougoslavie...

Ceci participe, je pense, de desseins politiques plus vastes qui visent à attiser les angoisses de la population. La peur des étrangers permet de gouverner en détournant l'attention de problèmes plus graves. Si vous introduisez la peur, vous pouvez aussi l'orienter. En réalité, nos villes européennes étaient infiniment plus dangereuses aux XIX^e et XX^e siècles. La plus grande partie des morts se produisent aujourd'hui le week-end, sur les routes, à la sortie des boîtes de nuit. On meurt d'une sorte de suicide prémédité et non pas à cause des immigrés.

L'état du débat italien sur l'immigration vous inquiète-t-il ?

Oui. Voilà une raison de plus pour assumer notre histoire. La réalité est bien plus complexe que certains voudraient aujourd'hui le faire croire. Mais c'est à mon avis l'Europe entière qui souffre d'un déficit de représentations aptes à saisir la complexité, l'enchevêtrement des langues et des cultures dans le monde contemporain.

Nous n'avons pas un imaginaire suffisant lorsque nous parlons, par exemple, de multilinguisme. La seule représentation que je trouve à la hauteur est « *La vision de Namur* » de Michel Butor avec la musique *La rose des voix*, d'Henri Pousseur, de 1983. Ils ont vraiment su inventer une rose des vents, une rose des voix, une rose des langues. Notre rôle d'Européens devrait être de créer un imaginaire capable d'articuler la pluralité, plutôt que de chercher la simplification.

Il y a aussi la langue d'un autre Ulysse, celui de Joyce – une langue vraiment plurielle, européenne.

C'est une grande question que celle du multilinguisme. Nous avons tous une langue maternelle et une ou plusieurs langues de communication – souvent l'anglais à l'heure actuelle. Et nous avons aussi parfois une langue d'élection. Je crois profondément que la plus précieuse est la troisième : c'est la langue dans laquelle vous exprimez ce supplément d'âme qui n'est pas donné par une langue véhiculaire. Une langue d'élection permet en outre de mieux aimer un pays d'élection. C'est cela le plus important pour l'Europe.

L'allemand, par exemple, a été très présent en Hongrie ou en République tchèque. Quand ces pays se sont trouvés libérés du communisme, ils sont passés à l'apprentissage de l'anglais en oubliant l'allemand. *Idem* pour l'enseignement du français en Pologne ou en Roumanie. Il me semble que nous ne sommes pas dans un moment d'accroissement de la connaissance des langues, mais peut-être dans un moment de repli. Or sans les langues des autres Européens, nous nous privons de notre passé commun et, surtout, de la possibilité de sa compréhension.

Les images de l'un des films de Théo Angelopoulos montrent le bateau d'Ulysse lesté par les débris de ce passé européen...

Oui, par une énorme statue de Lénine. C'est l'héritage d'une société qui a perdu ses références, après le démantèlement du Rideau de fer et la chute du Mur de Berlin. Comme le dit Zygmunt Bauman, nous sommes aujourd'hui dans une « société liquide », une société qui n'a plus de points de repères. Pascal disait qu'il faut un point fixe pour juger². Nous n'avons plus rien. L'Union européenne a fait des pas rapides pour donner une réponse aux Européens qui, enfin, se libéreraient du communisme mais elle n'a pas, dans le même temps, élaboré une idée claire du nouveau projet européen.

Quelles sont, à votre avis, les nouvelles frontières du projet européen ?

Je pense que l'Europe doit maintenant affronter les contradictions de son histoire. Et il y en a une immense qui nous attend : ou bien la Turquie ou bien la Russie. Peut-on faire l'Europe en excluant la civilisation byzantine et chrétienne qu'incarne la Russie ? Pour l'instant, celle-ci s'exclue elle-même car elle a, du point de vue politique, un gouvernement plutôt tsariste. Mais les mouvements culturels vont au-delà de Poutine... De même, doit-on abandonner la Turquie, quand la plus grande masse d'immigrés en Allemagne est d'origine turque ? Il y a déjà une Turquie européenne, très présente et importante.

Je voudrais évoquer une autre dimension de cette question des frontières. Lorsque l'on sort de la logique étatique pour entrer dans une autre logique européenne – celle de la tradition des villes – alors se dégage une autre sorte de continuité. Les communes libres, les villes refuges, sont une constante européenne. Mais à côté de l'Europe des villes, il y a maintenant l'Europe des villas et des édifices exclusifs. Les nouvelles villes satellites qui surgissent à la campagne, avec toutes sortes de murs de protection, me semblent constituer un mouvement régressif et non pas un véritable retour à la campagne, avec tout le potentiel que cela pourrait représenter.

² Cf. *Pensées* : «Ceux qui sont dans un vaisseau croient que ceux qui sont au bord fuient (...) Il faut avoir un point fixe pour en juger ».

J'ai fait une découverte, cette semaine, en voyageant avec une compagnie *low cost* qui s'est lancée dans une promotion d'un nouveau genre : celle des lieux accessibles avec ses vols. J'ai ainsi découvert différents niveaux de « refuge » – pour 5 millions d'euros, on vous vend une maison sur un promontoire isolé en Ecosse ; pour 500 000 euros, vous avez ces maisons standardisées, néo-provençales, du Sud de la France. C'est là une nouvelle frontière de l'intégration européenne...

Nous avons commencé en parlant d'origines. Les vôtres sont piémontaises : cela compte-t-il pour vous ?

Le Piémont est historiquement une région de frontière, comprenant des territoires qui ne sont plus piémontais aujourd'hui. La *conscience de frontière* que j'ai ainsi développée a été très importante pour moi. D'abord parce qu'elle a stimulé chez moi un certain esprit de curiosité : les Alpes sont plutôt un lien qu'une barrière. Quand vous avez une plaine devant vous, vous vous dispersez un peu ; quand vous êtes en face d'une montagne, il faut chercher le lieu de passage. Ensuite, parce que le français fait partie de l'héritage piémontais. Le Piémont a donc à voir avec la manière dont je me suis ouvert à l'Europe – par la littérature française et, je l'avoue, les romans russes...

Il faut tenir compte du fait que chacun de nous est habité par une géographie qui ne correspond pas à la géographie des lieux visités mais à celle des lieux lus. D'Est en Ouest, l'Europe est un territoire entièrement écrit. Je trouve désolant que l'on ne fasse qu'une géographie politique ou physique, la géographie de la pluie et du beau temps, et que l'on ne fasse pas une géographie de la mémoire lue, qui est au fond la plus partagée par les Européens. J'aime bien Schengen, j'ai toujours détesté les contrôles de police. Pouvoir voyager sans sortir mon passeport, sans changer de monnaie, est une chose merveilleuse. Mais je vous avoue que je sens moins l'envie de voyager si ce voyage n'est pas intégré dans un autre parcours, celui de la lecture.

N'êtes-vous jamais saisi d'un sentiment de saturation en voyageant à l'intérieur de ce continent entièrement écrit ?

Mais que pouvez-vous donc voir lorsque vous ne connaissez pas ce qui a été écrit ?

Ce qui peut surgir de la rencontre avec une altérité qui n'est pas déjà inscrite en soi.

Vous savez, je suis un vieux platonicien. Quand vous dites que vous avez vu un arbre, en réalité, ce que vous avez vu, c'est l'image mentale de l'arbre. Vous pouvez dire qu'il ne s'agit pas d'une asperge parce que vous avez mémorisé une idée formelle qui sépare dans votre mémoire sélective l'idée d'arbre et l'idée d'asperge. La première fois que vous vous trouvez face à un objet quelconque dans un pays étranger, il vous sera difficile de l'identifier si vous n'avez pas lu avant à son sujet.

Il reste toujours le trouble, l'étonnement.

Certes. Mais prenez Bruce Chatwin³, qui est peut-être le plus fascinant voyageur de notre temps. C'est Peter Levi, un savant anglais, qui raconte son histoire. Ce Levi avait écrit un livre important sur le grand historien de la Grèce, Pausanias, et il voulait visiter les lieux extrêmes décrits par celui-ci – c'est-à-dire les frontières de l'Empire d'Alexandre. Lorsqu'il fit part à son éditeur de ce projet de voyage, en 1969, celui-ci lui répondit qu'afin de pouvoir financer ce livre, il fallait qu'il soit illustré. Ce à quoi Levi rétorqua qu'il n'accepterait d'être accompagné d'un photographe que si celui-ci avait une connaissance parfaite de l'histoire grecque et du monde oriental. Finalement, l'éditeur lui donna le nom d'un boursier avec de très bonnes compétences en photographie et c'est de cette manière que le jeune Chatwin accompagna Levi dans son voyage au Kâfiristân⁴.

³ 1940-1989

⁴ Voir *Le jardin de lumière du roi ange : voyage avec Bruce Chatwin en Afghanistan*, 2002.

La connaissance du nouveau dans l'espace part souvent de très loin dans le temps... La saturation n'est pas un sentiment que je connais.

Comment votre propre « conscience de frontière » s'est-elle forgée ? L'envie d'aller voir de l'autre côté de la montagne ?

En premier lieu, nous avons dans ma famille des cousins éloignés qui étaient des réformés, ce qui pour nous renvoyait aux vallées vaudoises. Le rapport du Piémont avec la Réforme implique en effet tout un parcours géographique : il faut traverser les Alpes, remonter la Maurienne, arriver à Carouge, et puis ensuite à Genève. Cela établit tout de suite un cercle qui va au-delà de l'identité propre du pays ou du village.

Aujourd'hui encore, certains chocolats piémontais ont des noms qui vous parlent d'une autre histoire de l'Europe. Ce sont les noms de familles qui étaient liées au commerce puisque l'une des manières de soutenir la Réforme était de faire venir des denrées d'autres pays protestants, comme le cacao d'Amsterdam. Deux très bons chocolats turinois, celui de Paul Caffarel et celui de Michel Prochet, sont le produit de cette histoire.

Vous ne pensez donc pas que les habitants des pays alpins, comme la Suisse ou le Piémont, aient une propension au retranchement ?

C'est une question difficile. D'une certaine manière, je n'ai jamais eu l'impression que les Alpes aient été une frontière, pour les raisons que j'évoquais. Pourtant, quand on est à Turin, on voit physiquement les montagnes dessiner un cercle parfait qui vous renvoie à une belle identité. Vous êtes à l'intérieur de ce bassin. Vous vous sentez protégé. La neige et la pluie sont de l'autre côté des Alpes, les Piémontais peuvent donc se considérer comme la première étape du « jardin de l'Europe » qu'est l'Italie, comme dans la mythologie.

Cela dit, j'aimerais penser à Turin dans la manière où Rabelais y a pensé quand il y a séjourné au XVI^e siècle, alors que le Piémont venait d'être supprimé pour

devenir une province de la France. Rabelais était chargé du jardin et de la bibliothèque. Pour moi, c'est un peu cela Turin, un jardin et une bibliothèque.

Presqu'une utopie fouriériste, en somme...

Je suis sûr que Rabelais a été lu par Fourier. Si vous pensez à l'Abbaye de Thélème, cela rappelle un peu le Phalanstère, avec cette idée d'une production de biens enracinée dans un certain optimisme physiocratique. Au-delà de la comparaison facile, je reste fasciné par la pensée de Fourier. Elle permet de réfléchir à deux éléments que nous oublions assez souvent : autrefois, c'était la Nature, *Natura naturans*, qui réglait le rythme de l'homme. Aujourd'hui nous avons une espèce de mythologie inversée, c'est nous qui commandons à la nature, *natura naturata*. Sauf que de temps en temps, celle-ci nous rappelle que nous ne pouvons pas contrôler les océans, les tempêtes, les inondations. D'autre part, quand je parle de jardin, je pense à une nature compatible avec l'homme : on la respecte, on la travaille, on l'enrichit et on se laisse enrichir par elle, on la caresse, on la contemple...

Et la bibliothèque pour des raisons évidentes, parce qu'il y a une richesse de l'histoire à laquelle on n'accède que par le biais des livres.

Pour moi le nom de Turin fait plutôt surgir des images d'industrie.

Turin a d'abord été une ville militaire – moins importante qu'Aoste, *Augusta Praetoria*, pour les légions romaines qui devaient partir pour le Nord ou l'Ouest. Puis lorsque le transfert de la capitale des Savoie eut lieu, de Chambéry à Turin, celle-ci est devenue une ville d'administration et l'est restée jusqu'en 1860. C'est seulement après le deuxième déplacement de la capitale, d'abord vers Florence puis vers Rome, que l'industrie mécanique s'est véritablement développée à Turin.

Mais de nos jours, Turin ne se définit plus exclusivement par l'industrie. L'automobile n'est pas inscrite indéfiniment dans son histoire. Il faut toujours penser aux identités multiples d'une ville dans l'histoire. Très peu d'entre elles ont maintenu la même activité ou la même identité au fil des siècles. Le Paris de *La nuit des prolétaires*, le très beau livre de Jacques Rancière, est une époque révolue. L'île Seguin en est un bon exemple, même si en réalité il est très difficile de reconverter les lieux industriels.

La muséification est-elle un destin possible pour Turin ?

Le *Lingotto*, qui était le siège de *FIAT*, est déjà un lieu à la fois commercial et muséal, au même titre que la gare d'Orsay. Le travail de muséification a donc déjà commencé. Au-delà du cas de Turin, nous devons faire attention, en Europe, à ne pas rester figés dans le passé. Trop expulser le travail n'est pas sain. Cette expulsion n'est d'ailleurs pas neutre – car on expulse le travail dans les pays en voie de développement, où cela revient moins cher. Nous vivons finalement de cette exploitation, sur les bénéfices d'un travail fait ailleurs.

Il y a toute une théorie qui dit qu'il faudrait aujourd'hui se concentrer, en Europe, sur la production des instruments de production – produire de la recherche technologique, en quelque sorte. L'essentiel, selon moi, est que nous puissions continuer de produire tout en respectant certaines valeurs.

Diriez-vous que votre cité a achevé sa transition post-industrielle ?

Pour l'instant, Turin est arrivée à un point d'équilibre. *FIAT* est toujours en activité mais certains éléments de reconversion, de renouveau technique et technologique se développent. L'Ecole Polytechnique, par exemple, a conclu des accords visant à créer un parc technologique en donnant des espaces gratuits aux entreprises étrangères qui veulent faire de l'expérimentation technologique avancée.

Il y a aussi tout le secteur du tertiaire – les musées, les palais, la gastronomie. L'un des mots d'ordre de *Slow Food*, « *Manger kilomètre zéro* », est très séduisant.

C'est une incitation à consommer les produits de saison, qui viennent du terroir, plutôt que les poires qui arrivent du Chili en plein hiver. J'ai récemment goûté un dessert extraordinairement bon, fait avec une mousse de bière. Lorsqu'on n'a pas de vin à proximité, on peut le remplacer par la bière...

Quelle relation Turin entretient-elle avec son environnement naturel, et notamment ses montagnes ?

Celui qui a inventé les montagnes piémontaises, leur a donné une « lisibilité », est le poète Giosue Carducci, un Toscan. Il faisait partie de l'entourage de la Reine, laquelle aimait les excursions à la montagne. C'est donc un « étranger » qui a donné au Piémont son identité écrite, lui a conféré une géographie littéraire – une conscience.

Le Piémont est divisé entre l'amour de la montagne et l'amour de la mer. Car autrefois, lorsqu'ils possédaient le Comté de Nice, les Piémontais étaient aussi des marins. Les gens s'embarquaient sur les bateaux en plus d'avoir le pied montagnard. C'est donc une région bénie, car elle rassemble la mer, la montagne et les lacs. Une image de la nature pour toutes les humeurs et toutes les saisons : le lac pour les mélancoliques, la montagne pour les âmes conquérantes et la mer pour ceux qui aiment faire avancer la ligne de l'horizon.

Revenons un instant sur la question de la muséification : comment trouver le juste équilibre entre création et destruction, entre création et conservation ?

C'est un grand problème que vous soulevez là. Avec cette vogue de la transformation des usines, des entrepôts ou des gares en musées, nous avons aujourd'hui en Europe plus de musées que d'objets d'art. Cela signifie deux choses : ou bien nous sortons et mettons en valeur les réserves de nos vieux musées, ou bien nous faisons la promotion du non-art afin de remplir les nouveaux musées.

Si les réserves du Louvre étaient exposées dans les salons, quelle perception de l'art et du beau les visiteurs développeraient-ils ? La question est troublante... Le fait de remplir des usines avec du non-art et de faire ainsi la promotion de choses qui ne mériteraient aucune continuité est problématique. L'art se fait par un effet de mémoire mais aussi par un fort effet d'oubli. Il y a toute une série de productions qui sont, heureusement, oubliées ou détruites à chaque nouvelle génération.

Il existe en outre une liaison dangereuse entre le marché, les critiques d'art et la muséologie qui peut amener à élever au rang d'œuvres d'art des objets insignifiants et à exposer, non pas les œuvres des fondateurs, mais celles des imitateurs des imitateurs. L'augmentation des espaces vides accroît cet effet pervers. Une solution classique des villes qui n'ont pas de plan d'urbanisme sérieux est d'élever au statut de musée leurs lieux désaffectés plutôt que de repenser profondément leur fonction. C'est une manière de liquider le problème.

Je suis un amoureux de la forme, de la *Bildung*. Je pense cependant que malgré l'entreprise de défiguration conduite par les avant-gardes au XX^e siècle, on peut encore tracer un parcours très digne de l'évolution de l'art européen. Prenons par exemple Giacometti et ses sculptures presque squelettiques, pleines de douleur et de passion, son fer qui pleure et qui marche. Prenons les avant-gardes au moment le plus haut de leur conscience. Mais cela demande une sélection des poétiques et une conscience qui ne démissionne pas.

Quel pourrait être un projet de civilisation pour l'Europe ?

C'est une question pour plusieurs générations ! J'y répondrai en me concentrant sur quelques désirs. Le projet peut évidemment être plus riche, mais il faut avoir des désirs. Je reprendrai votre formule, qui me plaît : « L'Europe est un espace saturé ». C'est vrai. Mais on peut le transformer en un espace « plein de plénitude », ce qui est une autre manière d'appréhender l'idée de saturation.

Je pense que nous pourrions nous référer à la formule de l'ancien Secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld : « *Le continent le plus grand est le continent*

intérieur ». Il nous appartient de transformer la conscience historique que l'Europe a de sa tradition en un espace d'intériorité, un espace de plénitude. C'est notre travail, notre devoir d'enseignants et d'intellectuels. Italo Calvino l'a très bien dit dans *Les villes invisibles* : « *Doubler l'espace extérieur dans un espace d'intériorité riche et pluriel* ».

Si je devais exprimer un vœu pour l'Europe, le désir qui pour moi résume tous les autres serait donc celui-ci : « Rentrer de l'extériorité », *intra in te ipsum*. Nous avons tout exploré, nous pouvons maintenant intérioriser l'espace. Et faire en sorte que l'espace d'autrui devienne notre espace. Non pas par l'appropriation mais par une écoute, un dialogue, une lecture, une mémorisation.

Rencontre avec Krzysztof Zanussi

Entretien commencé à son domicile de Varsovie et repris un mois plus tard dans un hôtel dublinois, en marge de la représentation de la pièce *Ucho, gardło, nóż* [L'oreille, la gorge, le poignard], avec Krystyna Janda, au théâtre Tivoli



Krzysztof Zanussi est un réalisateur, scénariste et producteur de films né à Varsovie en 1939. Il étudie d'abord la physique à Varsovie, puis la philosophie à l'université Jagiellońskide de Cracovie. C'est ensuite à l'École de Łódź, sous la direction d'Andrzej Munk, qu'il se forme au métier de cinéaste. Cette triple formation se manifeste dans la manière très spécifique dont Zanussi transpose à l'écran les diverses composantes (biologiques, sociales, éthiques) de l'immersion de l'individu dans la société polonaise contemporaine.

Zanussi est considéré comme l'un des auteurs les plus importants de la « Troisième génération », un groupe de cinéastes qui, contrairement à Wajda ou Munk, n'ont pas vécu la tragédie de la Seconde Guerre mondiale. Son cinéma n'est pas tant centré sur l'histoire nationale polonaise qu'imprégné d'une réflexion sur les rapports entre la vie et la mort, la nature, et sur l'état d'âme de l'homme contemporain. Son originalité tient également dans son traitement des liens entre science et cinéma.

Selon les registres de l'Institut de la Mémoire Nationale (IPN), il fut, de 1962 à 1964, inscrit à son insu sur les listes des collaborateurs de la police secrète. Zanussi parle ouvertement de ses contacts avec des agents du renseignement (il aurait été convoqué à plusieurs reprises pour des entretiens) et réfute toute collaboration. Les fichiers de l'IPN confirment la version du réalisateur.

Outre ses activités de cinéaste, Krzysztof Zanussi est professeur à l'université de Silésie (Katówice) et à la *European Graduate School* (Saas-Fee, Suisse).

Photo : Belgrade 2008 © Martin Kollar/Agence VU'

Acceptez-vous de vous livrer avec nous à une réflexion sur l'identité européenne ?

Je proposerais plutôt une réflexion sur le bien commun. C'est le début. Je pense que nous sommes arrivés à un moment où il faut réveiller nos philosophes et poser des questions élémentaires : quel bien commun voulons-nous pour l'Europe aujourd'hui ? Le bien-être matériel est-il une valeur absolue ? Est-ce que ce que nous souhaitons le plus, c'est d'avoir partout des autoroutes, comme en Allemagne ?

Que reprochez-vous aux philosophes d'aujourd'hui ?

Nous sommes à l'époque des post-modernismes, c'est-à-dire à un moment de décomposition totale de la pensée. Si nous voulons supprimer cette confusion, alors il faut reprendre la réflexion philosophique avec quelque chose de plus solide. Je ne suis pas convaincu, pour ma part, qu'il existe des valeurs spécifiquement européennes. Je crois profondément que les valeurs sont absolues et universelles.

Il n'en reste pas moins que nous devons, en tant qu'Européens, nous efforcer de définir nos priorités. Qu'est-ce qui est prioritaire ? Faut-il donner priorité à sa tribu, ou priorité à l'être humain ? L'arbitrage est très problématique et je regrette que les humanistes d'aujourd'hui soient tellement paresseux, tellement démoralisés par les subventions. Je paye des impôts pour des universités qui gaspillent le talent des gens pour des thèses idiotes, inutiles. Il y a plus de tabous aujourd'hui qu'il y a cent ans.

Lesquels ?

La question des femmes, par exemple. On ne peut plus parler vraiment des problèmes de sexe car il existe un certain nombre de thèses idéologiques et définitives qui empêchent d'en discuter librement. C'est très irritant ! Combien de mes collègues ajoutent un chapitre féministe dans une étude sur l'histoire de l'art, par exemple, afin de voir leur travail publié.

Les gens qui donnent des subventions pour le domaine des arts sont dans la confusion la plus totale, personne n'a le courage de discuter vraiment les choix. C'est pour cela que l'on a inventé la diversité – parce que nous n'avons plus d'échelle de valeurs. J'appartiens à cette minorité qui n'exige pas une liberté aveugle, c'est-à-dire une liberté tout à fait relativiste. Je considère que certaines manifestations de l'art constituent une provocation inutile, une offense pour la société.

Et de quand date cette « dictature du politiquement correct » en Pologne ?

En Pologne, cela date de notre liberté... Mais c'est absolument comme à l'époque communiste, où il fallait absolument ajouter quelques références aux classiques du marxisme pour être publié...

Le précédent gouvernement, celui de Jarosław Kaczyński, n'a pourtant pas semblé souffrir d'un excès de relativisme. Vous avez dû aimer leur style...

Non, je n'ai pas été très enthousiasmé par ce gouvernement. Ils ont essayé de formuler certaines objections louables, ils ont eu de bonnes intuitions, mais ils n'étaient pas bien préparés. Ils ont glissé vers le populisme. Les gens qui protestent contre l'absence de hiérarchie des valeurs dans le monde culturel et politique ne sont pas bien représentés en Europe aujourd'hui...

Peut-être qu'un jour il y aura une certaine réaction contre ces mouvances que l'on qualifie de « progressistes » mais qui sont en réalité des formations assez vides. J'ignore comment cela se manifestera – par une vague noire et sinistre ou bien par une vague saine et pleine d'énergie...

Toujours est-il que certains Polonais ont essayé de créer un contrepoids – et ils y sont partiellement arrivés. Certaines idées ont été ressuscitées. On n'est plus obligés d'être progressiste, comme il y a quatre ou cinq ans...

Que trouvez-vous à redire à ce que l'Union européenne ait fait de la diversité l'une de ses valeurs fondamentales ?

J'ai des doutes profonds sur la diversité. Je ne vois pas l'intérêt de défendre la diversité pour elle-même. Prenez par exemple les langues : est-il important d'avoir beaucoup de langues ? Il faut être sclérosé pour ne pas voir qu'il existe des langues primitives dans lesquelles on ne peut presque rien dire. J'ai cette expérience avec mes voyages, quand des jeunes kazakhs m'expliquent qu'ils ne peuvent écrire de poésie qu'en russe, même s'ils détestent la Russie. Quel est l'intérêt des traductions en lituanien, où l'on perd pour moitié en souplesse car c'est une langue jeune, en renouvellement, à laquelle il manque des expressions, des adverbes ? Est-il regrettable que les langues qui n'ont ni valeur ni énergie meurent ?

A mon sens, une langue n'a d'intérêt que si elle permet d'exprimer des préoccupations profondes, qui touchent les autres, qui intéressent le monde. C'est le concours des civilisations, dans lequel il n'y a pas de coexistence possible. Dans tout concours, certains sont vainqueurs et d'autres vaincus. Nous les Polonais, nous sommes du côté qui a toujours perdu en Europe.

Et malgré tout la langue polonaise est une langue bien vivante ...

Elle existe, et c'est un miracle ! Elle a survécu grâce à quelques poètes du XIX^e siècle – tout comme la langue tchèque, qui était morte après la bataille de la Montagne Blanche, mais qui a été reconstruite parce que les Tchèques en ont eu la volonté.

Si vous n'êtes pas capables de toucher quelque chose dans votre langue maternelle, je pense qu'il vaut mieux se mettre à parler anglais, ou plutôt mandarin. Ça, c'est la langue du futur !

Mais alors quelles sont donc les valeurs essentielles pour vous ?

La valeur la plus répandue dans la nature est celle de la survie. Survivre n'est pas une chose que l'on peut prendre pour acquise, la nature vit très bien sans nous. Au-delà, le développement des personnes est une chose essentielle. Les gens ne sont pas égaux : il y a des gens de grande âme et des gens de petite âme. Et je souhaite que la majorité développe une grande âme, que chacun puisse développer son potentiel. C'est là une valeur absolue.

La civilisation qui n'offrirait pas de possibilité de développement aux gens est une mauvaise civilisation. Le développement spirituel est une chose qui se démultiplie. Toutes les sociétés ne sont pas égales.

Ce qui importe, ce serait donc l'accomplissement du meilleur ?

Non. Ce qui importe c'est la chance pour tous. Parce que le meilleur c'est le résultat. C'est avant de mourir que l'on peut dire de quelqu'un qu'il a poussé très loin son potentiel. Il faut donner cette possibilité à tout le monde.

Quel regard vous portez sur la société polonaise de ce point de vue là ?

Lorsque l'on parle de sa propre famille, on exige beaucoup et on est toujours déçu. C'est normal.

Mais il y a aussi parfois un aveuglement de l'amour filial...

Oui, ça c'est l'envers de la médaille ! Mais si j'essaie d'être objectif et que je compare la situation de la Pologne avec celles d'autres anciens pays communistes, comme la République tchèque ou la Slovaquie – sans même parler de l'Ukraine ou des pays byzantins – je crois que nous avons bien mis à profit notre liberté. La croissance de la classe moyenne et des petites entreprises en Pologne a créé beaucoup d'espace pour les gens.

Si je tente de faire le compte, non pas de manière scientifique car aucun ordinateur ne peut m'y aider, seul le bon Dieu peut comparer, il y a en Pologne de plus en plus de vies, de biographies, dans lesquelles les potentiels individuels sont bonifiés. Ce n'est pas scientifique, mais on le sent par intuition.

Je me souviens de l'esclavage de l'âme à l'époque communiste et je vois maintenant beaucoup d'endroits où les gens sont réveillés, où ils vivent. Nous sommes arrivés à un stade plus proche de la plénitude, disons relative, où chaque individu se sent bien, se félicite. Je constate que depuis quelques années les gens ont élargi leurs horizons. Ils sont capables d'agir avec plus de générosité, ce qui est un élément d'élévation. Tout cela me donne l'impression que si on fait l'addition totale pour la nation, je commence à voir que quelque chose va mieux. Mais il y a aussi des imbéciles qui sont contents de leur propre vie...

L'autosatisfaction n'est pas la même chose que l'harmonie sociale.

Exactement. Les sociologues et les économistes sont obsédés par la notion de satisfaction. Mais vous savez, la meilleure façon d'obtenir de l'autosatisfaction, c'est la drogue. Cela peut un peu raccourcir votre vie, mais vous vivez dans un état d'euphorie permanente. Nos chimistes sont capables de distribuer de la satisfaction à tout le monde...

Pensez-vous que les jeunes Polonais qui vont travailler en Angleterre, en Irlande, en Suède ou en Allemagne, ont conscience d'élargir ainsi leurs horizons ?

Je pense que c'est le cas. Bien que j'aie rencontré des jeunes Polonais qui disaient « Nous sommes contraints de partir pour travailler, mais nous ne voulons pas émigrer ». Certains reviennent chaque mois en Pologne pour continuer leurs études, c'est impressionnant. Mais je crois qu'ils apprennent des choses. Cela suscite une accélération énorme.

Quelqu'un m'a dit un jour avec toute sa spontanéité que c'est en Angleterre qu'il avait commencé à comprendre que tous les policiers ne prenaient pas de l'argent de poche. Cela devait être prouvé, il ne le croyait pas. Il exige maintenant cela de la Pologne du futur, il veut vivre dans une société dans laquelle le policier n'est pas par définition corruptible. C'est très peu mais c'est déjà quelque chose...

Est-ce ainsi que se fabrique une identité européenne ?

Je ne suis pas sûr. Il est très difficile de s'intégrer dans les pays Européens. Il faut bien trois générations pour être accepté en France ou en Italie comme un Français ou un Italien. Combien de génération de Huguenots ont été considérés comme des étrangers à Berlin, alors même qu'ils ont donné de grands auteurs qui ont écrit dans la langue allemande ?

C'est que l'autochtonie a la vie dure dans notre vieux monde...

Oui. Alors que l'Amérique a modifié cela. Vous pouvez garder des éléments de votre pays, votre cuisine, vos berceuses : du moment que vous respectez les choses essentielles – l'ordre économique, juridique – vous êtes américain. L'Amérique, c'est une extrapolation de l'Europe : c'est toujours la même civilisation mais modifiée par une vision à la Renan de la nation, car on devient américain quand on *veut* être américain

Mais en Amérique plus qu'en Europe on voit s'ériger des murs autour de communautés de semblables, les fameuses « *private communities* », faites pour mettre à distance l'étranger.

Je dirais que c'est encore pire en Australie, avec ce maudit « culturalisme » qui a été si mal conçu. Ils ont créé des ghettos où la police australienne ne pénètre pas et ils ont trouvé des camps d'Al-Qaïda sur leur territoire. Ils ont d'abord accueilli les Japonais, après la Deuxième Guerre mondiale, puis ils se sont ouverts à tous les autres en disant : *Venez chez nous et continuez votre vie à votre façon.*

Vivre dans des enclaves ethniques n'est pas un mal en soi, on ne doit pas être obligé de vivre dans la mixité. Mais les illusions malheureuses en Australie et au Canada, où l'on a souhaité cette diversité ethnique, menacent de se terminer en catastrophe.

Vous craignez l'ouverture à l'immigration ?

Si l'Europe est inspirée par sa mission civilisatrice, si elle est convaincue de pouvoir être un guide pour l'humanité, dans ce cas nous pouvons supprimer les barrières, les limitations. Si nous voulons vivre pour nous-mêmes, cela nous autorise à nous défendre, à nous séparer.

De qui ?

De nos voisins

Extra européens ?

Oui, extra européens. L'idée d'extra-communautaire me plait beaucoup parce que nous, Polonais, avons été extra-communautaires pendant des années ! Moi je suis d'origine italienne, je parle l'italien assez bien et malgré cela en Italie je devais toujours souligner : *Non je ne suis pas l'un de vous, je suis « extracommunautaire », pire qu'un étranger.*

Mon ancêtre est venu en Pologne en 1846. Six générations, ce n'est pas grand-chose pour l'Europe, pour l'Amérique c'est une éternité!

Qu'est-ce que votre ancêtre est venu faire en Pologne ?

Il est venu pour cultiver la terre. Il venait du Frioul, dans l'Empire des Habsbourg. Le train allait de Trieste à Vienne puis vers Cracovie et Leopoldis¹.

Vingt ans plus tard, l'Empire russe a lui aussi commencé à construire des chemins de fer – avec beaucoup de soupçons. Pour l'Orient, la route est un serpent. Elle amène les invasions. Pour l'Occident, la route, le chemin, c'est toujours l'espoir...

[Suite de la conversation, un mois plus tard]

Il y avait, sur l'étagère de votre bureau à Varsovie, un livre au titre étrange : *Le Bigos survivra dans notre famille européenne...*

C'est un livre que j'ai publié lors de l'adhésion de la Pologne à l'UE, sous le patronage du Président de la République, et adressé à un large public. J'y parle de différents aspects de l'Europe car j'ai une certaine connaissance du sujet. Je suis un partisan décidé de l'adhésion à l'Union, mais je n'ai aucune illusion ni aucun sentiment de tendresse pour l'administration bruxelloise. Je n'ai plus d'espoirs naïfs. J'estime que Bruxelles est un lieu d'exil pour médiocres politiciens locaux dont on ne sait que faire chez soi. C'est un organisme malsain, qui fonctionne sans responsabilité devant les électeurs. Il m'a semble nécessaire de relever ces aspects négatifs bien que l'adhésion de la Pologne ait constitué à mes yeux une nécessité.

Ce que vous expliquez là n'éclaire pas vraiment le titre du livre.

Le titre est un peu tiré par les cheveux : je cherchais un plat emblématique pour les Polonais. Sauf que le bigos n'est pas polonais, mais un dérivé importé de la choucroute française. Le *zurek* aurait été vraiment polonais, mais le bigos

¹ *Leopoldis* en latin, *Lviv* en ukrainien, *Lwów* en polonais, *Lemberg* en allemand, est aujourd'hui la principale ville de l'Ouest de l'Ukraine. Elle était l'un des centres de la province de Galicie à l'époque austro-hongroise, et fut rattachée à la Pologne dans l'entre-deux-guerres.

emporte une idée de chaos, il a une force allégorique qui me plaît, comme lorsque nous nous exclamons « *un vrai bigos qu'on fait là !* »².

Les Polonais avaient très peur que leur identité ne se dissolve dans l'Europe unie. Je voulais montrer que ce n'est pas le cas : aucun pays n'a perdu son identité en entrant dans l'Union. Les identités sont même manifestées de manière plus vive. L'Espagne, par exemple, est devenue encore plus espagnole après l'adhésion, alors qu'au moment de sa candidature elle s'efforçait de se montrer européenne. Je pense la même chose de la Pologne...

Le bigos attendu avec l'adhésion à l'UE ne s'est donc pas produit?

Rien ne s'est passé – si ce n'est que certaines peurs ont disparu ; les gens se sont débarrassés d'illusions inutiles. Les craintes de perte d'identité par l'invasion des capitaux étrangers étaient très puissantes. Tout comme les peurs des paysans, qui se sont avérées infondées, puisque leur situation est maintenant bien meilleure qu'avant l'adhésion à l'Union. Ils ont changé d'avis et sont devenus des défenseurs de l'Europe.

On lit dans une chronique de Krystyna Janda : « Tu es Polonais, mais tes enfants seront-ils des Européens ou des Polonais vivant en Europe ? »

C'est une question plaisante, mais je ne crois pas qu'il y ait d'opposition. On peut juste avoir une plus ou moins grande conscience de son identité européenne.

Qu'est ce qui, à vos yeux, lie les Européens entre eux?

La communauté apparue sur ce continent a une histoire et une tradition tout à fait exceptionnelles. Il y a par exemple un sentiment proprement européen de l'espace et du temps – qui sont deux dimensions essentielles de la distinction entre les communautés. Alors que la Chine, par exemple, a longtemps été

² En français, on « pédale dans la choucroute » - ndlr.

occupée à durer, tout comme la civilisation indienne dans sa splendeur, L'Europe a créé toute une dynamique de développement.

Nous avons toujours imaginé que nous allions d'un monde mauvais vers un monde meilleur. C'est une chose qui nous unit historiquement. Et bien sûr le Nouveau Monde – à commencer par notre fille, l'Amérique – s'est mis à y participer autant, sinon plus. Les choses sont un peu floues en Russie, où ce qui concerne la modernisation ne va pas sans problèmes... Ce sens du développement a maintenant touché même les Japonais et les Chinois, à grande échelle.

Nous voulons tous le changement, alors qu'auparavant nous voulions la durée.

Vous souvenez-vous de votre premier voyage à l'étranger ?

Je me souviens de chaque pas. La première fois je suis allé en Autriche. Puis à Moscou, mais là ce n'était pas vraiment l'étranger. C'était comme de se retrouver dans la capitale de l'Empire, nous étions des sujets de l'Empire. Ma première visite à Paris remonte à 1969 et je me souviens de tout exactement. Puis j'ai beaucoup voyagé, je manigançais toujours pour repartir. C'était une sorte de jeu vital qui m'a réussi.

Nous sommes aujourd'hui à Dublin : comment vous sentez-vous accueilli dans ce pays où vivent des dizaines de milliers de vos compatriotes ?

Ici, une petite nation rencontre une autre petite nation, incomparablement plus riche, ce qui n'était pas le cas hier. Je ne suis pas tendu comme en Angleterre, où le dédain pour les immigrés est perceptible. Les Irlandais ont eux aussi été des opprimés, ils ne regardent pas les Polonais comme des inférieurs. Pas plus que nous, en Pologne, ne montrons du doigt les Ukrainiens et les Biélorusses : nous les regardons avec compassion. Evidemment, nous nous considérons comme cent fois meilleurs, mais dans une situation de concurrence égale...

Et quel regard portez-vous sur la ville de Dublin, sa forme, ses rues, ses quartiers ?

Sans enthousiasme : les Îles Britanniques ne sont pas un lieu de développement urbain heureux. La civilisation anglo-saxonne n'a jamais réussi à construire de belles cités. On n'éprouve pas de plaisir physique à vivre dans ces villes. Londres en est un exemple caricatural. Ni ville, ni campagne. Une mégapole.

Lorsque je suis venu à Dublin pour la première fois, dans les années 1970, c'était une petite ville adaptée à ses fonctions. L'Irlande était pauvre alors, mais son urbanisme était passable. Maintenant, après le boom, l'enrichissement rapide, je sens une ville gonflée, surdimensionnée par rapport à ses besoins. C'est une ville sans places, sans artères, une ville de constructions basses en nombre déjà excessif.

Quelques lieux trouvent-ils grâce à vos yeux ?

Les lieux de l'héritage britannique, peut-être, à commencer par Trinity College et tous ces endroits sympathiques dont le charme rappelle Londres à s'y méprendre. Même architecture, même classicisme. Pas grand-chose néanmoins à côté du classicisme, à part le néo-gothique qui est même parfois du vrai gothique.

Vous avez été étudiant à l'Ecole de Cinéma de Łódź : cette ville correspond-elle davantage à l'idée que vous vous faites d'une cité européenne ?

Łódź est comme une ville américaine, sans cathédrale, sans place centrale. C'est un grand village, ce n'est pas une ville ! C'est un gros village qui a gonflé autour d'une seule rue, la Piotrkowska, et qui est devenu énorme, malade, douloureux. Avec une certaine beauté cachée mais beaucoup de souffrance. Je me souviens que pendant mes études, si je rentrais la nuit, vers 4h du matin, les tramways étaient pleins de femmes pâles au mauvais maquillage avec des enfants qu'elles portaient à la crèche de la fabrique. C'était vraiment quelque chose de terrible.

Łódź cherche aujourd'hui une sorte de normalité, elle a une forte volonté de se transformer. Mais il faudra encore quelques générations.

La transformation récente de la fabrique de textile de Poznanski en complexe commercial et culturel n'a-t-elle pas donné à Łódź la place centrale qui lui faisait défaut ?

La *Manufaktura* est un élément lié à la modernité du XIX^e siècle. C'est une belle usine, davantage dans le style européen que celles du monde anglo-saxon. Tout le monde a le problème de savoir quoi faire de ces vieilles cathédrales industrielles : les détruire, en faire des logements, un centre commercial ? Il est vrai que la *Manufaktura* déborde ses simples fonctions commerciales, elle a donné à Łódź cette agora qui lui manquait. Maintenant celui qui se rend à Łódź court d'abord rue Piotrkowska puis se rend à la Manufacture.

Mais je le répète, Łódź est un malheur d'urbanisme, une ville ratée. La rue Piotrkowska a un certain charme, mais c'est un charme pernicieux, puisque les habitants vivent mal dans cette ville mal construite.

Savez-vous que Kasia est originaire de Łódź...

Et moi de Varsovie. Je vis dans une ville anormale, et je sais ce qui me manque. Voyez ces rues courtes, ces constructions qui s'arrêtent au bord des champs. Lorsque je me promène dans Cracovie, Wrocław, ou Lwów, je reconnais que ce sont des villes. L'endroit où j'habite est une étrangeté qui me donne parfois l'impression qu'elle va devenir une ville.

Mais si Varsovie est mal faite, elle a au moins une variété née du statut de grande capitale. Łódź vient juste de commencer à se réorganiser et ce nouveau projet d'urbanisme dérange le vieil axe transversal autour de la Rue Principale. D'ailleurs je vais vous dire une anecdote à ce propos. Même si ce n'est pas vrai, cela vaut la peine d'être raconté : à la mort de Staline, un télégramme fut envoyé aux municipalités polonaises pour que toutes les rues principales soient rebap-

tisées en « Rue Staline ». A Łódź, ce n'est pas la Piotrkowska que l'on rebaptisa mais la « Rue Principale », qui était une toute petite rue. Des têtes auraient été coupées pour une telle blague si l'on n'avait aussitôt annoncé que cette Rue Principale devait justement devenir la plus grande rue de Łódź, une invention née cette nuit-là...

Quelle est « votre ville », alors ?

En Pologne, c'est Varsovie. Mais j'ai aussi un appartement à Paris. C'est aussi ma ville, je lui suis reconnaissant de l'hospitalité qui m'a été accordée quand j'étais immigrant, fuyant l'Etat de guerre. C'est une autre histoire. Et j'ai toujours rêvé d'acheter un mètre carré à Rome.

Pourquoi ?

Parce que c'est le premier cœur de l'Europe, l'Europe en est issue, cela se sent partout.

Si vous deviez faire un film sur l'Europe, qu'y mettriez-vous ?

Laissez-moi quelques années ! Ce scénario est une idée encore dans le brouillard... Aujourd'hui, je parlerais sans doute du christianisme parce qu'il est mésestimé par certaines constellations politiques qui gommant la mémoire de ce que l'Europe, au sens profond, est une création judéo-chrétienne. Les autres sources, rappel du paganisme, ne sont que des plaisanteries sans importance. Nous savons à qui nous devons notre développement. C'est ce que je rappellerais si je devais regarder en arrière.

Regardant l'avenir, j'ignore si l'Europe gardera ses sources ou si quelque chose changera ; peut-être renoncera-t-elle à la chrétienté, chacun cherchant une forme d'illumination. C'est un choix très politique : comment voulons-nous voir l'Europe ? Cela définit notre rapport à la politique courante. Si vous êtes du côté

socialiste, vous êtes du côté des Illuminés ; si vous êtes conservateur, vous penserez à la filiation chrétienne.

Hier, pendant votre allocution à la *National Gallery*, vous avez évoqué « la faille » que porte en lui tout émigré...

J'ai un certain droit à en parler puisque je viens moi-même d'une famille errante. Vivre en Pologne avec un nom italien est presque comme une maladie, les gens n'y réagissent pas avec indifférence. Mon grand-père avait encore un peu d'accent, par contre mon père parlait correctement et même avec un certain pédantisme, ce dont j'ai hérité. C'est une manière de parler non naturelle, celle d'un homme qui veut prouver qu'il est cent pour cent polonais, que seul son nom vient d'ailleurs.

C'est un défaut, une imperfection, que de se trouver étranger dans une société. On peut vivre avec, plus ou moins bien, mais c'est une faille qui demande à être surmontée. Si je veux taquiner des gens, je dis que je ne suis pas slave, car le mot slave est plutôt dévalorisant, quelque chose comme « Ivrogne, débraillé, qui perd ses clefs, qui n'appelle pas quand il est en retard ». Nous ne voyons pas le charme de « l'âme slave » comme les Français...

Pensez-vous que la société polonaise soit particulièrement rétive aux étrangers ?

Nous formons un pays mono-ethnique à un point surprenant. Ce qui reste des anciennes minorités nationales a été intégré, les gens ont oublié que les noms en « o » viennent d'Ukraine. Un nom comme le mien étonne toujours. Deux « s » à la suite sont difficiles à prononcer pour un Polonais.

Et mon étrangeté s'est ensuite manifestée dans d'autres domaines. J'ai été un homme introduit dans le vaste monde à une époque où peu de gens en avaient idée en Pologne. Je savais où était Cartier sur la 5^e avenue alors que le Polonais moyen ne savait ni ce qu'était Cartier, ni ce qu'était une avenue. Cette connais-

sance me séparait des gens. Mais cela a changé, tout le monde s'est mis à voyager. Même une employée sait aujourd'hui ce qu'est un *cappuccino*.

Êtes-vous surpris par le nouveau visage de votre pays, alors qu'approche le vingtième anniversaire de la Table ronde?

Certainement ! Un pourcentage incroyablement élevé de Polonais considère que l'Etat de guerre décrété par Jaruzelski fût une décision justifiée, et qu'avant, c'était mieux. Cela me surprend. Notre pays n'est pas aussi beau que nous l'avions espéré. Il y a en Pologne un mouvement de balancier allant d'un côté et de l'autre.

Mais j'ai espoir que ce qui est corrompu en Pologne, « *cruel et mensonger* », comme l'écrivait Mickiewicz, n'est qu'une coquille, et que dans les moments difficiles, au fond, la Pologne devient belle, héroïque et noble. C'est une sorte de mystère polonais : d'un côté, ce pays émerveille, de l'autre il fait peur et déçoit. C'est peut-être quand même l'admiration qui l'emporte pour ce qui me concerne...

Rencontre avec Hugo Hamilton

Conversation au premier étage d'une librairie de Dun Laoghaire, petite ville portuaire des environs de Dublin



Né à Dublin en 1953, Hugo Hamilton est écrivain. Le premier volume de ses mémoires, *The Speckled People* [Sang impur], dresse la chronique d'une famille prise dans une « guerre des langues », et sur laquelle pèsent les fantaisies nationalistes d'un père autoritaire et exalté.

Les romans et les nouvelles de Hamilton sont traversés par l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. En 2007, il publie *Die redselige Insel*, récit du voyage irlandais de Heinrich Böll (la mère de Hamilton était elle-même allemande, venue faire un pèlerinage rédempteur en Irlande au lendemain de l'effondrement de l'Allemagne nazie).

L'œuvre de Hugo Hamilton se démarque du ton de nostalgie sentimentale et de victimisation qui caractérise une partie de la littérature à succès irlandaise. Comme il le dit lui-même dans cet entretien : « Nous ne pouvons plus continuer de chanter nos vieilles chansons ; nous ne sommes presque plus en droit de le faire. Le pays a changé : les chants de rébellion, les vieilles plaintes - tout cela nous est devenu étranger ».

Photo : Dublin 2008 © Gilles Favier/Agence VU'

Vous avez été élevé par un père nationaliste irlandais qui voulait que les Irlandais gagnent car ils avaient trop longtemps été les victimes de l'Histoire, et par une mère allemande qui vous a appris à perdre et à capituler. Comment avez-vous vécu cette tension ?

Toute ma vie, j'ai été travaillé par ce conflit. Je suis encore perdu. Enfant, je n'avais pas la sécurité d'une langue utilisée par tous autour de moi. L'anglais était le lien avec le monde réel, à l'extérieur de notre maison, mais nous n'avions pas le droit de le parler. Mon père n'autorisait que l'irlandais et l'allemand. Cela a compliqué mon rapport aux langues en général... Ce n'est qu'en devenant écrivain que j'ai trouvé quelque sérénité. Écrire des livres me permet de donner un semblant de forme à ces contradictions.

Je nous décris, moi-même et mes frères et sœurs, comme des enfants atteints du « mal du pays » : nous étions pénétrés d'un sentiment d'exil, nourri tant par ma mère que par mon père. Elle était une étrangère ; et lui, il avait une vision de l'Irlande tout à fait différente de ce qu'était la véritable Irlande. Le sentiment du « chez soi » importe surtout à ceux qui ont été privés, ou chassés de leur foyer. C'est une aspiration, quelque chose d'inatteignable.

Ce qui est intéressant chez les immigrés, c'est qu'ils vivent dans un lieu étrange, presque fantasmatique. Les Irlandais ont un don extraordinaire pour inventer des foyers imaginaires. Ils ont perdu tant de choses au cours de l'histoire - leur langue, leur terre - et ils les ont remplacées par des chansons et de la littérature.

Dans un de vos livres, vous décrivez votre fratrie comme « du pain allemand aux raisins irlandais ». Pensez-vous que les « sangs impurs » - ceux qui se trouvent à la jonction de plusieurs cultures - puissent être une métaphore pour les nouveaux Européens ?

Je le pense sincèrement. Pendant mon enfance, dans les années 1960, il était tout à fait inhabituel en Irlande d'appartenir à une famille mixte. Nous étions une étrangeté. Nous étions constamment moqués et tournés en ridicule. Ce qui renforçait aussi notre isolement, c'est que de se rendre en Allemagne représentait alors

un très long voyage : nous devions prendre deux bateaux - d'abord pour l'Angleterre, puis pour le continent et - cinq trains. C'était un voyage comparable à celui d'une famille qui se rendrait aujourd'hui en Australie. Et les appels téléphoniques coûtaient très cher, si bien que le seul moyen qu'avait ma mère pour communiquer avec sa famille et ses sœurs était le courrier postal.

Tout cela a changé. Les mariages mixtes sont désormais courants. Les enfants issus de ces unions ne se sentent plus aussi singuliers.

Comment caractériseriez-vous l'Irlande d'aujourd'hui ?

Il y a dans l'Irlande contemporaine un degré extraordinaire de déni du passé. Les Irlandais qui dépensent aujourd'hui sans compter restent mués par des peurs, la peur d'un retour de la famine. Chaque fois qu'un Irlandais achète une grosse voiture, c'est comme s'il disait : *je refoule la famine*. C'est ce qui arrive avec les premiers flots de la prospérité. Les gens s'efforcent de prouver qu'ils ne sont plus pauvres. Seules les collectivités opulentes depuis longtemps n'éprouvent pas cette sorte de fétichisme dans l'affirmation de leur richesse.

Diriez-vous que le cœur symbolique de l'identité irlandaise s'est déplacé du *Gaeltacht*¹ et des îles d'Aran² à la flèche métallique sur O'Connell Street?

Oui. Nous avons cessé de nous concentrer sur notre propre culture. Les Irlandais veulent maintenant trouver leur place dans le monde global. Cette sculpture métallique, *the Spire*, incarne notre ruée vers la richesse. C'est un symbole effrayant, pour nos enfants, pour l'Irlande. Mais nous aurions été tout aussi mal avisés de choisir un symbole du passé. Nous nous sommes bercés trop longtemps d'icônes

¹ Le *Gaeltacht* correspond aux poches géographiques dans lesquelles est parlé quotidiennement le gaélique. Principalement situées sur la côte ouest, ces régions sont considérées comme dépositaires de la culture irlandaise authentique, ou bien, à l'inverse, comme des terres arriérées, stériles et économiquement marginales.

² Situées au large de Galway, les îles d'Aran sont un bastion du *Gaeltacht*. Elles ont inspiré les artistes de la « renaissance celtique » (Synge, Yeats, etc.) et ont été idéalisées comme des bijoux de l'identité nationale irlandaise et de l'authenticité gaélique.

tragiques. L'un des grands symboles de l'identité irlandaise des cinquante dernières années, ce furent les îles Blasket³ et l'échec à y maintenir une population locale. Notre culture semblait maudite.

Et c'est pourquoi il y a eu dans ce pays une telle soif d'intégration au reste du monde. Nous voulions désespérément prendre notre place sur la scène mondiale. Cela compte beaucoup pour nous que la culture irlandaise, Bono, etc., aient du succès. Même notre façon de parler est en train de changer : les Irlandais ont tendance à imiter les intonations des Américains ; ils utilisent des expressions américaines, surtout ici à Dublin. Mais je crains un retour de balancier. La conscience de notre appartenance au monde globalisé n'est pas doublée d'une conscience de notre appartenance à une communauté locale.

En visitant l'*International Financial Services Centre* de Dublin, je me suis trouvée face au Taureau de Cooley⁴ statufié dans le hall de verre de l'un des immeubles. Il semble que la commodification de la culture irlandaise ait fait partie intégrante du boom économique...

Absolument. Même notre danse, *Riverdance*, est inauthentique. Nous sommes devenus des touristes dans notre propre pays. Mon père avait coutume de dire que le peuple irlandais se réveillerait un matin en se demandant s'il était encore irlandais et, effectivement, une chose étrange est arrivée à cette affaire de l'« irlandité » : elle n'a plus besoin d'appartenir aux Irlandais. N'importe qui dans le monde pourrait se dire un petit peu irlandais. Le jour de la Saint Patrick, toute l'Amérique devient irlandaise ; n'importe qui peut entrer dans un pub irlandais et se prétendre irlandais. Nous nous sommes globalisés.

³ Îles du *Gaeltacht* du Kerry qui se distinguent par leur tradition littéraire en langue gaélique (les écrits de écrivains paysans des *Blasket Islands* ont longtemps fait partie du curriculum secondaire). Un plan gouvernemental de 1953 fit évacuer les derniers habitants de ces îles aux conditions de vie extrêmes - un coup porté à l'idée d'une Irlande irlandophone et le signe d'un malaise national.

⁴ *The Brown bull of Cooley*, ou *Dond Cúailnge*, est un taureau fabuleux de la mythologie celtique irlandaise, si convoité qu'il fut à l'origine d'une guerre dans le récit *Táin Bó Cúailnge* du cycle d'Ulster.

Vous avez évoqué la complexité de la relation au passé. Pensez-vous que votre mère, une Allemande venue en Irlande juste après la Seconde Guerre mondiale, ait voulu échapper au sien ?

L'Irlande a été un sanctuaire pour des centaines d'Allemands après la guerre. C'était une terre innocente avec des moines et des ânes à l'extrémité de l'Europe - un lieu où ma mère a pu renouer avec le monde, avec la pratique de la foi. Dans l'Allemagne de l'après-guerre, la plupart des gens restaient silencieux sur ce qui s'était passé. Il y avait une incapacité à parler de la défaite, des crimes...

Une incapacité à retrouver le chemin d'une patrie, peut-être...

Oui. Et une incapacité à rêver. Alors les Allemands se sont consacrés à la productivité et au rendement. Ils sont allés vers des rêves de substitution, des rêves matérialistes, ou des rêves d'endroits tels que l'Ouest de l'Irlande. C'était très libérateur pour eux.

Quand vous vous promenez dans une forêt allemande, c'est plein d'échos de ce qui s'est passé durant la Seconde Guerre mondiale. Mais lorsque des Allemands se promènent dans une tourbière, ici en Irlande, ils y découvrent les traces de temps anciens. Ils retournent aux temps néolithiques et celtiques, des époques dont personne n'a honte.

Les Allemands ont accompli un travail extraordinaire de retour sur leur passé, de reconnaissance de leur responsabilité dans la guerre. Ils en ont fait un projet. C'est l'une des rares nations au monde à ne pas dénier son passé. C'est très important. Nos pays en marche vers un futur globalisé ont besoin de l'abri du passé.

Le projet européen n'est-il pas une façon de bâtir cet abri du passé ?

J'étais récemment à Ypres, en Belgique. C'est un des lieux de mémoire de la Première Guerre mondiale - un champ de bataille sur lequel des centaines de

milliers de soldats britanniques et allemands ont perdu la vie, et où il y a maintenant un monument dédié aux volontaires irlandais morts en combattant au côté des Anglais. Leur sacrifice avait été renié pendant quatre-vingts ans par l'État irlandais, parce qu'il dépareillait dans le grand récit nationaliste sur la lutte pour la liberté et l'indépendance nationale.

Les Allemands vont à Ypres en groupes ou en famille ; très humblement, ils visitent les cimetières, puis ils s'en vont. Les Britanniques, en revanche, viennent en masse pour écouter l'appel à la mémoire des morts britanniques - et de ceux-là seulement. Des Français sont morts, des Allemands sont morts, des Irlandais sont morts, tout le monde a trouvé la mort dans cette guerre insensée. Mais c'est comme si les Britanniques étaient encore en guerre. Ils revendiquent cette bataille comme la leur. Ils viennent par cars entiers, affublés de *Union Jacks*, pour acheter des casques et des petits souvenirs. Ce triomphalisme n'est pas fait pour l'Europe. C'est une anomalie culturelle qui ne convient pas à l'intégration européenne.

Les guerres européennes ont engendré la dévastation, une dévastation interne, dans le caractère même de l'homme européen. Les Allemands ont cherché désespérément un nouveau foyer, une nouvelle appartenance, à la culture pop notamment : les Bee Gees, les Rolling Stones. Tout cela a été provoqué par la dévastation dans leur propre culture. Ce que nous n'avons pas en Europe, et que possèdent les Américains, c'est cette idée d'appartenir à un territoire mythique - le mythe de l'Amérique. Nous n'avons pas de mythe de l'Europe. Pas encore, du moins.

Pensez-vous que le fait que les Irlandais soient restés à l'écart de la Seconde Guerre mondiale les coupe d'un aspect important de l'identité européenne contemporaine ?

Ce qui est étonnant chez le peuple irlandais, c'est sa capacité à être différent. Ils se sont façonnés pendant si longtemps dans la différence par rapport à la Grande Bretagne que cela a facilité leur intégration à l'Europe.

Et cette intégration à l'Union européenne les a-t-elle aidés à relâcher leur fixation sur l'Angleterre?

Oh oui! Ils ont pu danser avec d'autres cavaliers. Cela leur a donné un nouveau sentiment de liberté.

Les Irlandais ont toujours été, du point de vue psychologique, des gens qui ont dû subir. Ils ont été tués, exilés, dépossédés de leur pays. Tout cela a changé. Ils font désormais partie des dominants, et ils s'infligent désormais des choses à eux-mêmes...

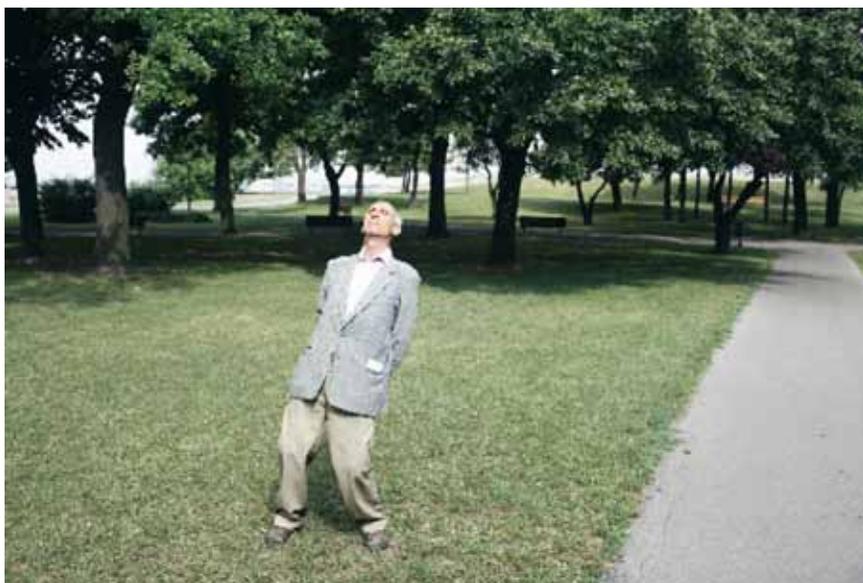
Il y a aujourd'hui en Irlande plus de locuteurs du polonais et du chinois que d'irlandophones. Comment le pays vit-il son nouveau statut de pays d'immigration?

C'est une nouvelle expérience, qui a bien fonctionné parce qu'elle a coïncidé avec le boom économique. L'Irlande a pu se montrer généreuse et accueillir de nombreux étrangers. J'espère que les choses resteront ainsi, mais je n'ai aucune raison de penser que les Irlandais sont moins racistes que les autres peuples européens. Il manque à l'Irlande un intérêt véritable pour la culture des immigrés. Jusqu'à présent, très peu d'artistes ou d'écrivains polonais ont été invités à venir nous parler de leur œuvre ou de la vie en Pologne.

Et pourtant, nous ne pouvons plus chanter les vieilles chansons. Nous n'avons presque plus le droit de le faire. Le pays a changé : les chants de rébellion, les vieilles plaintes - ce ne sont plus nos chansons. Les Irlandais sont las de leurs propres histoires. Nous avons besoin des nouvelles histoires que les immigrés peuvent apporter.

Rencontre avec Bogdan Bogdanović

La rencontre a eu lieu à Vienne, dans le quartier populaire de Favoriten, où Bogdan Bogdanović vivait avec sa femme depuis 1993



Bogdan Bogdanović est né en 1922 à Belgrade. Engagé dans la Résistance dès 1941, il commence après-guerre une longue carrière d'architecte et réalise sous Tito plus de vingt monuments aux victimes de la guerre et du fascisme. Parmi ses œuvres majeures, la « Fleur de Pierre » de Jasenovac et le mémorial de Vukovar (détruit lors du conflit serbo-croate) lui valent une reconnaissance internationale.

Architecte de la mémoire yougoslave, Bogdan Bogdanović est aussi un penseur original de la ville. Il a enseigné l'« urbanologie » à l'université de Belgrade et publié plusieurs essais de théorie esthétique, historique et philosophique du phénomène urbain, pour la plupart traduits en allemand (Wieser / Zsolnay Verlag).

Bogdan Bogdanović devient maire de Belgrade en 1982, mais quitte ses fonctions en 1986. A l'avènement de Slobodan Milosević, il entre en dissidence : ses prises de position répétées contre le nationalisme, dont il dénonce les manifestations violentes et « anti-urbaines », lui attirent l'hostilité du nouveau pouvoir. Quand la guerre éclate, il est contraint à l'exil. Bogdan Bogdanović s'est éteint à Vienne le 18 juin 2010.

Photo : Novi Beograd 2008 © Martin Kollar/Agence VU'

Existe-t-il pour vous quelque chose qui lie les Européens entre eux ?

Je me pose la question. Pour moi, à l'heure actuelle, l'Europe, ce sont encore les Français, les Allemands, les Italiens, les civilisations classiques. Est-ce que les nouveaux Européens comprennent ce que c'est que l'Europe, dans un sens universel ? Il y a des Roumains, des Bulgares, qui sont tous, émotivement, très européens – mais appartenir à l'Europe exige un équilibre des souvenirs, des anciennes idéologies nationales.

Prenons l'exemple de la Serbie : si vous demandez à n'importe qui dans la rue : « *Est-ce que vous êtes pour l'Europe ?* », il vous répondra oui à tous les coups. Mais si vous continuez : « *Faut-il livrer Ratko Mladic ?* », alors ce sera non !

En Europe se mêlent des nationalismes, des nationalismes qui ne sont pas encore vaincus. Le travail de construire une nouvelle Europe est honorable, mais difficile...

Un moyen de contourner le prisme « national » ne serait-il pas de partir des villes et de leur histoire ? Nombre de villes d'Europe centrale furent des lieux de confluence des nationalités.

Une chose est certaine : Belgrade était destinée par la Providence à devenir une ville de ce genre.

Je pense que l'Europe désirable est un grand mélange : de langues, de nations, de traditions. C'est là une chose que l'on ne comprend pas en Serbie. Belgrade est une ville assez grande – deux millions d'habitants à présent – et très étendue, mais qui est devenue uni-nationale. Et cela, ce n'est pas normal.

Une ville avec une telle situation ethno-géographique était pourtant faite pour devenir une grande métropole européenne. Regardez la carte de l'Europe : il est indispensable d'avoir une grande ville à cet endroit précis. Les Serbes n'ont jamais compris leur chance : cette partie de leur territoire, où cinq grands fleuves se rejoignent, est leur plus grande richesse.

Mais ils l'ont gâchée en la rendant mononationale. Pourtant, Belgrade ne peut pas être exclusivement serbe, c'est contre nature. Successivement turque et autrichienne, elle a été dans l'Histoire une ville internationale. C'est une grande richesse pour un petit pays comme la Serbie d'avoir une ville pareille sur son territoire, c'est un don des Dieux ! Mais...

Mais ?

Mais beaucoup de mes amis belgradois ne comprennent pas cela. Je ne parle même pas des nationalistes, qui sont des malades.

D'autres villes d'ex-Yougoslavie étaient « destinées » à être multiculturelles...

Oui, c'était le cas de Sarajevo, même si les communautés vivaient, hélas, dans une permanente concurrence.

Or, récemment, j'ai rencontré dans la rue à Sarajevo un couple de jeunes gens – d'anciens élèves. La jeune fille a refusé de me serrer la main, geste interdit par les règles de l'Islam. Ce sont des choses absolument nouvelles pour nous, car nos Musulmans de Yougoslavie étaient vraiment des Slaves, avaient une psychologie européenne et une philosophie civile ; en fait, ils étaient même plus européens que, par exemple, les Serbes, car ils avaient passé un siècle dans l'Empire austro-hongrois.

L'orthodoxie chrétienne s'est elle aussi développée. Pourtant, ni Belgrade ni la Serbie n'ont jamais connu des nationalismes exclusifs sur le plan religieux. Il a toujours existé une orthodoxie moyenne, plutôt folklorique à vrai dire. Mais à présent, il est apparu à Belgrade quelque chose d'absolument détestable : une nouvelle version de l'orthodoxie, comme en Russie – sauf que les Russes sont, eux, vraiment profondément croyants.

Je ne sais pas d'où cela vient. Mais au théâtre, à présent, les dames se couvrent les jambes...

En tous cas, mon patriotisme yougoslave était un patriotisme multinational : la beauté et la richesse de ce pays, c'était sa multiculturalité. J'ai d'ailleurs eu l'occasion, en construisant des monuments dans tout le pays, de comprendre la situation des Macédoniens, des Croates, des Bosniaques, des minorités hongroises ou slovaques...

Justement, dans votre cas, la multiculturalité, c'était aussi la pluralité – voire le conflit – des mémoires : comment vous y êtes-vous pris pour construire des monuments commémoratifs dans lesquels des groupes nationaux opposés pendant la guerre puissent se reconnaître ?

Avant tout, mes monuments étaient pour la plupart des monuments aux victimes, pas des monuments aux vainqueurs. Comme ils commémoraient les malheurs du pays dans la guerre civile, ils ne courraient pas le risque d'être récupérés par des triomphalismes nationaux.

Du reste, j'avais une philosophie des monuments très abstraite, inspirée par l'ancienne pensée dualiste du Bien et du Mal. Mes constructions représentaient la lutte de ces deux principes, ce que chacun pouvait comprendre à sa manière ; ce qu'était le Bien, ce qu'était le Mal, ce n'était pas à moi de le dire.

Et pour être tout à fait franc, je dois vous dire que mes monuments... eh bien, ce n'étaient pas de vrais monuments. Du moins, ils n'en avaient pas l'apparence : c'étaient des récits, des constructions intéressantes, fantaisistes, très visitées, notamment par les jeunes. Il y avait toujours des enfants qui jouaient sur ces constructions, même les plus dramatiques ; et un jour, une jeune Bosniaque m'a fait le plus beau compliment que je puisse recevoir en m'avouant, un peu gênée, que ses parents l'avaient conçue sur mon monument.

Pourquoi était-ce possible ? Eh bien, parce que mes monuments étaient très *archaïques*.

Qu'entendez-vous par là ?

Oui, ils sont archaïques : ils pourraient très bien être des monuments sumériens. Pour éviter les finesses des nationalismes, qui cherchent toujours à savoir si telle forme leur appartient ou non, tout ce que j'ai fait aurait pu être l'œuvre des origines de la civilisation. Et je pense que c'était la formule de réussite de ces monuments : j'ai toujours évité les spécifications nationales.

Pourriez-vous imaginer un monument commémoratif européen ?

Je ne souhaite pas l'imaginer. Je rêve d'une Europe sans monuments. J'entends, sans monuments de la mort, du désastre... peut-être des constructions philosophiques : monuments à l'amour, à la joie, à la plaisanterie... ou des constructions symboliques... et tout ce qui exprime le désir d'une civilisation sans monuments.

C'est difficile à dire, mais je dois l'avouer : je n'aimais pas construire des monuments. Je l'ai fait parce que c'était mon devoir, et parce que j'ai vu que je pouvais surmonter les difficultés de façon anti-monumentale. Je n'aurais pas pu le faire dans un autre pays socialiste.

Tito, à vrai dire, n'avait pas un grand discernement artistique. Mais ce qu'il avait très bien compris, c'est que mes monuments n'étaient pas des monuments russes (car en ce temps-là, malheureusement, tous les meilleurs sculpteurs avaient adopté la formule russe : corps sans tête, blessés, brancards...). Quand il m'a vu, moi, un homme bizarre, à la biographie surréaliste, prêt à construire pour lui des monuments qui n'étaient pas russes, il a dit : « *Laissez-le faire* ».

Que pensez-vous de la situation au Kosovo ? La Serbie doit-elle accepter son indépendance ?

Ma famille, du côté maternel et paternel, est originaire de là-bas. Mais quand mes ancêtres ont quitté leur terre au XIX^e siècle, il n'était pas question pour eux d'y revenir un jour. Beaucoup de Serbes ont ainsi abandonné le Kosovo, vendu leurs terres à des Albanais pour un bon prix, et nombre des nationalistes d'aujourd'hui n'y ont jamais mis les pieds.

Les Serbes ne devraient pas oublier qu'à l'époque où le Kosovo était le berceau du royaume serbe, Belgrade était hongroise ! Depuis, les Serbes se sont déplacés vers le Nord : il n'y a rien de tragique là-dedans.

Le seul problème reste ces églises byzantines, vraiment belles et intéressantes, mais ce problème pourrait être réglé par une solution internationale – ce que les Serbes n'ont jamais voulu accepter. Au nom de l'orthodoxie, qui exige maintenant que les Serbes dominent politiquement un pays qu'ils ont abandonné !

D'ailleurs, il existe à ce sujet toute une mythologie... moi, comme architecte, je me suis promené au Kosovo à l'époque de mes études. J'ai vu bon nombre de ces monastères : ils sont beaux, certes, mais rien de plus.

Votre opinion n'est pas celle de la majorité des Serbes.

Vous savez, j'ai toujours été libre-penseur. Et quand les anciens communistes se sont transformés en nationalistes orthodoxes à longue barbe, ils m'ont accusé d'être cosmopolite. La propagande de Milošević s'est déchaînée contre moi. Deux ou trois fois par semaine, il y avait des attaques contre moi dans la presse, illustrées par de grandes photos. Les gens me reconnaissaient dans la rue et m'insultaient : « *Toi, tu es un traître à la Serbie !* »

Vous avez d'ailleurs choisi de vous exiler, dès le début des années 1990. Comment êtes-vous arrivé à Vienne, où vous vivez depuis près de quinze ans ?

Ma première idée était de partir pour Paris, ce qui est presque naturel pour un Serbe. Mais nous avons des rapports très difficiles avec l'émigration serbe nationaliste, qui était terrible, absolument profasciste.

Tandis qu'à Vienne, j'ai pu trouver un entourage encore «yougoslave». Il y a beaucoup de Croates, de Macédoniens, de Bosniaques et des Serbes (un peu moins nombreux). La plupart sont restés yougoslaves ici. Même s'il y a quelques anciens combattants...

Et puis il y a un autre lien entre Vienne et Belgrade : le Danube, dont je suis amoureux.

Pensez-vous qu'il existe une Europe danubienne ?

Il n'y a sans doute pas d'Europe danubienne, mais le Danube est certainement un fleuve européen, le fleuve de l'Europe.

Que vous évoque le Danube ?

Quand j'avais trois ou quatre ans, je ne me posais que deux questions : « *Qu'est-ce que c'est ?* » et « *Où suis-je ?* » Un jour mes parents m'ont emmené sur la forteresse de Belgrade et m'ont montré les deux fleuves qui se rejoignaient : « *Regarde, mon fils, c'est la Sava, c'est le Danube* ». Et moi, je me demandais : « *C'est quoi, une Sava ? C'est quoi, un Danube ?* »

Puis j'ai compris qu'un fleuve pouvait se déplacer, lorsqu'à quatre ans, j'ai accompagné mon père à la pêche et que j'ai senti le courant en trempant ma main dans l'eau. C'était froid, et mon père m'a tout de suite grondé. J'ai alors compris qu'un fleuve pouvait aussi être dangereux.

Et puis il y avait le *Donauschiff*. C'était un bateau luxueux pour touristes occidentaux, qui descendait le Danube. Nous le voyions passer un soir sur deux, de gauche à droite – c'est-à-dire de l'Europe vers la Mer Noire et l'Asie – tout illuminé et somptueusement décoré : sous les lampions, nous pouvions voir les visages des riches Européens de l'époque, venus de ces pays que nous ne connaissions pas...

Je pourrais vous en dire beaucoup encore. Mais cela n'évoque plus rien pour les nouveaux Belgradois, arrivés en masse dans les vingt dernières années : eux ne savent même pas distinguer la Sava du Danube !

Le peuple serbe n'est pas un peuple urbain. Et ce qu'il y avait d'urbain à Belgrade est aujourd'hui émigré ou en exil, à Paris, Londres ou New York...

Les Serbes ne peuvent pas faire partie d'une Europe urbaine.

Qu'est-ce que l'urbanité ?

C'est l'une des abstractions les plus hautes auxquelles l'esprit humain puisse parvenir. On peut être un homme urbain dans un petit village. Être un homme urbain, cela signifie pour moi n'être ni Serbe ni Croate, mais se comporter comme si ces séparations n'avaient plus cours, s'arrêtaient aux portes de la ville.

Dans votre livre *Die Stadt und der Tod*, vous décrivez justement l'Europe comme la « civilisation des villes »...

Oui, c'est un fait. A présent, c'est même le monde tout entier qui devient un monde des villes. L'année dernière, la population des villes a excédé pour la première fois celle des campagnes. Les villes sont l'avenir du monde.

Mais l'avenir du monde, c'est aussi une « civilisation des villes »... sans les villes. Les villes, aujourd'hui, se rejoignent, se réunissent, comme c'est le cas au Japon. Alors la ville au sens classique, avec ses frontières, ne peut plus exister. Il n'y

a plus de différences d'une ville à l'autre. Je pense que le temps des villes distinctes, individuelles, est passé.

Les villes de l'avenir seront aussi de très grandes villes, qui ne pourront plus être mononationales. Une ville de vingt millions d'habitants est nécessairement syncrétique ! On pourrait peut-être en chercher des équivalents dans la Haute Antiquité et le monde romain, qui a incorporé un grand nombre de langues et de cultures.

L'urbanité peut-elle encore exister dans de telles villes ?

C'est une question très importante et très énigmatique. Maintenant, on commence à voir apparaître, en Extrême-Orient, de très grandes villes. J'ai eu la chance de voir Shangai dans les années 1960, à l'époque où elle était encore une ville chinoise et européenne, le Shangai de Marlene Dietrich... et maintenant, c'est un Shangai très modernisé qui apparaît, d'un cosmopolitisme fantastique, avec une architecture tout à fait unifiée, de belles constructions, des idées très intéressantes – mais la différenciation culturelle d'après les traditions et le passé ne se sent plus.

Est-ce bon ou non, je n'ose pas en juger. Peut-être que c'est vraiment notre avenir. Mais que va-t-il se passer dans ces villes de vingt millions d'habitants ? Quels sont les modèles culturels et mentaux qui émergeront ? Comment ces villes s'expliqueront-elles à elles-mêmes ? Qu'advient-il de la mythologie urbaine dans un monde globalisé ? Cela, je ne le sais pas et je ne veux pas m'en mêler. Mais en tout cas, *das klingt nicht besonders schön*¹...

Pensez-vous que les villes européennes soient vraiment touchées par ces phénomènes ?

La plupart y échappent, en particulier les villes de l'Europe germanique. Les villes européennes ne sont plus en explosion. Et je crois que l'Europe parvien-

¹ « Cela ne me dit rien qui vaille » (en allemand dans le texte)

dra, pendant encore une ou deux générations, à conserver des villes pas trop grandes, culturellement définies, avec leurs profils historiques, leurs profils psychologiques, dont beaucoup sont déjà élaborés dans la grande littérature. Car il existe bien une autofabulation européenne : une ville peut se raconter, elle a des souvenirs, des fantaisies, des mythes...

Il faut tâcher de faire en sorte que cette situation se prolonge. Nous les Européens, nous avons, avec raison, un attachement sentimental à l'histoire des villes, à leurs traditions, à leur genre : ville de la mode, ville de commerce, etc. L'urbanité européenne est mieux préservée que celle de la Chine moderne, ce qui nous permet de continuer à penser la ville et à agir sur elle de façon rationnelle.

Peut-il exister encore une pensée utopique de la ville ?

Il est difficile de se représenter une ville idéale, plus belle, plus élégante, plus rationnelle, plus fonctionnelle que les autres dans ce monde qui se globalise.

La solution, ce sont peut-être les *Stadtstädte*, les villes dans les villes. Au sein d'une masse urbanisée, il y a toujours certains points où il existe plus d'éléments, de souvenirs partagés.

Mais le grand problème de la civilisation, ce sont les automobiles et cette folie de voyager des dizaines, des centaines de kilomètres chaque jour pour aller travailler. Si seulement on pouvait trouver des moyens rationnels de réduire cette distance, ce serait beaucoup mieux. Peut-être que la crise du pétrole nous y contraindra...

Pour penser à la façon des anciens utopistes, il faudrait imaginer une civilisation déterminée par les possibilités des pieds humains, où l'homme civilisé pourrait vivre dans des espaces restreints, sans être contraint de voyager chaque jour.

Plus généralement, que souhaitez-vous aux jeunes générations d'Européens ?

De redécouvrir l'histoire romaine, et de chercher à répondre à la question : Comment le monde romain a-t-il réussi à mourir pendant trois siècles ?

A présent que l'Europe est redevenue normale, docile, il faut tenter de préserver cet état le plus longtemps possible en prévenant l'apparition de monstres incompréhensibles.

D'ailleurs, je remarque avec joie que les jeunes Européens ne connaissent pas beaucoup l'Histoire : il y a peu de temps, j'ai rencontré à une conférence un jeune homme, habillé très « hippie ». Il est venu me voir et m'a demandé : « *Savez-vous qui je suis ? Je suis l'arrière-petit-fils de Potiorek* ».

Potiorek était le général autrichien qui a déclenché la première Guerre Mondiale en attaquant la Serbie. Il a été battu dès les premiers mois, ce qui reste une grande gloire pour l'armée serbe.

Et l'arrière-petit-fils ajoute : « *Vous l'avez très bien expulsé !* »

Nous avons ri ensemble, et j'ai senti alors une Europe nouvelle. Cette histoire, qui est la nôtre et qui, après tout, pourrait se reproduire, s'était tout à coup transformée en farce.

Mais cette conversation aurait été absolument impossible à Belgrade, où les vitrines des librairies affichent encore des photographies de héros militaires serbes. C'est pathologique et périmé, ce culte de la gloire militaire. Imaginez-vous vivre dans une civilisation prisonnière du XX^e siècle ? On ne peut pas se représenter cela en Europe.

Là-bas, la plupart des jeunes vivent dans un monde clos. Ils n'ont pas vu de villes étrangères. Ma génération, qui a connu quatre ans d'occupation allemande puis trois ans de stalinisme, a eu besoin d'une dizaine d'années pour revenir à la

réalité. Les jeunes d'aujourd'hui ont traversé vingt ans de mensonge. Pour eux, ce retour à la réalité sera un processus très long.

Et comment voyez-vous l'avenir de l'Europe ?

Je reste l'homme du XX^e siècle. Je n'essaie pas de comprendre le XXI^e, parce que je n'ai pas le droit de penser sur ce qui se passera alors, moi qui n'ai pas compris ce qui s'est passé dans mon siècle.

Peut-on définir "l'homme du XX^e siècle" ?

Il est difficile de se présenter une formule unique pour l'Europe du XX^e siècle – sauf que c'était un siècle monstrueux.

Le XX^e siècle était un siècle triste, dangereux. En ce temps-là, l'Europe était découpée en boîtes nationales, par des lignes de front hermétiques. La moitié de mes camarades de classe ont été anéantis dans la guerre : les autres, devenus communistes ou anticommunistes, se sont battus entre eux.

Tout ce que je peux dire est ceci : j'ai vu, j'ai vécu et je n'ai pas compris.

Ces maux-là ont tous une origine européenne...

J'ose le dire : tous les maux du monde sont européens. Mais maintenant, l'Europe doit laisser aux autres le soin d'inventer des maux. Comme dit Racine : « Plût aux Dieux que ce fût le dernier de ses crimes ! »

Rencontre avec Ana Blandiana

Les réponses à nos questions nous a été envoyées par courrier postal, après un rendez-vous manqué à Bucarest



Otilia Valeria Coman, plus connue sous son nom de plume d'Ana Blandiana, est née à Timișoara en 1942. Son père, prêtre orthodoxe, passa plusieurs années dans les prisons communistes. Les premiers poèmes d'Ana Blandiana sont publiés dans Tribuna en 1959, puis dans une anthologie de la jeune poésie roumaine intitulée 30 de poeți tineri. En 1967, elle s'installe à Bucarest, où elle travaille comme rédactrice du magazine littéraire Amfiteatru, puis comme libraire à l'Institut des Beaux Arts. Dans la deuxième moitié des années 1980, elle commence à écrire des poèmes contestataires. Après la révolution de 1989, Ana Blandiana entre dans la vie politique. Elle contribue à la création du Mémorial de la résistance et des victimes du communisme, à Sighet, ville du Nord de la Roumanie. Prison de droit commun construite en 1897 par les autorités austro-hongroises, le bâtiment qui héberge ce mémorial avait été transformé pendant la Seconde Guerre mondiale en un centre de déportation pour les Juifs et les militants anti-fascistes, avant de devenir l'une des plus sinistres prisons du système d'épuration politique communiste. La presse roumaine a tout d'abord accusé Ana Blandiana d'avoir « vendu à l'étranger les souffrances de la Roumanie ». La défaite de Ion Iliescu a néanmoins signé un changement d'attitude du pouvoir roumain vis-à-vis de la mémoire du communisme.

Photo : Timișoara 2008 © Ute Guder/Notre Europe

Vous êtes née à Timișoara, à la frontière entre Balkans et Europe centrale. Pouvez-vous nous parler de cette ville, dont le nom est associé au premier épisode de la révolution roumaine de 1989 ?

Je suis née à Timișoara mais n'y ai vécu que pendant les premiers mois qui ont suivi ma naissance. Tout ce que je sais de cette époque-là, c'est que nous habitons un immeuble que l'on appelait « chez Marie ». C'était un point de repère dans la ville, ainsi nommé d'après une vieille statue de la Vierge, et qui devrait m'être indifférent si je ne me rappelais avec étonnement l'absurde fierté dont je fus saisie, en 1989, lorsque j'appris que c'est à ce point précis que s'était déclenchée la révolution.

Je me souviens aussi la vitrine éclatée d'une librairie que la foule avait prise d'assaut lors du lancement de l'un de mes volumes, au début des années 1970, et aussi l'immense foule affligée remplissant l'espace entre la cathédrale et l'opéra lors de la célébration du premier anniversaire de la révolution. Ces images disparates se mêlent dans mon esprit avec celles d'une Timișoara d'un autre temps : la plupart de mes souvenirs datent des années 1950, les années de mon enfance, lorsque je passais les vacances chez mes grands-parents. Mon père était alors en prison et ma mère trimait pour que ma soeur et moi soyons marquées le moins possible par cette situation et par la misère d'ailleurs générale. Dès le début de l'été, elle nous envoyait à Timișoara.

Mes grands-parents, des paysans, habitaient le quartier *Fabric*, d'où ils allaient en charriot travailler leurs terres, qui commençaient juste à l'endroit où se terminaient les rues. La maison avait une grande cour avec beaucoup de dépendances – une étable pour le bétail, une porcherie, un poulailler, un magasin pour le maïs, une meule de paille et une fontaine à roue dans laquelle on descendait à l'aide du seau les pastèques cueillies dans les champs pour les refroidir. Cette maison était un véritable îlot villageois en pleine ville, ce qui à l'époque ne semblait étonner personne. Il s'agissait d'une manière de survivre dans la précarité de l'après-guerre et j'ai encore le souvenir des queues que les voisins formaient le soir pour acheter le lait que Grand-mère trayait, assise sur un tabouret à trois pieds près du pis de la vache.

Ma mémoire retient aussi la colère de Grand-père lorsqu'il découvrait que les soldats russes des troupes d'occupation, dont les casernes jouxtaient ses terres, volaient ses pastèques ou les jeunes épis de maïs. Grand-père était tombé prisonnier en Russie pendant la Première Guerre et il y avait appris des bribes de la langue. Je me rappelle avoir été transportée d'admiration en assistant à l'une de ces disputes en russe, une fois qu'il avait pris sur le fait quelques soldats. Tout paysans qu'ils étaient, mes grands-parents de Timișoara parlaient couramment, outre le roumain, l'allemand, le serbe et le hongrois – comme d'ailleurs tout le monde autour d'eux. Et je ne saurais oublier mon enchantement à écouter Grand-mère passer d'une langue à l'autre, avec sa voix fluette de fillette, lors des conversations avec les voisines ou avec les passagers du « firobus » que l'on prenait pour se rendre à *Elisabetin* ou *Iosefin*, les quartiers du centre ville dont le nom éveillait en moi du respect, voire de l'intimidation, comme des quartiers de noblesse...

L'un de vos poèmes lance une exhortation : « *Allons parler du pays d'où l'on vient !* » Il y a vingt ans déjà, vous écriviez que le peuple roumain « *n'entend pas, ne voit pas, ne comprend pas* ». Écririez-vous la même chose aujourd'hui ?

Je faisais référence à l'époque à un peuple de foetus « *s'avançant/à travers des corps tordus de femmes* », ces femmes qui, dans les années 1980, se devaient de donner naissance à au moins quatre enfants pour que Ceaușescu soit le dirigeant d'un peuple de plus en plus grand. Entre temps, ces enfants sont devenus le peuple roumain lui-même et ce qu'ils ont à comprendre est infiniment plus compliqué. Pendant des années, la liberté fut pour nous la réplique que nous parvenions, ou non, à donner à la terreur, et une fois la terreur disparue, nous nous sommes aperçus avec effarement que nous ne savions plus ce qu'être libre voulait dire. Il est beaucoup plus facile de définir les notions en les opposant à leur contraire qu'en les investissant d'un contenu autonome.

Les Roumains sont aujourd'hui un peuple qui, sans avoir connu de répit pour se remettre de cinquante ans d'effroyable communisme, découvre l'effroi devant un capitalisme sauvage dominé par la même minorité sociale politiquement

recyclée, qui s'appuie sur les anciennes structures et relations de pouvoir. À quelques détails près, cette remarque vaut d'ailleurs pour les autres peuples de l'Est...

Vous parlez des « peuples de l'Est »... L'idée d'une identité européenne commune, qui transcende les frontières entre l'Est et l'Ouest, a-t-elle un sens pour vous ?

De toute évidence, il subsiste toujours au moins deux Europes : l'une occidentale, qui pendant des siècles a superbement ignoré ce qui se passait à quelques centaines de kilomètres de ses frontières, qui aujourd'hui encore se demande comment s'appellent les pays baltes et si Budapest est la capitale de la Roumanie ou bien de la Hongrie ; l'autre orientale qui a toujours caressé le rêve de se rapprocher, de ressembler à la première, en l'idéalisant justement parce qu'elle était inaccessible.

Les deux parties demeurent toujours aussi étrangères l'une à l'autre, même si la méconnaissance tient dans le premier cas à la sous-estimation et, dans le second, à la sur-estimation. Lors de la découverte réciproque occasionnée par l'intégration européenne, la déception est un risque majeur – surtout pour ceux qui s'avancent de l'Est vers l'Ouest. Il me semble néanmoins essentiel que ce processus d'intégration unifie non seulement les stratégies économiques ou diplomatiques, mais aussi les obsessions. Et il est également capital de noter que, séquelles de ses maladies passées mises à part, l'Europe de l'Est apporte également à l'Occident l'héritage de la souffrance consommée, qui représente un patrimoine dans toutes les grandes constructions historiques.

Cet héritage de souffrance peut-il, aujourd'hui, être un vecteur de rassemblement pour les Européens?

Je pense que le principal vecteur de rassemblement est la conscience que, dans l'histoire à venir, aucun des pays européens, ni même l'Union européenne en tant que telle, ne pourra plus être la principale puissance mondiale. Nous sommes un

monde « intermédiaire », situé entre de grandes puissances avec lesquelles nous pouvons nous retrouver alliés, concurrents ou adversaires, et par rapport auxquelles il nous faudra, au-delà de la globalisation et même à l'intérieur de la globalisation, essayer de délimiter notre sphère.

Les Roumains se sentent-ils pleinement partie prenante de cette sphère européenne ?

Une fameuse phrase attribuée au général De Gaulle dit que l'Europe s'étend de l'Atlantique à l'Oural. Géographiquement, la Roumanie se retrouve au centre de cet espace. Il existe même une légende selon laquelle, quelque part dans le nord de la Roumanie, se trouve une borne marquant le centre de l'Europe (mais je sais que des légendes similaires existent en Pologne et en République Tchèque...) Cependant, ce qui représente le centre de l'espace dans les manuels de géographie devient la périphérie dans l'acception courante, qui fait s'arrêter l'Europe aux confins de l'Allemagne.

Nous autres Roumains avons depuis toujours rêvé d'« entrer en Europe ». Nous avons depuis toujours tourné nos regards vers l'Occident dont, pour des raisons subjectives mais aussi et surtout objectives – les Turcs, les Russes, le communisme – nous sommes restés séparés par un inexorable décalage. Aussi rapide que fut notre avancée pendant nos moments favorables, ce décalage ne s'est jamais résorbé car, telle une *fata morgana*, l'Occident allait toujours plus avant. Nous n'avons pu que nous efforcer de remplir ce *hiatus* de formes sans avoir le temps de les investir d'un contenu, obsédés que nous étions de tenir le rythme et de rattraper.

Ce qui est toutefois encourageant en contemplant ce processus d'évolution est que petit à petit, au fil du temps, les formes vides génèrent leur contenu. Le mécanisme de ce devenir est tellement fonctionnel que l'on saurait dire, aussi choquant que cela puisse paraître, que les formes sans fond ont été, et restent, notre forme propre de progrès. Notre place en Europe est le lieu géométrique entre l'obstination de notre rêve séculaire d'intégration et la réalité de la vérité selon laquelle l'histoire est d'abord géographie.

Qu'est ce que les Roumains apportent à l'Europe ?

Je ne sais si c'est d'être « *restés sur la rive de l'Histoire* », comme le disait Cioran, ou bien parce que nous avons été un peuple de paysans alors que « *l'Histoire est l'histoire de l'homme des villes* », comme le disait Toynbee, mais toujours est-il que nous avons gardé, pour le meilleur et pour le pire, une sorte d'authenticité atemporelle qui a disparu des contrées plus travaillées, plus contrefaites par l'histoire.

« *L'éternité est née au village* » : ces mots d'un vers roumain célèbre décrivent bien la sensation que découvrent, troublés, ceux qui tombent sous le charme des Roumains. De là nous viennent à la fois Brancusi et Ionesco, si différents entre eux, mais si semblables dans leur manière de se démarquer des autres. Je ne saurais dire si cela peut être considéré comme une valeur ajoutée aux valeurs européennes, mais je crois que c'est au moins une suggestion précieuse du chemin que les valeurs européennes pourraient emprunter pour aller se ressourcer à leurs propres racines.

Dans une vision utopique de l'avenir, comment voyez-vous la Roumanie d'ici cinquante ans ?

Tout ce qu'il y a de plus semblable aux pays occidentaux ! Mais n'allez pas me traiter d'optimiste, il s'agit d'un pronostic plutôt déprimé... Pour avoir tant et si longtemps désiré « entrer en Europe », les Roumains ne trouveront sans doute pas la sagesse et la force nécessaires à la préservation de leurs qualités spécifiques. Ils perdront au change au moins autant qu'ils gagneront.

Et l'Europe ?

Si les choses évoluent le long des lignes tracées par ce début de siècle, l'Europe sera, d'ici cinquante ans, le continent le plus globalisé du monde – une sorte de tour de Babel où tout le monde parlera un anglais qui fera se retourner Shakespeare dans sa tombe, et où personne ne se sentira plus à la maison :

certains parce qu'ils ne reconnaîtront plus leur maison ; d'autres parce qu'en dépit du politiquement correct (qui remplacera à la fois religion et inquisition), on trouvera toujours le moyen de leur faire comprendre que ce n'est pas leur maison.

Nous vivons à l'évidence une nouvelle ère de grande migration des peuples, ayant pour destination notre continent et pour raison le désir de mieux vivre. L'histoire continuera sa rotation de l'Orient vers l'Occident et l'Europe sera, une nouvelle fois, un creuset où se forgeront les âges nouveaux.

Rencontre avec Krzysztof Piesiewicz

Entretien conduit à son domicile de Varsovie, dans le quartier résidentiel de Stary Żoliborz



C'est d'abord comme avocat que Krzysztof Piesiewicz s'engage dans la vie politique polonaise. À partir de la fin des années 1970, il se rapproche de Solidarność, défend ouvriers et syndicalistes qui s'opposent au régime, et participe à la poursuite judiciaire des assassins du Père Jerzy Popiełuszko.

En 1982, il fait la rencontre de Krzysztof Kieślowski, qui prépare un documentaire sur les procès politiques à l'heure de la loi martiale instaurée par le Général Jaruzelski. Se rendant compte que leur présence au tribunal influe favorablement sur le traitement des accusés mais rend difficile la mise en évidence des manipulations à l'œuvre dans ces procès, les deux hommes décident de recourir à la fiction et co-écrivent *Sans fin* (1984). Ce premier compagnonnage marque le début d'une fructueuse collaboration au long de laquelle ils écriront ensemble une quinzaine de scénarios. *Le Décalogue* (1988) met en scène des individus modernes confrontés à des choix moraux et aux conséquences de leurs actes les plus terribles (mensonge, adultère, meurtre.) « Le scénario ne comporte aucune scène qui n'ait été vécue dans ma propre vie, ou dans celle de Kieślowski », confie Piesiewicz - sources auxquelles s'ajoutent les situations vécues par Hanna Krall (co-scénariste) et par les acteurs. En germe dans *Le Décalogue*, l'idée des destins croisés, des rencontres inabouties ou in-extremis prend corps quelques années plus tard dans le triptyque *Trois couleurs : Bleu, Blanc, Rouge* (1993-1994).

Au début des années 1990, Krzysztof Piesiewicz entre sur la scène électorale polonaise. Élu sénateur de Varsovie pour la première fois en 1991, il mène aujourd'hui son cinquième mandat au Sénat polonais, en tant qu'élue de la Plateforme civique.

Photo : Łódź 2008 © Cédric Gerbehaye/Agence VU'

Une première question, qui se rapporte aux débuts de votre carrière : quel sens cela avait-il pour vous que d'exercer le métier d'avocat à l'époque du régime communiste ?

C'est une question très difficile et complexe puisqu'elle ne concerne pas seulement mon travail mais ce que nous vivions il y a vingt-cinq ans. J'ai gardé de vifs sentiments pour cette époque, et je vais vous dire quelque chose qui va vous paraître étrange du point de vue des relations humaines : je me sentais beaucoup mieux alors qu'aujourd'hui. Le manque de liberté provoquait des attachements et de l'empathie.

Il faut dire que ce manque de liberté était assez spécial. La Pologne n'était pas un camp de concentration. C'était, comme l'a dit un jour un de mes amis opposants au régime, « la plus joyeuse baraque du camp ». Cette sombre plaisanterie décrit bien la réalité de l'époque car le communisme était vécu comme un système imposé de l'extérieur. Et malgré les souffrances, malgré les humiliations, il n'était considéré que comme une longue interruption. Cela est sans doute choquant et paradoxal mais les gens me semblaient plus enclins qu'aujourd'hui à chercher le sens des choses. Ils comprenaient mieux les douleurs, les désespoirs. Je ne dis pas ceci pour affirmer que le présent est pire qu'avant ; je le dis pour réfléchir à ce qu'on peut sauver de cette période.

Pour employer le langage de Václav Havel nous vivions *un beau discours intérieur*. Ce discours intérieur a permis d'accomplir une révolution sans révolution. Je sais que jamais dans ma vie je ne ressentirai à nouveau cette ambiance, cette proximité, ces mains jointes, ce sentiment de communauté qui nous a habité pendant les trente journées d'août 1980. Cette atmosphère a libéré une incroyable vaillance – ce qui s'est produit en septembre 1980 en Pologne ne peut être comparé qu'à la révolution de Gandhi.

En quel sens ?

Au sens où Gandhi a essayé et est parvenu à obtenir des changements dans l'homme et non à liquider l'adversaire. Je donnerai un exemple de l'histoire déjà

lointaine : Thomas Jefferson possédait des esclaves mais il était un adversaire acharné de l'esclavagisme. C'est-à-dire qu'il vivait dans un système où l'esclavage existait encore, mais il avait en lui un tout autre discours intérieur.

Je me suis forgé cette hypothèse que le moins responsable de l'Holocauste était Adolf Hitler. Les responsables sont ceux qui lui ont permis d'exister, qui l'ont porté au pouvoir, les millions d'Allemands qui criaient : « *il est grand !* » Si les gens ont un mauvais discours intérieur, le monde qui les entoure sera construit sur cela.

Lorsque, jeune avocat, je défendais des gens de la clandestinité, je m'adressais à des juges en toges qui représentaient le régime, mais qui avaient en eux une bonne narration. Je pense que nombre des membres du parti communiste de l'époque étaient déjà porteurs de cela. C'est ce qui a permis de faire une révolution sans révolution.

Cela a-t-il facilité votre travail d'avocat avant 1989 ?

Mon travail d'avocat sous le régime communiste était à la fois très difficile et très facile car cette époque nous a donné une énergie fantastique, qui nous a conduits jusqu'à 1989. J'ai un jour défendu quatre ouvriers qui avaient imprimé dans leur cave des poèmes de Rilke et de Miłosz. Peut-on imaginer aujourd'hui qu'un mécanicien d'autobus paierait de sa liberté la volonté d'imprimer des poèmes de Rilke ? Jamais dans l'histoire de mon pays il n'y eut autant de solidarité entre ouvriers, artisans, intellectuels, et même juges. Je simplifie, bien sûr, mais il faut savoir que le changement est venu de cette énergie positive à l'intérieur des gens.

Pourquoi cette énergie aurait-elle disparu ? Il reste beaucoup à bâtir.

Si je savais pourquoi... Je vais essayer de le démêler. Il me semble qu'une atomisation des personnalités a eu lieu. Depuis 1989, l'espace social et culturel a été le lieu d'efforts gigantesques. Les jeunes médecins ont dû ouvrir leurs cabinets,

les hommes d'affaires leurs bureaux, les avocats leurs études, des médias indépendants ont dû être créés. Les jeunes ont dû faire un apprentissage forcé des langues étrangères. Les assemblées locales fonctionnent, alors qu'elles n'existaient pas auparavant. Ce fut un labeur inimaginable pour devenir un pays moderne. Lorsqu'on regarde les résultats économiques, c'est un vrai phénomène.

Ce phénomène fut possible parce que les gens portaient en eux la normalité. C'est-à-dire que la culture non officielle avait survécu dans les familles, sur les lieux de travail, dans les petites communautés. Nos liens avec l'histoire n'avaient été que suspendus. Il fallait reconstruire ce qui avait été, puis détruit. Après le choc, je pense que nous sommes maintenant parvenus à un point de lassitude.

Cette lassitude est-elle également perceptible dans le champ de la culture ?

Lorsque j'étais étudiant, l'un de mes cours à l'université était intitulé « la théorie de la connaissance de Marx ». Je ne regrette pas d'avoir étudié ce sujet. En utilisant le langage du mauvais passé, je dirais qu'aujourd'hui, dans mon pays, la superstructure – les idées, la culture, la politique – est très en retrait par rapport à l'infrastructure. La culture polonaise était bien plus intéressante à l'époque du réalisme socialiste. Comme le disait Kieślowski, pour que les choses aillent bien dans la culture, peut-être faut-il qu'elles aillent mal dans la vie. La censure faisait qu'au cinéma, il fallait jeter un autre regard sur la vérité, par des voies détournées. De manière métaphorique, réflexive.

La libération polonaise est en outre allée de pair avec la gigantesque révolution des médias et des télécommunications dans les années 1990. Nous sommes entrés dans une nouvelle réalité, non seulement celle de la liberté, mais aussi celle de la civilisation technologique. Il a fallu s'emparer de ces deux éléments, c'est-à-dire à la fois construire un pays nouveau et entrer dans cette civilisation de communication de masse. Il a fallu bouger avec tout ça et cette course à l'organisation du « neuf » a entraîné un béhaviorisme social total. Nous sommes en permanence sollicités de tous côtés. C'est très difficile. Je le répète, en ce qui concerne les relations humaines, je ne me sens pas à l'aise.

La Pologne traverse à mon avis une période de perte de substance. Les plus sensibles, les plus entreprenants, les plus intéressants quittent le pays. Du point de vue de l'éthique, l'évolution est négative. Il y a trop de luttes, trop d'égoïsmes, trop d'individualisme au mauvais sens du terme. La vie politique aussi a atteint un niveau très bas. Trop de jeux, trop de mauvaise foi. C'est bien sûr une sinusoïde. C'est l'effet des quinze dernières années. Tout cela passera. Il y a en plus de très grandes différences entre les générations. C'est très curieux. Les 18-25 ans diffèrent énormément de la génération des 30-40 ans.

En quoi consistent ces différences ?

Elles sont à l'avantage des jeunes. Ils sont comme une lumière dans le tunnel. À la génération qui avait entre vingt et trente ans dans les années 1990, on a dit : « *cours, organise-toi, tout dépend de toi, sois le plus fort !* ». Tous les moyens étaient permis. Cette génération des quadragénaires est terriblement à plaindre. Ils ont dû organiser leur vie dans des circonstances difficiles. Ils ont un pied ici, et l'autre là. Ce à quoi ressemblera l'avenir dépendra largement du positionnement des plus jeunes, de leur créativité. Ce qui signifie aussi que les « ingénieurs de l'âme » d'aujourd'hui – ceux qui détiennent les moyens contemporains de l'influence, qui écrivent et parlent dans les médias, qui réalisent des films – ont une énorme responsabilité.

Je ne critique pas, j'essaye de comprendre. Parce que cette crise culturelle n'est pas spécifique à la Pologne, c'est un problème européen, voire plus large. Mais en Pologne, cela se démultiplie ; tout est très condensé car le rythme des transformations est expéditif. Il faut un peu ralentir, vraiment.

Je dois encore dire une chose. Je voudrais me faire bien comprendre. En Pologne, l'Eglise a joué un rôle immense dans la conquête de la liberté. Elle soutenait les persécutés, elle s'efforçait de protéger les droits humains les plus importants, d'indiquer la route – c'était une maison pour tous. Mais elle a aujourd'hui perdu le contact avec son temps. J'ai l'impression que nous ne l'entendons plus parler de Dieu, mais plutôt de qui se situe du côté du bien et qui du côté du mal.

Faut-il transmettre l'expérience du communisme à la jeune génération ?

On la transmet. On transmet une description du système. On en expose les crimes. Les méthodes de fonctionnement. Par contre, personne ne s'attache à expliquer comment il a été possible que dans cet espace horrible ait pu survenir une aussi belle chose qu'août 1980. Pourquoi les Polonais ont-ils réussi, pour la première fois, à ne pas monter sur des barricades mais à lutter à la force de l'âme ? Pourquoi ne sommes-nous pas capables de dire ouvertement que les ouvriers d'août 1980, et ces dix millions de membres de Solidarité, étaient une union de christianisme, de socialisme et d'immense volonté de parvenir à la liberté. La combinaison de ces trois éléments théoriquement inconciliables a été décisive.

L'histoire de la Pologne entre 1945 et 1989 n'est pas encore étudiée de manière objective. Dans les premières années, le pays a été envahi par les Soviétiques. Mais le système social a fini par être en grande partie accepté par la population. Il y eut la réforme agraire. Avant guerre, beaucoup des habitants de la campagne ne savaient ni lire ni écrire. Tout cela est très compliqué. Je pense que la génération des vingt ans comprendra mieux. Mais celle des quadras ne voit les choses qu'en noir et blanc.

En réalité, le système n'a pas été vaincu seulement par l'opposition et par l'Eglise, mais aussi avec le soutien de certains représentants du parti communiste. Cela aurait été impossible autrement. Mais ce n'est pas encore le moment d'en parler officiellement. D'où les luttes actuelles en Pologne. Chacun veut gouverner les esprits, présenter l'histoire à sa manière. C'est une chose désagréable, parce que l'expérience polonaise aurait pu constituer une troisième voie – non seulement pour la Pologne mais aussi pour l'Europe. On a malheureusement manqué le coche.

Il ne s'agit peut-être pas d'un ratage définitif...

Non, mais il sera difficile d'infléchir certaines situations mentales. La Pologne contemporaine relève de ce que Max Weber appelait une crise de développement. Karol Wojtyła était une personnalité-phénomène. Croyants et incroyants voyaient

en lui un homme brave et extraordinaire. Après lui, des gens d'une bien moindre stature sont devenus les dirigeants de l'Église polonaise – des épigones, parfois des opportunistes. Des gens qui se sentent concernés par le pouvoir et non par le sens, l'essence. C'est bien l'effet d'une certaine crise de croissance, le résultat d'un renforcement de la structure de l'Église.

Cette crise se manifeste dans de nombreux domaines mais, je le redis, je crois que la génération des vingt ans et moins finira par en sortir et permettre un retour à l'équilibre. Cette génération a plus de temps pour réfléchir ; l'espace autour d'elle est déjà construit : elle vit dans un autre environnement, polonais et européen. Et elle est consciente d'avoir devant elle une génération fatiguée. Cela me fait de la peine de voir en Pologne des quadras qui ont déjà l'air de vieux. Cela se voit sur les visages. Cela se voit aux têtes chauves, aux joues transpirantes, aux costumes élimés. A côté d'eux, nous étions au même âge des enfants pleins de rêves.

À quoi rêviez-vous ?

J'avais d'abord un sentiment de liberté intérieure total. Pour moi, le modèle d'espace métaphysique a été Simone Weil, parce qu'elle rend d'une manière paradoxale ce qu'a été la voie polonaise. Juive orthodoxe devenue communiste, puis une des plus grandes mystiques et adoratrices du Christ, mais qui ne se rendit jamais à l'église.

Je suis parvenu à elle par une voie très détournée. J'ai d'abord été fasciné par Albert Camus, sans jamais me soucier de ce qu'il était athée. « *Qui n'accepte pas les grands mystères devra cesser d'étudier la science* » a d'ailleurs écrit Camus dans l'une de ses dernières lettres à un ami. Ayant cette fascination pour lui, en particulier pour *La Chute*, j'ai appris par hasard qu'il avait découvert les écrits de Simone Weil. Puis j'ai lu Czesław Miłosz, qui raconte la rencontre entre Albert Camus et la mère de Simone Weil, chez elle. Camus lui demande si elle a lu les cahiers de sa fille. La mère de Simone Weil le regarde et lui demande : « *Monsieur, votre maman lisait-elle vos livres ?* » « *Madame, ma maman ne savait pas lire* », répond Camus.

Weil a laissé en manuscrits des piles de cahiers. Deux femmes ont écrit de la sorte : Catherine de Sienne et Simone Weil. Simone Weil était une sorte de communiste et Sainte Catherine était une fille de teinturier qui, bien que ne connaissant pas le latin, laissa derrière elle une œuvre mystique considérable. Personne n'a écrit sur Dieu comme ces deux femmes.

Vous évoquez un relâchement du sens de la communauté. Ne pensez-vous pas néanmoins que dans l'ouverture de l'espace, dans les migrations, se tissent des liens à une autre échelle, non plus nationale, mais européenne ?

Je pense que ce phénomène de migration est une très bonne chose. A longue échéance, cela donnera de très bons résultats.

Et à court terme ?

Aussi. Pour l'instant, nous en payons un prix élevé. L'ouverture, la connaissance d'autres lieux et d'autres coutumes, tout ceci est très bien. Mais cela appauvrit aussi la Pologne, parce que je crois que ce sont les meilleurs qui partent, les plus audacieux, les mieux formés, les mieux organisés. Pour moi c'est mauvais, parce que j'ai l'impression que partent ceux avec qui je m'entends le mieux.

Je vais vous raconter, à ce propos, une histoire. J'ai participé à un Congrès consacré à la création d'un code européen de la famille. Bien sûr, en Pologne certains s'y opposent. Mais pourquoi ce Congrès s'est-il tenu ? C'est – et cela a été un choc pour moi – parce que 17 ou 18% des mariages en Europe sont contractés entre étrangers : un Espagnol et une Anglaise, un Suédois et une Polonaise, etc. C'est un phénomène qui prend son essor hors de toute structure. En prendre conscience fut l'une des informations les plus éclairantes sur l'avenir.

J'ai pour ma part toujours pensé un peu différemment de mes camarades d'école parce que ma grand-mère était 100% anglaise. Ses parents l'avaient confiée à un internat pour jeunes filles de bonne famille à Budapest, où elle fit connaissance

d'une aristocrate polonaise qui l'invita en vacances dans ce qui est aujourd'hui l'Ukraine. Elle rencontra lors d'un bal mon grand-père, un jeune veuf, et ne revint plus en Angleterre. Elle mit au monde six enfants. En 1914, elle embarqua tout son petit monde dans un train et gagna Hoek van Holland afin de prendre un bateau pour l'Angleterre. À l'arrivée, mon grand-père apprit que la Première Guerre mondiale venait d'éclater, et ils repartirent dans l'autre sens. Je pense que si cet événement s'était produit trois jours plus tard, je serais né en Angleterre. Et c'est pourquoi toutes ces questions d'identité m'apparaissent si fluides.

Malheureusement la moitié de ces mariages mixtes se délite. Lorsqu'une Polonaise et un Suédois vivent à Londres avec des enfants, des problèmes de droits parentaux se posent en cas de divorce. C'est la raison pour laquelle on a voulu écrire un code européen de la famille. Il faut définir un droit commun qui règle tout ça.

Ces mariages binationaux ne sont donc pas un si grand succès ?

Au contraire, ils donnent des enfants d'une nouvelle qualité. De nouveaux récits. Mais ces récits ne deviennent positifs qu'à la condition que nous sachions qui nous sommes, et d'où nous venons. Je suis sûr de ça car j'ai beaucoup observé les enfants de mes amis diplomates. Certaines histoires de déracinement tournent au tragique – il ne faut absolument pas oublier cela en créant notre communauté européenne.

Mais quoi qu'il en soit, ces mélanges et ces migrations apportent de grands changements culturels. Les politiques peuvent bien parler, la réalité est plus forte.

Venons-en à votre seconde activité, celle de scénariste et de réalisateur : quels personnages, quels lieux, quelle histoire inventeriez-vous si vous deviez imaginer un scénario de film sur l'Europe ?

J'ai déjà fait un film de ce genre, le triptyque *Liberté, Egalité, Fraternité*, avec Kieślowski, justement après la chute du Mur de Berlin. Souvenez-vous que le

film *Bleu*, c'est-à-dire *Liberté*, se termine avec une œuvre musicale de Zbigniew Preisner intitulée *Ode à l'union de l'Europe*, où nous chantons l'épître de Saint Pierre *Hymne à l'amour*. L'action du film *Liberté* se déroule à Paris, *Egalité* en Pologne, et *Fraternité* à Genève mais ça, c'est un hasard.

Existe-t-il pour vous une géographie symbolique européenne ?

Je calcule toujours de sorte à décrire différents concepts liés à notre espace de civilisation, sans jamais faire de référence à un système religieux donné, mais en construisant plutôt des archétypes. Ainsi, *Liberté*, *Egalité*, *Fraternité*, ce furent Paris, Varsovie et Genève. J'ai aussi fait *Le Ciel et l'Enfer*. Le ciel, c'était la Toscane et Turin. Et j'ai situé l'enfer à Paris. J'y ai décrit d'abominables relations matrimoniales.

Je veille généralement à ce qu'il y ait une vraisemblance psychologique dans chaque lieu. Pour parler en raccourci, il est impossible d'imaginer de sauter du deuxième étage et de repartir en courant. Je suis vigilant à la crédibilité psychologique d'un tel saut. *L'Enfer* a été mis en scène par un jeune homme fantastique, Danis Tanović, un Bosniaque. Lorsque j'ai vu ce film, il m'a semblé être dans une rue de Paris, tellement le tout était merveilleusement saisi.

Je réalise actuellement un triptyque : *La Foi*, *l'Espérance* et *l'Amour*. J'ai terminé *l'Espérance* en Pologne, avec un jeune metteur en scène polonais qui vit à Berlin. Je compte commencer *La Foi* cette année, et je la situerai entre la Pologne et l'Allemagne. Mon instinct me dit qu'il faut faire ainsi : mélanger, parce que c'est la réalité présente.

Vous avez dit que *Fraternité* se passait, par hasard, en Suisse. Pourquoi ?

J'ai vécu un certain temps à Genève. J'ai toujours été fasciné par le fait que des gens qui ne se parlent pas puissent tout savoir les uns des autres. Qu'ils s'observent mutuellement. Puisque le scénario portait justement sur ce genre de

situation, où un juge écoute ses voisins, l'endroit était finalement bien choisi pour un film sur le contrôle réciproque.

Je suis chaque année en Suisse et je pense que ce pays change en mieux. Je dirais que les Suisses s'europanisent en même temps que l'Europe s'helvétise...

***Bleu, Blanc, Rouge* : pensez-vous ce triptyque en référence au contexte européen ou bien comme un ensemble de valeurs universelles ?**

Pour moi, ces concepts ne sont pas tant français que liés à l'unification de la civilisation. Mais ils ont servi à une certaine lutte, à une Révolution. J'ai voulu les utiliser comme des couleurs archétypales. Ce n'est pas un hasard si j'ai écrit ce scénario en 1989, car je me doutais que ces mots reviendraient sans cesse. Comme nous le savons, Robespierre a tout fait par amour, pour notre bonheur – ce qui permet de dire que tout ceci est très compliqué. Nos expériences polonaises montrent que les gens ne souhaitent pas tant être libres que souverains. Etant souverains, ils prennent quantité de décisions qui les entravent.

Vous avez un troisième métier, celui d'homme politique...

Je ne suis pas un homme politique. Je n'appartiens à aucun parti. Je suis simplement un avocat qui s'est trouvé très près des gens de la clandestinité et de Solidarité pendant l'Etat de siège, et à qui on a proposé en 1989 d'entrer au Sénat. J'en suis à mon cinquième mandat. Je m'occupe de questions juridiques. J'ai reçu plusieurs propositions de postes ministériels, mais je ne les ai jamais acceptées car je pense ne pas être fait pour cela. J'admire d'ailleurs ceux qui se sentent capables de s'asseoir dans ces fauteuils pour gouverner. Je travaille quant à moi sur des questions de droit. C'est à ça que sert un Sénat.

Comment voyez-vous l'avenir de la Pologne en Europe ?

La raison d'Etat polonaise devrait consister à tout faire pour approfondir et consolider l'unification européenne. Il n'y a pas d'autre lieu en Europe où l'on doit davantage chérir ce grand projet qu'est l'Union européenne. Il n'y a pas d'autre lieu en Europe où l'on doit autant percevoir la beauté de cette idée et les chances qui en découlent. C'est ici en Pologne que se trouve Auschwitz.

Que doivent faire les Polonais ? Ils devraient avoir en eux-mêmes, dans le cadre de l'Union, une dose immense d'empathie, c'est-à-dire de compréhension de l'autre. Ils ne devraient pas se contenter de demander qu'on les comprenne, mais également se rappeler leur histoire, celle d'un pays qui a été le laboratoire de deux totalitarismes, et raconter comment la Pologne a réussi à sortir de cette structure infernale. Et ils devraient cesser de faire semblant d'être eux-mêmes. Ça, vraiment, c'est inutile.

Rencontre avec Bronisław Geremek

Entretien mené dans les locaux Parlement européen, quelques semaines avant le décès accidentel de Bronisław Geremek, le 13 juillet 2008



Bronisław Geremek est né en 1932 à Varsovie et a passé une partie de son enfance dans le ghetto de Varsovie. Diplômé de la faculté d'histoire de l'université de Varsovie en 1954, il poursuit ses études à Paris, à l'École Pratique des Hautes Etudes. Médiéviste, spécialisé dans l'étude de la pauvreté et de la marginalité en Europe, il prend en 1962 la direction du Centre de civilisation polonaise créé à la Sorbonne.

D'abord militant du « Parti ouvrier unifié polonais », Bronisław Geremek prend ses distances avec le parti communiste suite à l'invasion de la Tchécoslovaquie. Devenu l'une des figures importantes de l'opposition des années 1970, il rejoint en août 1980 les grandes grèves de Gdańsk et devient l'un des conseillers du mouvement syndical *Solidarność*.

Grand avocat de la cause de l'élargissement de l'Union à ses voisins d'Europe centrale, acteur passionné de la construction européenne, Bronisław Geremek ne faiblit pas dans ses engagements politiques après 1989. Il exerce notamment les fonctions de député au Parlement polonais (*Sejm*), de Ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2000 (c'est lui qui a signé le traité d'adhésion de son pays à l'OTAN, en 1999), de député européen de 2004 à 2008, et de Président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe.

Bronisław Geremek a trouvé la mort dans un accident de voiture le 13 juillet 2008.

Photo : Łódź 2008 © Cédric Gerbehaye /Agence VU'

Qu'est-ce que l'Europe centrale ?

L'Europe centrale, c'est la nostalgie de l'Europe. C'est le rêve de peuples qui avaient le sentiment d'être coupés de leur environnement naturel, c'est-à-dire la culture européenne et tout ce qu'elle représente. Le rêve de l'Europe centrale, c'était de retrouver l'Europe tout court.

Qu'est devenu ce rêve ?

Il disparaît, car c'était un rêve de libération. Maintenant que l'Europe centrale fait partie intégrante de l'Union européenne, c'est un horizon qui ne mobilise plus. Nous avons eu, le 1^{er} mai 2004, le sentiment de voir notre rêve réalisé : *Enfin voilà le retour en Europe !* Le drapeau de l'Union européenne hissé sur la place Piłsudski de Varsovie, à minuit, fut un grand moment symbolique. Hélas ce ne fut un grand moment que pour nous, pour les pays qui venaient vers l'Europe. Ce ne fut pas un moment de bonheur et de joie du côté occidental.

Y a-t-il aujourd'hui un nouveau rêve européen pour remplacer celui de l'époque du partage de l'Europe en deux blocs ? Je n'en suis pas sûr...

Vous qui récusez la pertinence des frontières géographiques pour définir l'identité européenne, que vous inspire l'idée de partir des villes pour penser l'Europe ?

L'urbanité européenne est le facteur du mouvement dans l'histoire de l'Europe. Dans les économies traditionnelles, au Moyen Âge, au début de l'époque moderne, les villes furent le centre de la pensée, du développement, du progrès technologique en Europe. Je suis moi-même un homme de la ville, j'aime la ville ! Mais quand on dit que les villes font l'Europe, on contredit la réalité : l'Europe est aussi profondément rurale.

Et ce n'est pas seulement la « nouvelle Europe » – l'Europe de l'Est – qui apporte le « poids » de ses populations paysannes. De ce point de vue, la différenci-

tion entre l'Est et l'Ouest, bien qu'enracinée dans la longue durée, n'a pris toute son ampleur qu'au cours du dernier quart de siècle. Je me rappelle mon premier contact avec la France, en 1956, dans la région du Massif Central : j'y ai trouvé un paysage qui rappelait celui de la Pologne profonde. C'est au moment de l'élargissement que la différence entre l'Est et l'Ouest a révélé sa pleine mesure, avec d'un côté un pays comme la Pologne, où près de 40% de la population vit de l'agriculture et, de l'autre, des pays dans lesquels la population rurale est devenue résiduelle.

Tout en attachant une importance primordiale aux villes comme le moteur du changement, il ne faut donc pas oublier que l'Europe est aussi faite de résistances du passé. L'histoire de l'Europe, c'est aussi l'histoire des sociétés rurales.

Mais les campagnes peuvent-elles encore constituer l'avenir de l'Europe ?

Quand je pense à cet avenir, je n'ai pas de doute que le dépeuplement des campagnes est un fait irréversible. L'Europe est devenue urbaine, les nouveaux pays membres n'auront changé l'équilibre que pour une courte période...

Mais le problème est le suivant : faut-il considérer notre passé rural comme un poids, ou bien au contraire comme une chance ? Je pense que la PAC, qui arrive à sa fin et qui est critiquée maintenant de toutes parts, était en réalité une politique très sage. C'était une politique de préservation du patrimoine dans le cadre d'une modernisation nécessaire. Nous devons préserver notre paysage culturel, ce paysage qui a été façonné à travers l'histoire. Sans cela l'Europe perdra son identité.

En quoi cela est-il si important ?

Nous entrons dans une époque où l'Europe, comme les autres continents, se trouve en face de défis environnementaux qui mobiliseront toutes les énergies, toutes les nouvelles technologies, afin de défendre l'espace humain et l'espèce

humaine. On observe une sensibilisation croissante à ces questions. Dans nos pays, ceux de l'Est, cette sensibilité n'existait pas : politiquement parlant, il n'y avait pas de « Verts » ; socialement parlant, les gens étaient très peu sensibles à l'écologie. Et il y avait en outre un côté idéologique à cette indifférence : le paysage naturel n'était pas, pour les communistes, la référence de la condition humaine.

J'ai assisté, en 1989 ou 1990, à une rencontre entre le Président polonais, Lech Wałęsa, et le Président tchécoslovaque, Václav Havel. La rencontre devait avoir lieu dans un refuge de haute montagne, à la frontière entre la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est. Et ce qui m'a frappé, c'est que l'objet de nos discussions fut l'état du milieu naturel. Il y avait une telle destruction sur notre chemin, des forêts qui semblaient n'être plus qu'un souvenir, une surindustrialisation, une tristesse des milieux environnants...

Nous vivons dans une époque différente. Si je cherchais la définition la plus simple de l'idée européenne, je dirais qu'elle se fait aujourd'hui autour de trois choses : la liberté (en politique, en économie, dans la vie), la paix – et j'ajouterais une sensibilité particulière à la question des milieux naturels.

Quels sont, à vos yeux, les grands défis auxquels est aujourd'hui confronté votre pays ?

Un défi économique, tout d'abord. La Pologne doit trouver le moyen de participer pleinement à l'aventure prometteuse de l'intégration européenne. Elle y participe déjà, mais cela est largement dû à une première phase de délocalisations qui ont privilégié la Pologne du fait de sa main-d'œuvre bon marché. Certaines entreprises quittent déjà le pays pour aller ailleurs. Il faudrait maintenant que les Polonais se mettent en quête de facteurs d'innovation.

Le second défi est d'ordre culturel : il est plus facile d'unir des économies et des administrations que d'unir des mémoires. Les nouveaux pays-membres ont une mémoire différente : la Première Guerre mondiale, par exemple, nous fait moins penser aux immenses cimetières de Verdun qu'au recouvrement de notre indé-

pendance nationale. Le début de la Deuxième Guerre, le 1^{er} ou le 3 septembre 1939, est connu dans l'Europe toute entière. Mais le 17 septembre – quand l'armée soviétique, en accord avec l'Allemagne d'Hitler, est entrée sur le territoire de la Pologne – ou bien l'occupation des Républiques baltes par l'Armée rouge, sont des faits peu connus à l'Ouest. Cela a des conséquences...

Si nous voulons que l'UE se renforce, il faudra que cette réunification des mémoires progresse. Sans cela, nous courons le risque d'un retour au national. Dans les nouveaux pays-membres, nous n'avons pas une grande expérience de la dialectique entre le niveau européen et le niveau national. Nous sommes arrivés dans un univers institutionnel et psychologique déjà formé. Les dangers de cette situation concernent tous les pays de l'Union, puisque nous avons désormais partie liée.

Cette unification des mémoires n'est-t-elle pas déjà consubstantielle au processus de construction européenne?

Que trouve-t-on dans les Traités européens en ce qui concerne la culture ? Que l'on va « préserver le caractère national des cultures », de crainte que l'unification européenne ne se fasse au détriment des spécificités nationales. Vous ne trouvez jamais mention du soutien à la culture européenne dans son aspect unitaire.

Il y a chez nous un danger de dérive nationaliste, qui fait écho aux dérives nationalistes et aux tentations de patriotisme économique dans certains anciens pays-membres de l'Union. Il faudrait dépasser les deux par la construction d'une identité commune. En traduisant cela dans une approche quotidienne, cela veut dire, par exemple, des manuels d'histoire communs.

Permettez-moi de revenir un instant aux villes européennes. Je rentre de Łódź, où les établissements industriels fondés par Izrael Poznański ont récemment été transformés en centre commercial. Que vous inspirent de telles reconversions ?

La famille Poznański était l'une des grandes familles juives de Pologne, qui avait des ramifications partout : j'ai rencontré un jour dans un grand pays d'Asie centrale, l'épouse du Ministre des affaires étrangères, née Poznański !

Le phénomène de Łódź n'est pas particulier à la Pologne : cette « Manchester polonaise » appartient à une longue tradition européenne, qui a vu, depuis le début du XVI^e siècle, les grands entrepreneurs construire des logements pour leurs ouvriers tout près des usines. Cela faisait partie du rapport d'exploitation, mais c'est aussi un élément qui a formé le paysage culturel et matériel des villes européennes.

Le paysage actuel de Łódź est très séduisant, très exotique. Les grands bâtiments en briques où l'on travaillait et qui maintenant, après leur rénovation, semblent avoir une certaine beauté, étaient le lieu d'une misère extrême. Il faut voir *La terre promise*, le film de Wajda, et savoir que ce film des années 1960 – qui représente les débuts de l'industrialisation, au siècle précédent – a été tourné dans le cadre naturel de l'usine, alors toujours en activité. C'étaient des conditions de travail du XIX^e siècle prolongées jusqu'en plein cœur du XX^e siècle.

La pauvreté est-elle un sujet pour l'Europe d'aujourd'hui ?

Je crois que John Rawls, le grand penseur libéral, a raison de dire que chaque gouvernement peut être jugé par la façon dont il a contribué à l'amélioration de la vie des plus pauvres, ce qu'il appelle la « maximisation du minimum social ». C'est un libéral qui le dit... En considérant le libéralisme comme une sorte d'insulte, on oublie parfois de voir ce côté, qui associe l'attachement à la liberté à l'action pour la justice.

Un ecclésiastique français, le Père Wrezinski¹, a quant à lui affirmé que le droit des pauvres à être secourus est un droit fondamental. C'est très important, cette idée que la misère est contraire aux droits de l'Homme.

Et cette misère extrême, nous l'avons vue dans les anciens pays communistes au moment de la transition, par exemple lorsque la fermeture – la privatisation – des grandes fermes d'État dans le nord-est et le nord-ouest de la Pologne a privé les ouvriers agricoles de leur travail et que le chômage est devenu héréditaire. L'Union européenne devrait regarder cela en face. Il faudrait plus de sensibilité à l'égard de la pauvreté à l'intérieur de l'Europe, et non pas uniquement à l'égard de celle des Africains ou des Asiatiques.

La potence ou la pitié² : ces deux termes peuvent-ils encore caractériser l'attitude des Européens vis-à-vis des pauvres ?

Nous vivons dans un monde radicalement différent de celui du Moyen Âge. Mais lorsque l'on ouvre le journal et que l'on apprend qu'un jeune Malien s'est jeté dans un fleuve et est mort d'une crise cardiaque en fuyant la police qui voulait l'expulser de l'Union européenne, on se dit que l'élément « potence » est toujours bien présent dans nos institutions.

Ce que Braudel appelait « la férocité bourgeoise »...

Braudel, qui était l'un de mes maîtres, a eu une autre formule, qui m'a beaucoup servi dans mes engagements politiques. Il a dit que pour le bonheur des êtres humains il faut trois choses : la liberté, le marché et un peu de fraternité. Un Polonais dirait « un peu de solidarité », mais cela veut dire la même chose...

Il y a dans l'Union européenne, en face de l'immigration massive – qui introduit le désordre à l'intérieur des pays-membres et dépasse parfois leur capacité d'ab-

¹ Le Père Joseph Wrezinski fut le fondateur d'ATD Quart-Monde en 1957.

² Publié en 1978 en Pologne, *La potence ou la pitié : l'Europe et les pauvres du Moyen âge à nos jours* est un ouvrage dans lequel Bronislaw Geremek analyse les sentiments contradictoires inspirés par les pauvres, depuis les mendiants de l'Occident chrétien jusqu'aux laissés-pour-compte de nos sociétés d'abondance.

sorption – une tendance à répondre par la mise en place de régimes répressifs. Que l'on pense aujourd'hui à créer des camps pour les immigrés illégaux... Quand même !

La pitié, c'est aussi une dégradation de l'homme. Il y a parfois dans l'attitude philanthropique plus d'intérêt pour le bien propre de l'homme qui donne l'aumône, et qui veut ainsi s'approcher du dieu, qu'un sentiment de véritable solidarité à l'égard du pauvre. L'homme qui est secouru est souvent traité comme un objet. Il y a un visage hideux de la philanthropie, où s'affiche le mépris du riche pour

le pauvre qu'il secoure. Et il y a aussi l'hostilité de celui qui est secouru. Les attitudes psychologiques restent inchangées...

Il ne fait aucun doute qu'il y a moins de situations de crise dramatiques, d'explosions d'indigence, en Europe aujourd'hui. Mais nous continuons de traiter la pauvreté par ce jeu de moyens répressifs et de condescendance. Je crois que nous n'avons pas, jusqu'à maintenant, inventé la bonne façon d'aborder le problème de la misère humaine. Peut-être que c'est impossible. Il faut considérer ce couple « potence-pitié » comme une interrogation qui devrait nous faire réfléchir, nous, les hommes du XXI^e siècle.

Vous avez parlé de résistances du passé en évoquant le monde rural, mais que vont devenir tous ces gens restés cloués sur place, congédiés des vieilles usines de l'Europe ?

Il faut maintenant aller en Chine pour retrouver la classe ouvrière. La classe ouvrière européenne a une misère différente, et elle est beaucoup moins nombreuse. Je crois que la classe ouvrière du XIX^e siècle, celle qui a formé cette notion même, le prolétariat de Manchester décrit par Friedrich Engels, n'existe plus chez nous.

Il y a en fait une évolution spectaculaire, que je vous avoue ne pas comprendre tout à fait : l'Europe semble cesser de produire. Et elle semble être contente à la pensée que les autres vont maintenant le faire à sa place : les chaussures sont produites en quantité suffisante par les Chinois, alors les Italiens n'auraient plus besoin de les fabriquer... On peut penser qu'il y a une sorte de partage des fonctions dans le cadre de la globalisation. L'Inde, qui est un pays de très grande pauvreté, maîtrise par ailleurs les services les plus sophistiqués, comme il y en a peu dans le monde. La comptabilité d'une entreprise moyenne américaine ou sud-africaine peut être faite en Inde par téléphone, ou par Internet.

La production était l'essence de la vie pour la majorité des populations européennes. Elle ne l'est plus. Comment faire face à cela ? Comment peut-on vivre sans produire ?

Mais la production de valeur n'est pas réductible à une production tangible...

Bien sûr, on produit autre chose : on produit des services, de l'intelligence, des technologies mais c'est quand même un grand changement, non seulement économique, mais aussi culturel. Cela pose un problème de psychologie qui va beaucoup plus loin que la simple question économique. Si la globalisation nous déroute tellement, c'est parce qu'elle nous apporte des surprises de ce genre.

Je suis assez réaliste pour ne pas me fâcher avec l'histoire qui aura lieu. Je ne dirai pas comme Maître Pangloss que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles, mais – puisque cela est devenu notre réalité – je dirais quand même qu'il faut penser à s'adapter aux nouvelles exigences du monde qui nous entoure. Je ne suis pas sûr que nous sachions déjà comment le faire, mais l'Union européenne est certainement un élément de réponse.

Lorsque les Pères Fondateurs ont posé les bases de l'intégration européenne, ils ne pouvaient sans doute pas s'imaginer les défis qui apparaîtraient un demi-siècle plus tard. Cette intégration européenne, telle qu'elle a été inventée par

le Traité de Rome, n'en reste pas moins le meilleur instrument grâce auquel l'Europe pourra répondre aux défis du siècle : la globalisation, les changements de structure – tout ce que ce siècle nous apporte comme dangers et comme chances...

Rencontre avec Tommaso Padoa-Schioppa

Dialogue dans le bureau du Président à *Notre Europe*



Tommaso Padoa-Schioppa est né en 1940 à Belluno. Diplômé de l'université Bocconi de Milan et du *Massachusetts Institute of Technology*, il a exercé de hautes fonctions dans le secteur de la banque et de la finance tant dans son pays qu'aux niveaux européen et international. Il fut, entre autres choses, Ministre de l'Economie et des Finances dans le second gouvernement de Romano Prodi (2006-2008), Président du Comité Ministériel du Fonds Monétaire International (IMFC, 2007-2008), membre du premier Directoire de la Banque Centrale européenne (1998-2006), Directeur Général Adjoint de la *Banca d'Italia* (1984-97), ou encore Secrétaire adjoint du Comité Jacques Delors pour l'étude sur l'Union Economique et Monétaire.

Homme d'action, Padoa-Schioppa n'en est pas moins fortement engagé dans le débat d'idées sur l'Europe politique - débat qu'il nourrit de ses convictions fédéralistes. Il est également l'auteur de nombreux articles et ouvrages, parmi lesquels *Contre la courte vue : entretiens sur le Grand Krach* (Odile Jacob), *The Euro and its Central Bank* (MIT Press), *Europe, a Civil Power* (The Federal Trust).

Tommaso Padoa-Schioppa est Président de *Notre Europe* depuis l'automne 2005, mandat qu'il exerce en parallèle de son activité à la tête de *Promontory Europe*.

Photo : Strasbourg 2007 © Martin Kollar/Agence VU'

Vous avez fait votre lycée à Trieste : quelle vision avait-on de l'Europe depuis cette ville charnière ?

Trieste est liée pour moi à trois expériences importantes. J'y ai tout d'abord approché la division de la guerre froide, la frontière entre le monde occidental et le bloc soviétique. Ensuite, Trieste était le lieu d'un très fort patriotisme italien. Les régions de Trento et de Trieste, l'Istrie et la Dalmatie, qui se considéraient comme italiennes d'un point de vue culturel mais qui furent les dernières à intégrer l'Etat italien, suite à la Première Guerre mondiale, étaient des régions très patriotiques. Le troisième élément est l'influence très forte de la *Mitteleuropa* dans la culture, dans les mœurs. C'est par Trieste, par exemple, que la psychanalyse a fait son entrée en Italie...

Pourriez-vous en dire un peu plus sur les deux premiers aspects : la « ville de front » et la ville du patriotisme italien ?

Pendant mes années de lycée, de 1954 à 1959, Trieste était une ville dont l'appartenance – soit à l'Italie, soit à la Yougoslavie – n'avait pas encore été décidée. C'était une ville occupée, notamment par les troupes britanniques, dont le statut rappelait celui d'autres villes en Europe, comme Berlin ou Vienne. Le rideau de fer passait tout autour de la ville, à une quinzaine de kilomètres. Il y avait une zone A, qui était Trieste, et une zone B, qui était une partie de L'Istrie. La zone A était administrée : le territoire ne faisait pas partie de la République italienne. La monnaie, les plaques d'immatriculation, les timbres – tout différait. La zone B était sous la tutelle du régime yougoslave.

Pour ce qui concerne le deuxième élément, il faut se souvenir que la situation de Trieste était compliquée avant la Première Guerre mondiale. Devenue le port principal de l'Empire austro-hongrois, c'était une ville marchande où vivaient de nombreuses communautés : grecque, slave, israélite, italienne, turque, autrichienne. C'était une ville très internationale : c'est à Trieste que Joyce a vécu une partie de son exil volontaire.

Cependant – pour des raisons qui ne sont pas faciles à expliquer – Trieste a choisi l'Italie lorsque s'est affirmé le mouvement des nationalités au courant du XIX^e siècle. Une bonne partie des grands écrivains italiens du siècle dernier, comme Italo Svevo, sont originaires de Trieste. L'Italie constituait le pôle d'attraction culturelle de ces hommes et, pendant la Première Guerre mondiale, beaucoup se sont engagés comme volontaires contre l'Autriche.

Et quand le nationalisme était moribond en Italie, après la défaite de la Deuxième Guerre mondiale, Trieste est restée une ville très patriotique, voire nationaliste. Cela s'explique sans doute en partie par les incertitudes qui continuaient de peser sur son statut futur, dix ans après la fin de la guerre.

De quelle manière ces trois éléments ont-ils joué dans votre formation intellectuelle ?

L'élément cosmopolite, *mittel*-européen, et le patriotisme m'ont sûrement influencés pour le reste de ma vie. La littérature triestine, qui est une littérature colorée de culture centre-européenne, est entrée dans mon capital culturel.

Comment s'articulent patriotisme italien et sentiment européen?

Patriotisme national et patriotisme européen n'ont pour moi jamais été en conflit. Le *Risorgimento* italien était animé par un sens national très fort, mais pas par un nationalisme exclusif. Mazzini, le principal intellectuel formateur de ce courant, avait créé en même temps un mouvement qui s'appelait *Giovane Europa*. Il faut dire aussi que l'Italie, qui est un très jeune Etat pour une vieille nation, a une expérience de la compatibilité entre deux formes de patriotisme à l'intérieur même du pays – entre patriotisme régional et patriotisme national. La notion d'identité multiple y est assez naturelle.

Est-ce ainsi que vous concevez votre propre identité ?

Oui. Je pense que chaque personne appartient au moins à cinq niveaux de communautés auxquelles correspondent autant d'entités politico-institutionnelles réelles, accomplies, ou potentielles : la ville, la région, l'Etat, le continent et le monde. Il y a une appartenance, une loyauté à chacune de ces entités.

En Italie, l'esprit local est extrêmement vivace. L'appartenance au village, au *campanile* – le « clocher » italien – y est très forte. La région est également un facteur très puissant de caractérisation : le tempérament des gens, leur style de vie, est régional. Les Italiens ont toute une série de proverbes sur ces types régionaux. Mais il suffit de sortir de l'Europe pour se sentir européen : il est difficile, si l'on va en Australie, d'expliquer qu'on est Toscan plutôt que Lombard...

Ce que la Ligue du Nord remet en cause, n'est-ce pas fondamentalement cette articulation souple entre différents niveaux identitaires ?

La Lega a joué, et joue encore un peu, la carte du séparatisme. C'est là un fait assez exceptionnel car l'unité nationale n'a jamais été remise en cause de manière sérieuse depuis la naissance du Royaume d'Italie en 1861. À mon sens, cela n'est pas sérieux : la Ligue n'est jamais devenue un mouvement conséquent ; c'est plutôt un phénomène de légèreté et d'irresponsabilité dans le choix des mots et des propos, par lesquels s'exprime un sentiment d'antagonisme entre le Nord et le Sud. Cet antagonisme existe. Mais il n'est pas comparable, par exemple, au séparatisme basque ou nord-irlandais. La Ligue existe depuis 25 ans ; elle joue avec le feu. C'est toujours dangereux, mais cela reste un jeu.

Il faut dire qu'il y a eu en Italie, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, une vague extrêmement forte de migrations du Sud au Nord. Par dizaines de milliers, les Italiens de la Sicile, de la Calabre, et d'autres régions du Sud, se sont déplacés vers le Nord. Turin, par exemple, est une ville qui en a été complètement transformée. Dans les années 1960, il y avait dans les cafés et les restaurants turinois, des écriteaux qui disaient « *Interdit aux méridionaux* ». On qualifiait un

mariage entre quelqu'un du Nord et quelqu'un du Sud de mariage mixte. Je pense qu'il y avait davantage de fermeture envers les Calabrais il y a 50 ans, qu'il y en a aujourd'hui envers les nord-africains. Mais ces sentiments d'antagonisme n'ont jamais donné vie à un mouvement politique de nature à rompre l'unité de l'Etat.

Vous n'êtes donc pas alarmé par les tensions centrifuges qui traversent le Nord et le Nord-Est de votre pays?

Je ne les qualifierais pas de « centrifuges ». Il y a en Italie un phénomène dont les modulations régionales sont intéressantes à analyser – celui de la désaffection envers l'Etat central. Le sens de l'Etat y a toujours été faible ; ce n'est pas un hasard si l'unité politique n'a été accomplie qu'au XIX^e siècle. Mais en même temps, il y a depuis très longtemps en Italie une forte identité nationale, perçue comme phénomène culturel.

Quand on lit Dante on se rend compte que le sens de l'identité nationale était beaucoup plus fort en Italie au XIV^e siècle qu'il ne l'était en France. L'Italie a été formée précocement sur le plan culturel. Ce qui a manqué, pour des raisons multiples, a été le passage à la formation de l'Etat. On peut presque dire qu'en Italie l'Etat fut le produit de la nation, tandis qu'en France c'est l'Etat qui a créé la nation française – avec le sang et le fer, comme disait Bismarck – et d'une manière tellement répressive que certaines blessures sont visibles encore aujourd'hui.

La désaffection actuelle vis-à-vis de l'Etat central italien a partie liée, à mon avis, avec le développement d'un sentiment antipolitique observable dans bon nombre de pays occidentaux. Cela est notamment dû à la crise de la démocratie et à la crise de l'Etat national, qui n'a plus la capacité de résoudre certains problèmes devenus plus grands que lui, et qui perd ainsi son crédit vis-à-vis des populations.

Enfin, il est vrai qu'il existe en Italie de fortes variations régionales en ce qui concerne cet attachement à l'Etat : Turin, par exemple, a été une capitale d'Etat et garde une culture étatique alors que Milan a une culture plutôt « provinciale ». La Ligue n'est pas aussi forte à Turin qu'en Lombardie et en Vénétie – deux régions sans tradition étatique. Cela explique aussi pourquoi le sentiment séparatiste ne

se transforme pas en une stratégie de création d'Etat. C'est plutôt une attitude antiétatique qu'un mouvement en faveur d'un autre Etat.

Quid de l'influence de l'Eglise catholique ?

Cette influence explique en partie pourquoi la formation de l'Etat italien n'a pas été aussi facile qu'ailleurs. C'est le pape qui a appelé Charlemagne quand les Lombards étaient sur le point d'unifier politiquement l'Italie au VIII^e siècle. L'Eglise – et Venise – ont été les deux principales puissances italiennes qui, après la chute de l'Empire romain, se sont opposées à la formation de l'Etat italien, pour des raisons différentes. Venise était à l'Etat italien ce que le Royaume Uni est aujourd'hui à l'Europe : une puissance maritime qui se sent menacée par un pouvoir continental fort. Quant à l'Eglise catholique, étant elle-même un Etat, elle considérait la formation d'un Etat italien unitaire comme une menace pour sa mission.

Que pensez-vous de la formule selon laquelle les reconfigurations en cours des espaces politiques et économiques – qui débordent de toute part le cadre de l'Etat nation – annoncent « un nouveau moyen-âge » européen ?

La formation de l'Etat-nation est un phénomène du XIX^e siècle. La Révolution française, puis Napoléon et le romantisme, ont contribué à porter l'idée qu'Etat et nation devaient coïncider. Les Etats de l'Ancien Régime étaient des Etats dynastiques. Même les Allemands ne sentaient pas le besoin d'avoir un Etat unitaire au XVIII^e siècle. Dans les pays où l'Etat n'existait pas, l'idée de nation a contribué à former un Etat. Dans les pays où l'Etat était dynastique, celui-ci a trouvé dans la nation une nouvelle raison. Un Etat fondé sur l'idée de nation est à certains égards plus violent, parce qu'il postule une unité de culture – ce n'est pas un hasard si cela dégénère vers le racisme, le totalitarisme.

En rompant avec le dogme de la souveraineté absolue de l'Etat-nation, le processus d'unification politique amorcé en Europe depuis 1950 change en partie notre

lecture de la carte géographique européenne. De nouvelles réalités sont mises au jour – qui existaient, mais que nous n’apercevions pas. Il y a, par exemple, bien plus en commun entre certaines villes marchandes européennes qu’entre ces villes et les centres ruraux du même pays.

Un autre exemple est celui de l’émergence, ou peut-être de la ré-émergence, d’une région de « Bavière-Autriche-Vénétie ». C’est une région homogène à plusieurs égards, qui combine des éléments de dynamisme économique, des capacités d’innovation entrepreneuriale avec des valeurs plutôt traditionnelles. Si elle était un Etat, cette région serait un miracle économique. Si l’on traçait des cartes, non pas politiques, mais économiques et culturelles, imaginez combien d’Etats et quelles frontières existeraient en Europe...

Voyez-vous d’un bon œil ces réagencements en cours à l’échelle européenne ?

Oui. Cela m’apparaît comme une dynamique positive, qui contient toutefois des risques. Les Etats-nation ont été, je le pense profondément, des facteurs d’oppression, de conflits armés, et ils sont maintenant devenus en partie impuissants car un nombre croissant de problèmes atteint une taille qui excède leur capacité de régulation. Il n’en reste pas moins que les Etats sont des éléments organisateurs des relations sociales et de la vie politique et institutionnelle qui ne pourraient pas disparaître sans conséquences graves. Une chose est de construire quelque chose de plus, une autre est de détruire sans les remplacer certaines structures de solidarité, de cohésion, d’ordre.

Ne pensez-vous pas que certains de ces mécanismes de cohésion sont en mis en place au niveau européen ?

Oui, bien sûr, mais ils sont mis en place en suivant un système de subsidiarité, de compétences complémentaires. De plus, la machine des institutions européennes confie un rôle fondamental au Conseil, donc à l’Etat national. Un Etat très pro-

européen, comme l'Italie, mais faible en tant qu'Etat, a du mal à être efficace en Europe. Dans la mesure où l'administration du gouvernement est aussi un instrument du fonctionnement des institutions européennes, si l'Etat s'affaiblit, alors l'Europe s'affaiblit aussi. Le développement des fédéralismes sub-nationaux, en affaiblissant le gouvernement central des Etats-nation peut aussi avoir des effets indirects sur la mécanique européenne. Si le *Bundesrat* est appelé à s'exprimer avant que le gouvernement allemand ne puisse prendre une décision au Conseil, le risque est que le mécanisme des procédures ne s'alourdisse au point d'entraîner la bonne marche des institutions européennes. Cela pose d'ailleurs la question du nombre d'échelons de gouvernement qui peuvent coexister dans un système fédéral sans qu'il y ait une perte d'efficacité trop grande.

Et en-deçà, ou au-delà, des institutions, qu'est-ce qui relie les Européens entre eux ?

Une histoire, une culture. L'Etat moderne, la séparation entre pouvoir politique et religion est une création de l'Europe et du christianisme ; la démocratie est née en Europe, elle est morte, elle a été ressuscitée ; la science moderne – j'improvise, je pense qu'il y a énormément d'éléments de culture anthropologique qui sont spécifiquement européens, mais je n'en connais pas assez long pour en parler.

Les guerres, les conflits ont été également des facteurs d'union. On ne fait pas la guerre contre quelqu'un qu'on ne connaît pas, on le fait toujours avec son voisin. Et en se faisant la guerre on se connaît beaucoup mieux.

Un phénomène propre aux Européens est aussi le fait qu'ils aient besoin de sortir de leur continent, de vivre ailleurs pour comprendre qu'ils sont européens. Un peu comme les Italiens. Je ne sais plus qui a dit : « je suis florentin en Toscane, toscan en Italie, italien en Europe, et Européen dans le monde. »

Les Français ont une définition de leur identité qui est plus positive, semble-t-il.

Les Français aiment beaucoup se complaire du fait d'être français. Les Italiens ne font presque jamais ça ; ils passent leur temps à dire du mal d'eux-mêmes. Ce sont deux pathologies polaires : si vous comptez le nombre de fois que les mots « France » ou « français » reviennent dans une demi-heure de journal télévisé français et que vous faites le même compte pour les mots « Italie » et « italien » à la télévision italienne, le rapport est peut-être de 10 à 1.

On dit aussi parfois des Européens qu'ils sont enclins à l'autocritique. Certains penseurs fondent même la notion d'identité européenne sur cette capacité de retour critique sur soi. Vous avez quant à vous écrit sur la mélancolie de l'Europe...

C'est une manière de donner ma lecture de la crise de l'Europe que j'ai exposée lors d'une conférence tenue à l'automne 2005, juste après le référendum français. Nous pouvons voir les choses de deux façons : nous pouvons dire que nous sommes mélancoliques parce que l'Europe ne fonctionne pas ; ou bien que l'Europe ne fonctionne pas parce que nous sommes mélancoliques... Je suis plutôt partisan de la deuxième interprétation.

La mélancolie est un sentiment mélangé. Le mélancolique n'est pas seulement triste, il est également furieux. Churchill était un mélancolique ; il était sujet à des dépressions, tout comme Hercule, lui aussi un mélancolique. La mélancolie est donc aussi un attribut du caractère héroïque. La statue de *Herkules* s'appuyant sur une massue est une posture typiquement mélancolique.

Quelle est la source de la bile noire européenne ?

Cela arrive comme une foudre, on ne sait jamais pourquoi. Personnellement je considère la mélancolie comme une défaillance éthique. Ou du moins, je considère que la voie de sortie de la crise mélancolique devrait être une voie d'engagement

éthique. C'est ainsi que l'on m'a éduqué : il faut combattre la mélancolie par l'engagement, la sortie de soi-même, ou bien l'intériorisation d'une mission.

N'est-ce pas justement l'une des incapacités de l'Europe à l'heure actuelle ? On y sent plus un *trieb* défensif qu'une impulsion de projection vers l'extérieur.

Oui, absolument. Et comment sortir de cet état pathologique s'il frappe toute une société ? Je suis personnellement convaincu que le *leadership* joue un rôle important. Une personnalité individuelle peut aider à changer le cours des choses. Regardez le phénomène Obama : il sera peut-être un mauvais président mais il a une capacité manifeste d'injecter de la confiance, de la volonté. Reagan avait quelque chose de semblable. De telles personnalités peuvent changer une foule, pour le bien ou pour le mal. Evidemment, il y a des éléments latents dans toute société, mais qui ne s'exprimeraient pas s'ils n'étaient portés par une personnalité hors du commun.

Y a-t-il des signes, dans l'Europe d'aujourd'hui, qui annoncent une échappée de cette sorte d'apathie collective?

La sortie de l'apathie, de la passivité, consisterait à croire que nous sommes capables d'accomplir l'unification européenne, que nous avons une mission, que nous ne voulons pas attendre les initiatives des autres parties du monde pour nous en plaindre. Mais si on se demande ce qui peut produire ce changement, la réponse est difficile. C'est souvent un petit fait qui peut déclencher la descente dans la mélancolie. C'est aussi un petit fait qui peut emmener vers la sortie de la crise de mélancolie.

Dans certains pays européens, on s'en remet aujourd'hui aux populistes, à ceux qui stigmatisent avec vigueur « l'étranger inquiétant ». Ailleurs, il se trouve des voix pour dire que c'est par un retour aux sources chrétiennes que peut s'opérer le redressement de l'Europe...

Mais il y a aussi une mélancolie dans le christianisme. Une personnalité comme Thérèse de Calcutta a complètement perdu le sens de la présence de Dieu dans sa vie. Une sainte qui a été béatifiée deux ans après sa mort a passé la plus grande partie de sa vie en ayant le sentiment désespéré que Dieu n'existait pas.

Que pensez-vous des définitions de l'identité européenne par son fondement chrétien ?

A beaucoup d'égards, il est vrai que l'Europe a été formée par le christianisme. Je dirais que l'Europe tient de la tradition gréco-romaine et de l'héritage, ou de l'expérience, chrétienne. Elles ont d'ailleurs beaucoup en commun : à certains égards l'une complète l'autre.

Quand on y pense de manière généalogique, c'est à peu près évident. Mais comme source vive ?

Joseph Weiler, un juriste israélien, a écrit un livre qui m'a beaucoup frappé sur les racines chrétiennes de l'Europe. Dans ce livre il explique pourquoi, à son avis, il faut absolument que les racines chrétiennes de l'Europe soient explicitement exprimées dans la Constitution européenne. En ce qui me concerne, je n'étais pas hostile à cette mention explicite mais je ne la considérais pas comme essentielle. Ce livre – qui contient une connaissance profonde des encycliques, du droit canonique, tout en faisant montre de toute la subtilité des interprètes de la Tora – donne des arguments extrêmement forts pour dire que l'identité européenne est une identité chrétienne.

Quant à savoir si le christianisme peut encore être un levier pour l'avenir, je l'espère mais je n'en suis pas sûr. Je pense néanmoins que le christianisme, et

le catholicisme en particulier, ont une vision plus souple que les autres monothéismes de la circulation entre orthodoxie et ouverture, entre religion et laïcité. La laïcité de l'Etat est bien un produit de la culture chrétienne. On pourrait donc penser qu'à une époque où la redécouverte d'une séparation respectueuse entre sphère religieuse et sphère politique, ou civile, est nécessaire, la source chrétienne est encore indispensable.

Une question sur l'actualité italienne : la gauche italienne est elle mélancolique ?

Je n'ai pas d'appartenance politique, mais j'ai accepté d'être ministre dans un gouvernement où la gauche radicale était présente. Tout ce que j'ai fait dans ma vie montre que je ne suis pas une expression de la gauche radicale – ni dans mes idées économiques, ni dans mon interprétation du XX^e siècle. En même temps, j'étais convaincu, lorsque j'ai accepté de rentrer dans le gouvernement Prodi, qu'il était très positif que cette gauche radicale italienne accepte pour la première fois une responsabilité gouvernementale. Sans ce refus de la responsabilité du pouvoir, le fascisme n'aurait probablement pas pu prendre les rênes en Italie.

Cette composante radicale de la gauche a toujours représenté un poids important, de l'ordre de 10% ou plus, dans le paysage politique italien. En politique, la soustraction d'un dixième de l'électorat signifie une altération profonde des possibilités de formation de gouvernement, ou d'orientation des programmes gouvernementaux. Je trouve regrettable que cette expérience se soit terminée trop tôt, d'autant plus que durant les deux années pendant lesquelles cette majorité a gouverné, la synthèse des différentes composantes de la coalition a plutôt bien réussi.

Comment décririez-vous cette synthèse, en quelques mots ?

J'ai mené une politique économique d'assainissement budgétaire (imposé par le fait que la droite avait cassé l'équilibre des comptes) tout en faisant plus de social. Le gouvernement Prodi a également fait une synthèse dans la politique étrangère : il s'est retiré d'Irak, mais il s'est engagé dans une mission de paix au Liban. De

même pour la politique de l'immigration : il y a eu tout un débat pour déterminer si les droits fondamentaux doivent être reconnus aux immigrés clandestins, parce qu'il existe de véritables formes d'esclavage des clandestins en Italie. La gauche de la gauche exigeait une reconnaissance des droits fondamentaux des clandestins et la « droite de la gauche », qui était aussi dans le gouvernement, était pour des mesures plus restrictives. Prodi a trouvé des formules qui ont concilié les deux choses. Cela a une valeur. D'ailleurs, dans la politique, c'est la synthèse qu'il faut faire. Le système est binaire parce qu'il y a une majorité et une opposition et qu'il faut la majorité pour gouverner – mais aucune majorité n'est jamais homogène, dans aucun pays. Et il ne faut pas qu'elle le soit. J'ai donc beaucoup regretté que cette coalition ait échoué.

Vous avez participé à la mise en place d'une politique de lutte contre l'évasion fiscale. Les petits entrepreneurs italiens se sont-ils sentis visés par cette politique ?

Tout comme la question de l'équilibre budgétaire, l'évasion fiscale fait partie des thèmes sur lesquels il est devenu impossible d'ignorer certaines vérités. J'ai dit que l'évasion fiscale était un péché contre le septième commandement et j'ai expliqué que, depuis trop longtemps, on avait imposé à certains Italiens une charge fiscale lourde pour compenser l'évasion des autres.

Il y a une tendance à criminaliser certaines catégories d'acteurs économiques chez lesquelles l'évasion fiscale est plus répandue parce qu'elle est plus facile : les professions libérales, les petits entrepreneurs, ceux qui n'ont que deux ou trois employés, etc. Pour ma part j'ai beaucoup insisté sur le fait que dans cette catégorie il y a à peu près 50% de gens qui évadent lourdement, mais que par conséquent, il y a une autre moitié qui paye. Lorsqu'une entreprise fait un contrat de travail à un salarié, elle ne peut pas évader. On ne peut pas dire que le propriétaire de cette entreprise soit un homme foncièrement plus honnête, mais il est obligé de se comporter comme tel. Pour moi les mérites de l'honnête fiscal concernent précisément ceux des citoyens qui appartiennent aux catégories professionnelles où l'évasion est plus facile et qui n'évadent pas.

Quel regard portez-vous sur le dynamisme des petits entrepreneurs italiens ? Peut-on parler d'un essoufflement de cette catégorie d'acteurs économiques en Italie ?

La réponse courte est oui. L'économie italienne a eu un taux de croissance au-dessus de la moyenne de l'Union européenne jusque dans les années 1990, puis a débuté un net affaiblissement. Le facteur clé est globalement que la productivité a cessé de s'accroître à un taux comparable à celui de la moyenne européenne, notamment à cause d'un manque d'innovation. Ceci étant dit, l'affaiblissement économique italien, qui est un phénomène de la dernière décennie, n'empêche pas que le secteur des petites et moyennes entreprises reste en Italie beaucoup plus fort que dans bien d'autres pays européens.

Certains de ces entrepreneurs retrouvent une marge de progression en s'installant dans un pays comme la Roumanie, où le coût de la main d'œuvre est faible...

Si ce que vous dites suggère qu'ils sont des spécialistes de la main d'œuvre à bas coût – qu'ils sont capables de trouver là où elle existe encore, c'est-à-dire hors des frontières de l'Italie – plutôt que des spécialistes de l'innovation technologique, c'est peut-être vrai.

Mais il faut faire attention aux conclusions rapides. Très souvent on ne fait de l'*outsourcing* que pour certaines composantes de la production. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus d'innovation dans le pays d'origine. Connaissez-vous les chaussures *Geox*? J'ai visité cette entreprise, j'ai vu ce qui est fait à Trévise, ce qui est fait en Roumanie. Il s'agit d'une entreprise qui génère une innovation technologique importante.

Et même s'il n'y avait pas cette partie plus sophistiquée, un entrepreneur qui est capable de faire des bons profits est toujours un bon entrepreneur, s'il ne triche pas... Je ne crois pas au mythe selon lequel un bon entrepreneur est nécessairement celui qui se trouve dans le secteur de pointe. Être un bon entrepreneur dans un secteur traditionnel est plus difficile que dans un secteur nouveau.

Pensez-vous que le modèle du district industriel du Nord-Est de l'Italie soit lui aussi à ranger dans la catégorie des mythes ?

Je ne pense pas que ce modèle du district industriel soit périmé. Je ne pense pas que le choix de délocaliser dans un pays à bas salaire comme la Roumanie soit le signe d'une moins forte capacité à se placer dans un secteur donné. En Italie, nous avons longtemps admiré la capacité de l'Allemagne de faire cela : l'Italie a été la Roumanie de l'Allemagne dans les années 1950 et 1960. Que les entrepreneurs italiens aient repris cette technique aux Allemands est déjà un signe de sophistication industrielle non négligeable...

Entre l'Italie et la Roumanie, il y a en outre le phénomène absolument extraordinaire de la langue. Les légions romaines ont séjourné là-bas pendant 150 ans seulement ; et elles n'étaient probablement pas constituées de gens qui parlaient le meilleur latin. Et malgré tout, ce pays qui a été balayé par toutes sortes d'invasions dans les dix-huit siècles suivants a gardé la langue latine ! Je peux parler avec un Roumain : il parle sa langue, je parle la mienne et nous nous comprenons. Pour moi c'est une espèce de miracle. Si les entrepreneurs du Veneto s'installent aujourd'hui en Roumanie, c'est sans doute aussi parce qu'il y a cette familiarité.

Une dernière question : retournez-vous parfois à Trieste ? Vous reconnaissez-vous dans cette ville ?

J'y retourne peu, mais régulièrement. La Trieste des années 1950 était une ville prisonnière entre les frontières : il y avait la mer, et un tout petit passage vers l'Italie. Récemment, quand j'ai été à Ljubljana pour un Conseil ECOFIN informel, cela a été pour moi un choc d'être là-bas en une heure. Trieste est redevenue une ville centrale. Mais elle a perdu beaucoup de l'élan qu'elle avait au XIX^e siècle, sous l'impulsion que lui avait donnée Marie-Thérèse, au temps du port, de la naissance des grandes compagnies d'assurances, des grands écrivains, du mouvement patriotique italien.

Mes professeurs du lycée avaient l'esprit de cette atmosphère. Tout cela n'existe presque plus. Les grandes compagnies d'assurances sont toujours là, mais la bourgeoisie triestine avait déjà perdu de son élan quand j'étais lycéen. Il n'en reste pas moins que je ne serais pas la personne que je suis sans ces années de formation à Trieste...

Rencontre avec Lucian Boia

Entretien conduit à son domicile de Bucarest, dans un quartier d'immeubles de l'époque socialiste



Lucian Boia est né en 1944 à Bucarest. Il obtient son doctorat d'histoire en 1972 à l'université de Bucarest, institution au sein de laquelle il fait toute sa carrière universitaire (d'abord comme assistant, puis comme lecteur, et aujourd'hui comme Professeur).

En travaillant sur l'histoire des mentalités, les mythes (scientifiques, historiques, politiques) et l'imaginaire, Boia a initié un courant historiographique nouveau en Roumanie. Ses travaux lui ont acquis une reconnaissance internationale, mais ils lui ont aussi valu de vifs reproches dans son propre pays (il a été accusé d'avoir concouru à la déconstruction du récit national roumain). Il dirige aujourd'hui le Centre d'histoire de l'imaginaire, qu'il a fondé à l'université de Bucarest.

Plusieurs ouvrages de Lucian Boia sont traduits en français : *La Roumanie, un pays à la frontière de l'Europe* (Belles Lettres, 2003) ; *Le Mythe de la démocratie* (2002) ; *La Mythologie scientifique du communisme* (2000) ; *Pour une histoire de l'imaginaire* (Belles Lettres, 1998).

Photo : Malmö 2008 © Pieter Ten Hoopen/Agence VU'

Qu'est-ce que l'identité européenne?

Si l'on m'avait posé cette question il y a une centaine d'années, je pense que la réponse aurait été évidente. Elle était triple. L'Europe était le continent de l'homme blanc. L'Europe était un continent chrétien. L'Europe était fondée sur un héritage gréco-romain. Or ce qui était évident vers 1900 ne l'est plus du tout !

On peut donc interpréter le projet européen comme résultant d'une histoire commune, mais on peut aussi l'interpréter d'une manière indépendante de l'histoire. C'est-à-dire que nous nous rassemblons parce que nous avons des projets pour l'Europe d'aujourd'hui et de demain.

Qu'est ce qui lie les Européens d'aujourd'hui ?

C'est tout le problème : on le sait de moins en moins ! S'il n'y a plus la race blanche et plus le christianisme, qu'est ce qui reste ? C'est pour cela que l'on insiste de plus en plus sur le projet actuel et de moins en moins sur l'histoire.

On aurait pu choisir de résumer l'Europe à sa partie occidentale, comme c'était le cas dans la première phase du projet européen. Le territoire des six premiers pays – la France, l'Allemagne, l'Italie, le Bénélux – correspond *grosso modo* à l'Empire de Charlemagne. Cela avait un sens historique fort, même si ce n'était peut-être qu'une coïncidence.

On aurait pu s'arrêter là, mais on continue d'élargir et on continuera sans doute encore. À la Turquie on dit qu'elle n'est pas l'Europe, mais elle pourrait bien faire partie de l'Union européenne – qui n'est pas l'Europe au sens géographique et au sens complet du mot. On peut aussi choisir de faire l'Union européenne avec la Russie...

Mais au-delà du processus d'élargissement, en quoi consiste-t-il, ce projet européen ?

Cela il faut le demander à Bruxelles ! Mais j'ai comme l'impression que même à Bruxelles ils ne le savent pas très bien. Il y a bien sûr les principes que l'on connaît : la démocratie, l'économie de marché, etc. La vérité, c'est que les pays européens ne sont plus des grandes puissances. C'est peut-être la faute de l'Occident, qui a précipité sa propre chute avec les deux guerres mondiales. Et au-delà des guerres, c'est tout simplement une évolution du monde.

L'avenir appartient visiblement aux grands ensembles politiques et économiques – les Etats-Unis, la Chine, la Russie. L'union est une nécessité pour les pays européens. Pensez-vous que l'on se serait lancé dans l'aventure si la Grande-Bretagne ou la France continuaient d'être de grands empires ? On parle de racines historiques communes, mais le fait est que sans l'Union européenne, l'Europe est condamnée à passer au deuxième plan de l'avenir du monde. L'union est une décision pragmatique.

En tant que Roumain, n'avez-vous aucun état d'âme à dire que l'on aurait pu choisir de « résumer l'Europe à sa partie occidentale » ?

Je crois profondément que la civilisation, le modèle européen, c'est en fait le modèle *occidental*. C'est l'Occident qui a fait la science moderne, la technologie moderne, le système politique moderne. Ce n'est pas la Russie, ce n'est pas la Roumanie, ce n'est pas la Bulgarie ou l'Albanie. Et l'Occident s'est prolongé au-delà de l'océan. En termes de culture et de civilisation, l'Europe occidentale est plus proche des Etats-Unis que de la Russie, par exemple. Les continents sont des découpages géographiques, ils ne recouvrent pas des espaces de civilisation.

D'ailleurs qu'est ce qu'un continent ? Existe-t-il une Asie ? Quel rapport entre le Japon, l'Inde et la Sibérie ? Aucun rapport – ni humain, ni historique. Et si l'on regardait la terre de loin, l'Europe pourrait être vue comme un prolongement de l'Asie, une péninsule tout juste un peu plus grande que l'Inde. C'est tout.

Il y a quand même davantage de points communs entre les peuples européens qu'entre l'Inde et la Sibérie...

L'Europe est certes plus cohérente et intégrée que d'autres continents. Mais on ne doit pas exagérer l'unité de la civilisation européenne. Il y a, historiquement, une Europe occidentale et une Europe orientale. Et entre les deux, il y a une Europe centrale à la géographie assez mal déterminée, à géométrie variable, qui tient à la fois de l'Ouest et de l'Est. La Tchéquie, par exemple, fait partie d'une Europe centrale très proche de l'Occident.

Comme de nombreuses nations d'autres parties du monde, les pays d'Europe orientale sont passés par une étape d'acculturation au modèle occidental. Ce fut le cas de la Russie, vers 1700, sous le règne de Pierre le Grand, et des pays roumains au XIX^e siècle. Ces régions ont, bien entendu, participé à l'essor de la civilisation moderne, mais plutôt comme des annexes de l'Occident.

Donc c'est gentil de parler de l'Europe en voulant y inclure les Roumains et les autres, mais la vérité est que le monde moderne a été l'invention de l'Occident. Pour le meilleur et pour le pire... Pour le génocide et l'impérialisme aussi.

L'Occident européen est lui-même traversé de divisions...

Bien sûr. Il y a une Europe du Nord-Ouest et une Europe du Sud-Ouest, une coupure qui existait déjà au temps de l'Empire romain, et qui a pris de nouvelles dimensions avec la réforme religieuse du XVI^e siècle, lorsque le Nord est devenu protestant alors que le Sud restait catholique.

Mais la principale ligne de démarcation n'en reste pas moins celle qui sépare l'Europe occidentale de l'Europe orientale. Il y a une Europe catholique et protestante d'un côté et une Europe à prédominance orthodoxe de l'autre. Regardez la manière dont la Yougoslavie a éclaté... Si ce n'est par la religion, les Serbes, les Bosniaques et les Croates sont très proches. Ils ont partagé à un certain moment un même idéal national. Mais entre les peuples de la fédération yougoslave passait cette ligne qui sépare l'Europe occidentale de l'Europe orientale.

Et quand je dis « catholique », « protestant » et « orthodoxe », je me réfère moins aux différences de dogme religieux, qui sont minimes, qu'aux systèmes culturels.

Est-ce une manière de dire que c'est l'Eglise orthodoxe qui a fait l'Europe orientale ?

Ou c'est peut être l'Europe orientale qui a fait l'Eglise orthodoxe... Ce que je veux dire, c'est que les Eglises ne font que refléter les fonds culturels qui appartiennent à certaines communautés. Les facteurs de la différenciation entre l'Est et l'Ouest sont très nombreux mais le fait essentiel tient, selon moi, à ce que l'Empire romain d'Orient a continué son existence dans ce qu'on a appelé l'Empire byzantin, alors que l'Empire romain d'Occident s'est effondré à la fin de l'Antiquité. Cet effondrement a été suivi d'une longue phase d'anarchie, qui s'est avérée très fructueuse pour le développement historique ultérieur de l'Europe occidentale.

Il s'est alors produit une synthèse entre la civilisation romaine, la civilisation méditerranéenne et la culture des tribus barbares qui a donné un système très complexe et dynamique, y compris sur le plan économique. On dit du féodalisme que c'était un régime oppressif – ce qui est évident si on le compare avec la démocratie moderne – mais c'était aussi un système contractuel au sein duquel chaque catégorie avait des droits et des obligations. C'était un système qui contenait déjà les prémisses, lointaines, à peine visibles, des libertés modernes.

Cette époque d'anarchie a permis la manifestation d'une certaine liberté individuelle, parce que l'Etat n'existait plus – ou qu'il était en tout cas devenu moins contraignant que dans l'Empire byzantin, sans parler de la Chine ou du monde islamique.

L'Empire byzantin a lui-même disparu depuis bien longtemps. Pensez-vous vraiment que cette division « originaire » de l'Europe puisse trouver un prolongement à la période actuelle ?

Lorsque l'Empire byzantin a disparu, c'est l'Empire russe qui a pris le relais. La relation entre le pouvoir russe et l'Eglise orthodoxe est une tradition qui a

perduré très fortement. L'attitude de l'Eglise orthodoxe russe pendant la période communiste a été très différente, par exemple, de celle de l'Eglise catholique de Pologne.

Du point de vue religieux, il y a une critique orthodoxe à l'adresse des Eglises occidentales, qui seraient trop préoccupées des choses de ce monde. Mais en se concentrant sur le côté spirituel des choses, l'Eglise orthodoxe a tourné le dos au monde réel et s'est soumise sans état d'âme au politique. Et même avec un régime aussi agressivement athée que le communisme – parce qu'au moins l'Empereur byzantin et le Tsar russe étaient des chrétiens convaincus – l'Eglise orthodoxe a trouvé un *modus vivendi*. C'est toute une tradition...

À l'Ouest, l'Eglise a joué un rôle beaucoup plus important dans la vie de la Cité, même après que les institutions étatiques se sont reconstituées. Lors des célèbres conflits entre les Papes et les Empereurs, au XI^e siècle, les deux parlaient d'une voix aussi forte. Cela a donné deux voix au lieu d'une, un lointain début de pluralisme.

Pour l'historien que vous êtes, tout serait donc joué depuis bien longtemps...

Pas depuis toujours : dans l'Antiquité, dans l'Europe de la civilisation classique, la partie la plus dynamique économiquement, la plus développée du point de vue de sa civilisation, n'était pas l'Occident, mais l'Orient. C'était la Grèce, la Syrie, l'Egypte. L'Europe du Nord, celle des tribus germaniques, n'était pas si rayonnante. Les choses ont pris un autre chemin au Moyen-âge.

Le développement de l'Ouest est d'ailleurs un peu surprenant pour qui regarde l'état des civilisations vers l'an 1000. L'Empire byzantin était alors en déclin, mais faisait quand même meilleure figure que l'Occident. Or, pour beaucoup des raisons, c'est le moment même de l'essor économique et technologique de l'Ouest, qui a commencé à se faire sentir au XI^e puis, d'une manière plus frappante encore, aux XII^e et XIII^e siècles.

L'Europe orientale est quant à elle restée en arrière. Elle a connu une histoire très mouvementée, les invasions s'y sont poursuivies à une époque où l'Ouest était devenu une zone plus ou moins stable. Regardez la Russie qui a eu un début prometteur autour l'an 1000 – avec les États de Kiev – avant de succomber aux invasions mongoles. Les principautés russes sont restées plusieurs siècles sous cette dépendance. Et, de l'autre côté, les conquêtes ottomanes se sont étendues jusque dans le centre de l'Europe.

Donc, pour de nombreuses raisons, qui tiennent aussi à la géographie, l'Occident a longtemps été une zone privilégiée. Si cela va durer, c'est une autre question...

Roumanie. Un pays à la frontière de l'Europe : qu'avez-vous cherché à démontrer dans ce livre ?

Le titre de mon livre a été traduit de manière approximative en français. Le titre anglais était *Romania : Borderland of Europe*, c'est-à-dire la Roumanie comme « pays de frontière », et non comme « pays à la frontière de l'Europe ». Cela fait référence à un trait selon moi spécifique à l'espace roumain, à savoir que celui-ci est depuis toujours *en condition de frontière*.

À l'Antiquité, les Daces se trouvaient en dehors de l'espace romain et donc de la civilisation classique. Au Moyen Âge, c'était la même situation par rapport à l'espace byzantin. Au début de l'époque moderne, les pays roumains – la Moldavie et la Valachie – se sont trouvés à la confluence de l'Empire russe, de l'Empire des Habsbourg et de l'Empire ottoman. Et aujourd'hui la Roumanie est devenue la frontière de l'Union européenne ! De manière provisoire, sans doute, mais les choses provisoires durent parfois plus longtemps que prévu...

Comment cette « condition de frontière » a-t-elle modelé l'esprit roumain ?

Il en découle deux types d'attitudes d'après moi complémentaires et contradictoires, une double tendance à l'isolement et à l'ouverture. L'isolement renvoie à un certain type de nationalisme, d'autochtonisme, roumain. Mais c'est d'autre

part un pays très ouvert, et pour cause : la Roumanie a été un boulevard pour les migrations, un lieu de rencontre des influences slaves, grecques, turques, autrichiennes et allemandes.

Fort heureusement, en ce moment comme au XIX^e siècle, c'est l'ouverture vers l'Ouest qui semble l'emporter. Cela fait suite à une longue phase d'enfermement et de nationalisme, qui fut le fruit de la politique personnelle de Ceaușescu, mais qui renvoie aussi à une tentation permanente dans le pays. Quand le Roumain est nationaliste il l'est pour de bon. Quand il est occidentaliste, il l'est aussi pour de bon.

Comment s'est forgé « l'occidentalisme » roumain ?

La première ouverture vers l'Occident a eu lieu au XIX^e siècle, lorsque les tenants du mouvement national roumain se sont mis à regarder vers l'Ouest, vers la France. Ces gens ont voulu marquer les différences par rapport aux nations slaves, et faire considérer les principautés roumaines comme une île latine dans une mer slave.

Si vous regardez des portraits du XIX^e siècle, vous verrez que l'élite roumaine s'habillait encore à la turque vers 1800, et même plus tard pour les plus âgés. Ce sont les femmes qui y ont renoncé en premier. Donc les Roumains s'habillaient à la turque, parlaient grec et écrivaient avec des caractères cyrilliques – comme les Bulgares, les Russes et les Serbes. Puis en l'espace d'une ou deux générations, ils ont laissé l'habit oriental pour adopter le modèle parisien, ils ont renoncé au grec comme langue de communication pour apprendre le français, et ils ont commencé à écrire avec des caractères latins. La Roumanie est la seule nation orthodoxe qui utilise l'alphabet latin.

Cette ouverture vers l'Occident doublée d'un éloignement, non pas géographique, car ce n'est pas possible, mais spirituel, historique et culturel à l'envers des peuples slaves est un tournant dans l'histoire roumaine. C'est à cette période charnière qu'a pris naissance l'extraordinaire francophilie et francophonie roumaine.

Comment jugez-vous, rétrospectivement, ce volontarisme des nationalistes roumains ?

Pour un pays qui n'existait pas il y a un siècle et demi, la construction nationale roumaine est plutôt une réussite. La Grande Roumanie a été constituée après la Première Guerre par l'adjonction de la Transylvanie, de la Bucovine et de la Bessarabie au cœur initial de la Valachie et de la Moldavie. Ces régions – qui étaient liées par une majorité roumaine, mais avec des minorités importantes partout – ont eu des évolutions historiques différentes : la Transylvanie a participé à l'histoire de l'Europe centrale, alors que la Moldavie et la Valachie ont participé à celle de l'Europe orientale.

Mais ces lignes de démarcation entre les régions ne sont plus très sensibles aujourd'hui. Le contre-exemple de l'ex-Yougoslavie montre bien que les Roumains ont fini par créer une véritable nation. Les minorités qui avaient continué de jouer un rôle économique et social significatif pendant l'entre-deux-guerres, les Allemands, les Juifs, ont quasiment disparu. La Roumanie est devenue beaucoup plus « roumaine » qu'elle ne l'était après la création de la Grande Roumanie.

Quid de la « question hongroise » en Transylvanie ?

Récemment, en votant contre l'indépendance de Kosovo, les dirigeants roumains ont implicitement démontré qu'ils craignent une évolution vers l'autonomie des deux départements hongrois¹ – question interne dont on nie habituellement l'existence. Le gouvernement roumain a ainsi pris position contre l'indépendance du Kosovo pour des raisons non avouées, tout en invoquant des principes généraux. Et de l'autre côté, les dirigeants du Parti hongrois – seul parti à avoir ouvertement soutenu l'indépendance kosovare – se sont eux aussi justifiés au nom de grands principes. Mais le scénario d'une sécession hongroise est très improbable, les Hongrois demandent tout au plus une autonomie culturelle dans les deux départements où ils sont majoritaires.

¹ Deux des 41 départements roumains – Harghita et Covasna – sont peuplés majoritairement par des Hongrois. Ces deux départements sont situés en Transylvanie.

En fait, les différences régionales qui perdurent en Roumanie sont plutôt d'ordre socio-économique. La Moldavie reste la région la plus pauvre du pays. Les régions les plus dynamiques, après Bucarest, sont celles de l'Ouest : Timișoara, Oradea, Cluj. Mais les choses évoluent vite, je suis plutôt optimiste. Je suis d'ailleurs plus optimiste pour la Roumanie que pour l'Occident. Car l'Occident a déjà atteint un certain niveau, que la mondialisation rend difficile à tenir. Mais les Roumains, qui ont connu un abîme, n'ont pas d'autre option que de remonter la pente.

Aux yeux des Roumains, est-ce le communisme qui avait creusé cet abîme ?

La mémoire du communisme est très contrastée. La condamnation du communisme par le président Băsescu, il y a un an et demi, a constitué un exercice formel sans véritable effet dans l'ordre pratique des choses. Les crimes du communisme n'ont pas été punis et ne seront sans doute jamais punis. Les anciens officiers de la *Securitate* ont des pensions immenses par rapport à celles des anciens détenus politiques. Une bonne partie de la classe politique et de l'élite économique tirent leurs origines de la période communiste.

La Roumanie d'aujourd'hui dérive de la Roumanie communiste, même si elle a, bien sûr, d'autres projets. Certains Roumains disent qu'ils vivaient mieux du temps du communisme. Les dernières années du régime de Ceaușescu ont été un désastre, les magasins étaient désespérément vides. Mais si l'on oublie cette dernière période, certaines catégories sociales peuvent à juste titre considérer qu'elles étaient mieux protégées au temps du communisme. Tout cela donne une mémoire complexe et contradictoire.

Pouvez-vous nous expliquer ce qu'a été le « communisme national » ?

Le communisme national a été une dérive paradoxale, mais en quelque sorte logique de l'idéologie communiste. Le communisme a commencé contre l'idéologie nationale : « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous !* » Mais le fait est que je ne connais pas de totalitarisme internationaliste. Toute organisation de

ce type glisse vers l'isolement. En dépit des discours officiels, les rapports entre les populations du bloc communiste étaient plus faibles qu'entre celles des pays occidentaux. Chaque membre de la communauté communiste était prisonnier de son espace national.

Les problèmes économiques n'ont fait qu'aggraver l'isolement. Nous sommes arrivés très loin des idéaux promis par le communisme : le monde prospère, égalitaire, s'éloignait chaque jour un peu plus. Que peut-on offrir dans une telle situation de lassitude, de manque de confiance et d'espoir ? Le registre le plus utilisé dans ces situations est le discours nationaliste, qui insiste sur la cohésion de la nation, sur son histoire glorieuse. Car si le présent n'est pas si glorieux, le passé peut toujours l'être, et l'avenir aussi : « *Nous passons par une parenthèse difficile, mais l'histoire glorieuse ne peut continuer que par un avenir glorieux.* »

Ce type de discours a aussi toujours tendance à chercher un bouc émissaire, un ennemi de l'intérieur – bien que cela a été de moins en moins le cas en Roumanie. La période la plus répressive n'a pas été celle de Ceaușescu, mais plutôt celle des années 1950. A l'époque de Ceaușescu, les Roumains étaient déjà résignés, jusqu'au moment où tout a explosé.

Vous affirmez que « la modernité » vient de l'Ouest : ne pensez-vous pas que la Chute du Mur de Berlin a pu ouvrir la voie à des synthèses inédites, ici, à l'Est ?

En ce qui concerne le modèle actuel de société, je pense que pour l'essentiel, tout continue de venir de l'Ouest. Je ne puis trouver un seul élément dont je dirais qu'il est roumain ou balkanique. Bien sûr, chaque pays vient avec un certain mode de vie, une certaine cuisine, un certain paysage. Bien sûr cela enrichit l'Europe. Chaque pays apporte en outre des choses qui peuvent être essentielles en termes de géopolitique : la Roumanie, par exemple, a une position importante, le Danube, un accès à la mer Noire.

Pour le reste, je suis convaincu que le modèle qui doit être suivi est celui de l'Europe occidentale. Peut-être suis-je injuste, mais si l'on regarde des choses

aussi essentielles que la culture économique et politique, je ne vois pas ce qui pourrait venir de l'Est. Nous essayons simplement de pratiquer le plus correctement possible le modèle occidental. Regardez la Grèce, qui n'a pas connu le communisme et est entrée depuis un certain temps dans l'Union européenne : on voit très bien que la Grèce n'est pas l'Occident ! C'est un pays très orthodoxe, qui ne reconnaît pas les minorités et qui a, du point de vue économique, peu de rigueur.

Je n'idéalise pas, je n'ai aucun sentiment de fascination envers l'Occident. Mais je constate que c'est le seul système qui a relativement bien marché jusqu'ici. Le modèle occidental est un modèle complet, cohérent, et fonctionnel. On peut le critiquer à juste titre, mais je ne vois pas ce qui pourrait le remplacer. Et je ne crois pas à une hybridation, un mélange entre l'Est et l'Ouest. On doit quand même construire une Europe cohérente.

Quelles qualités attachez-vous exactement à ces termes – « l'Est » et « l'Ouest » ?

Il y a à l'Est un certain manque de rigueur et un déficit d'organisation contrastant avec l'éthique du travail et le sens de l'organisation propres à l'Occident. L'Occident manifeste aussi plus de respect de l'Autre, bien que cette attitude soit plus récente et comporte encore des exceptions. Le respect de la diversité est une valeur essentiellement occidentale. La démocratie, dans son ensemble, y est plus solidement implantée... Sur tous ces sujets, l'Est a encore à apprendre...

Certaines villes d'Europe centrale ont pourtant été des lieux de cohabitation entre cultures et confessions différentes.

Le tableau est très contrasté. Il y a effectivement eu, dans la partie centrale et orientale de l'Europe, un mélange de population que l'Ouest n'a pas connu. Cela est précisément dû à l'histoire agitée de ces régions, aux invasions, aux politiques d'Empire. Toute l'Europe de l'Est et l'Europe centrale a été partagée, vers 1700-1800, entre les grands empires. Ces empires ont déplacé des populations, ils ont colonisé.

Les contrastes économiques ont par ailleurs poussé certaines catégories à émigrer pour s'établir ailleurs. Cela a été le cas des commerçants, par exemple, car les populations des régions colonisées étaient plutôt rurales. C'est comme cela que les Grecs, les Juifs ou les Arméniens se sont établis un peu partout. Il y a aussi eu une grande colonisation allemande, qui a commencé au Moyen Âge. Les Allemands sont allés en Transylvanie, dans les pays baltes, dans la région de la Volga, en Russie, d'où Staline les a d'ailleurs fait déporter vers l'Asie centrale.

Tout cela a donné un mélange qui a voulu dire deux choses : une cohabitation qui s'est avérée enrichissante dans certains cas, mais aussi des conflits entre ethnies – surtout quand la diversité ethnique allait de pair avec des différences de catégorie sociale. Ce fut le cas en Transylvanie, où l'aristocratie était hongroise, la bourgeoisie allemande et la paysannerie roumaine.

Pensez aux massacres en Bosnie, au sort des juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale, ou à ce qu'il est advenu des Allemands après la guerre. On ne peut pas dire que le solde de cette diversité centre-européenne soit très positif ! Le nationalisme qui s'est développé souterrainement s'est nourri de l'inégalité entre les différentes ethnies. Je ne dirais donc pas que l'Est apporte à l'Europe un modèle de tolérance et de diversité culturelle. Je crains plutôt qu'il ne lui apporte un surplus de nationalisme...

Le nationalisme roumain est-il aujourd'hui en expansion ?

Je crois que non. Il y avait encore un nationalisme agressif il y a quinze ans. Je suis bien placé pour l'apprécier, car on m'a accusé avec violence de vouloir détruire la nation roumaine lorsque j'ai publié un livre sur les mythes nationaux. Et il y a eu le fameux scandale des manuels scolaires, lorsque l'on a remplacé les anciens manuels du temps du communisme par des manuels inspirés de l'École française des Annales, qui présentent l'histoire en termes de civilisation, de structures économiques et institutionnelles. La plupart des gens ont critiqué ce renoncement à notre histoire glorieuse et aux grandes figures du passé.

A l'époque où la Roumanie se préparait à entrer dans l'OTAN, il y a eu l'affaire du bombardement de la Serbie... et l'OTAN s'est écroulée dans les sondages. La plupart des Roumains ont été pour la Serbie et contre l'Occident à l'époque. Pour des raisons liées à l'orthodoxie, à l'identité nationale. Ce sont des temps à la fois très proches et très éloignés...

Il y a toujours chez nous des nationalistes qui préfèrent le camp orthodoxe, nos voisins balkaniques, au monde occidental. Mais il est évident que l'influence occidentale se renforce beaucoup récemment – y compris dans certaines catégories de la population qui sont normalement tentées par le discours nationaliste. Des paysans, des habitants des petites villes, font maintenant la connaissance de l'Occident. Il y a déjà trois millions de Roumains qui travaillent en Italie, en Espagne, un peu partout en Europe. Le risque est que cela nourrisse des frustrations, mais je crois que globalement, ça joue plutôt dans le sens d'un rapprochement.

Les changements sont-ils perceptibles dans la vie quotidienne en Roumanie, dans votre quartier, par exemple ?

Ce qui a changé, c'est le paysage humain. Le rythme des achats offre un contraste extraordinaire avec la pénurie d'avant. Les Roumains sont ravis de trouver des choses dans les magasins, il y a partout des magasins, trop peut être... Et la circulation automobile est devenue folle... Au temps du communisme les rues étaient vides. Maintenant, c'est une folie !

Le problème c'est que tout le monde ne peut pas se permettre d'acheter. Une classe moyenne roumaine a pris corps, mais la moitié de la population est pauvre. Certaines catégories vivent même dans une situation très précaire – les retraités, certaines catégories d'ouvriers, les petits paysans qui continuent de produire avec des moyens rudimentaires.

La société roumaine est très éclatée. Et je ne parle même pas du cas particulier des Tsiganes, qui sont un monde à part dans cette mosaïque. Regardez Bucarest et regardez le village roumain : certaines couches de la société roumaine sont

très bien intégrées dans la civilisation de type occidental, d'autres se trouvent à un siècle ou deux de distance. Le village roumain est d'ailleurs devenu un drôle d'hybride, un mélange entre une modernité qui ne réussit pas et une tradition dont il reste plus grand-chose...

Comment l'arrivée des étrangers – investisseurs, « développeurs » ou entrepreneurs – est-elle perçue par les Roumains ?

Ce n'est pas la première fois que cela se produit. J'ai moi-même des origines italiennes. Mes ancêtres étaient des ingénieurs, des constructeurs, des entrepreneurs. Ils n'étaient pas des pauvres, cela est évident, mais je pense quand même qu'ils espéraient trouver une situation meilleure en émigrant. Mon arrière-grand-père maternel et son père sont venus en Roumanie pour construire des routes – une vieille tradition romaine...

Leur nom de famille était *Morandini*, ils sont venus du Nord de l'Italie, du Tyrol qui, à l'époque, appartenait à l'Autriche. Ils se sont établis à Câmpulung, une ville au pied des montagnes des Carpates et ont construit la route qui mène de Câmpulung vers Bran, vers la Transylvanie.

J'ai hérité d'un registre où étaient notés les noms et les salaires des ouvriers. C'est très intéressant : tous ces ouvriers étaient italiens ! Certains se sont fixés à Câmpulung et se sont mariés à des femmes roumaines. Tous ces gens se sont assimilés. Quand on va au cimetière de Belu, le plus grand de Bucarest, on voit, dans le cimetière catholique, des noms italiens, français, allemands ou hongrois pour le XIX^e et le début du XX^e siècle. Et plus on avance dans le temps plus les noms se roumanisent. Mon grand-père, par exemple, s'est marié avec une Italienne dont la famille est arrivée en Roumanie un peu plus tard que la sienne. Ils ont eu deux filles, ma mère et ma tante, qui se sont toutes deux mariées avec des Roumains. C'est pour cela que je ne porte pas un patronyme italien. Mais je suis catholique, comme ma mère.

Savez-vous pourquoi vos ancêtres italiens sont venus en Roumanie ?

À la fin du XIX^e siècle, la Roumanie était une société qui sortait tout juste de l'espace oriental. Le pays avait besoin de tout, d'ingénieurs, de docteurs, de professeurs... Il n'y avait pas d'universités : les premiers membres de l'élite intellectuelle et politique roumaine avaient étudié à l'étranger, en Allemagne, en Autriche, et surtout en France. Les premières universités roumaines ont été créées en 1860 pour celle de Iași et en 1864 pour celle de Bucarest. Le rôle des étrangers – Italiens, Allemands, Français – a donc été essentiel dans la modernisation des Principautés roumaines puis de la Roumanie². Mais les Italiens on les retrouve partout, n'est-ce pas ?

² Le terme de « Roumanie » est utilisé dans les documents officiels en 1862 pour désigner l'entité née de l'union entre la Valachie et la Moldavie – union réalisée par le A.I. Cuza. Avant cette date, les deux territoires étaient désignés par le terme de « Principautés roumaines ».

Rencontre avec Eavan Boland

Entretien commencé au pub Neary's et conclu autour d'un *afternoon tea* au Westin Hotel de Dublin



Née à Dublin en 1944, Eavan Boland est une figure majeure de la littérature irlandaise contemporaine. Son cheminement poétique reflète les profonds changements politiques et culturels survenus en Irlande au cours des dernières décennies, au travers de thèmes aussi controversés que la pédophilie, les violences faites aux femmes, ou encore les troubles alimentaires. Elle aborde aussi les questions de l'aliénation culturelle, de l'assimilation et de l'exil.

Fille d'un diplomate et d'une artiste peintre, Eavan Boland passe une partie de son enfance à Londres, où elle fait l'expérience du déracinement et se trouve confrontée aux sentiments irlandophobes des Anglais. De retour en Irlande, elle fait ses études au Trinity College de Dublin. Elle est encore étudiante lorsque paraît son premier recueil, *23 Poems* (1962). Les travaux liminaires de Boland portent la marque de son expérience en tant que jeune épouse et mère, et de sa conscience grandissante de la douloureuse position des femmes dans l'histoire et la culture irlandaises.

Parmi ses nombreux recueils de poésie, on peut citer *Against Love Poetry* (2001), *The Lost Land* (1998), *An Origin Like Water: Collected Poems 1967-1987* (1996), *In a Time of Violence* (1994), *Outside History: Selected Poems 1980-1990* (1990), *The Journey and Other Poems* (1986), *Night Feed* (1982) et *In Her Own Image* (1980).

Eavan Boland est titulaire de la chaire *Bella Mabury* et *Eloise Mabury Knapp* en Sciences humaines et directrice du programme de Création littéraire à l'université de Stanford (Californie).

Photo : Dublin 2008 © Gilles Favier/Agence VU'

Quel fut pour vous l'âge d'or de Dublin?

Pour moi Dublin était un endroit merveilleux dans les années 1960. C'était une ville bien moins prospère qu'aujourd'hui mais qui commençait à embellir. Des gens comme Sean Lemass¹ s'étaient attaqués aux contraintes financières, de sorte que l'Irlande n'était plus protectionniste. Nous importions et exportions comme jamais auparavant : des voitures et de la nourriture anglaises, des robes de Paris - ces choses n'avaient pas cours dans la ville des années 1940-50.

Je m'étais inscrite comme étudiante au Trinity College en 1962, ce qui m'a quelque peu épargné les terribles pressions de l'époque, l'émigration massive. Je me souviens d'interminables conversations dans les hôtels et les cafés. Pour une jeune personne intéressée par l'écriture, il était plus facile d'accéder à la littérature à Dublin qu'à Londres ou New York. Vous pouviez vous promener en ville et apercevoir Patrick Kavanagh sur le trottoir d'en face. Je me rappelle avoir pris une tasse de thé avec le poète Pádraic Colum, qui fut un ami de Joyce, et il m'a raconté comment Yeats l'avait aidé. Nous recueillions ces fragments d'histoire qui formaient dans nos esprits l'image d'une littérature remarquable en train d'advenir, et dont nous discutions à toute occasion. Dublin m'apparaissait donc comme une ville grisante et conviviale - mais cela recouvrait de sérieuses fissures...

Lesquelles?

Le grand problème, c'était assurément l'association étroite entre l'Église catholique et l'État irlandais, qui était source de politiques foncièrement pusillanimes. L'Irlande vivait à l'ombre des valeurs catholiques ; la censure littéraire n'a pris fin qu'en 1974. Les gens pensaient qu'il était normal de mettre à l'index un écrivain comme John MacGahern. Son livre, *The Dark*, a été interdit, et il a perdu son poste d'instituteur.

Il se trouvait peu de pays d'Europe occidentale pour exercer un tel musellement dans les années 1960 ! C'était une face cachée, mais fondamentale, du climat

1 *Taoiseach* [Premier ministre] influent des années 1960, il est considéré comme l'un des architectes de la modernisation irlandaise, ayant initié un rapprochement avec l'Irlande du Nord et mis en œuvre une politique de réformes économiques favorisant l'industrialisation et l'ouverture du pays.

intellectuel de l'époque, et elle a durablement marqué les esprits de nombreux Irlandais. C'était le signe indubitable de quelque chose d'inachevé, de non résolu, dans l'établissement de l'État irlandais. Ce pays revient de loin...

Ces contraintes ont-elles pesé sur votre trajectoire de poète ?

Ce qui en est venu à prendre une place déterminante dans ma vie d'adulte, c'est le sort qui était fait aux femmes. Le *marriage bar* signifiait que les femmes employées dans certains services publics devaient quitter leur emploi à compter du jour de leur mariage. Les tensions s'accumulaient, elles étaient partout, mais les intellectuels et les politiciens n'en parlaient pas - c'était à vous de les mettre au jour. Et la façon de le faire, c'était de devenir l'une de ces entités incarnant la résistance : une femme poète, un romancier prohibé, ou bien un opposant aux positions de l'Église en matière de contraception, comme Mary Robinson.

Que reste-t-il de cette atmosphère des années 1960 ?

Patrick Kavanagh a très justement décrit la différence entre le « paroissial » et le « provincial ». Il a dit que les esprits paroissiaux sont ceux qui sont convaincus d'être au centre du monde, qui n'ont d'autre référence qu'eux-mêmes. Tandis que les provinciaux sont ceux qui mesurent sans cesse leur propre situation à l'aune de celle du voisin. Dublin était jadis une ville paroissiale, et non provinciale. C'était une ville passionnément imbue de sa propre identité. Mais cela peut-il durer dans un monde de communications sans frontières, alors que nous avons sans cesse sous les yeux le théâtre de la comparaison ?

Kavanagh était-il lui-même un poète « paroissial » ?

Patrick Kavanagh est arrivé à Dublin en 1939, et il l'a amèrement regretté. Il a été le premier à critiquer la Renaissance irlandaise², affirmant qu'il s'agissait d'une

2 Ou *Irish Revival* : mouvement culturel à multiples facettes du tournant du XX^e siècle, qui a promu la spécificité irlandaise (en matière de langue, d'arts et de sports) contre l'anglicisation. Ce mouvement a contribué à forger un nouveau sens de l'identité nationale et a nourri la modernisation du nationalisme irlandais.

identité marchandisée. C'était un homme très polémique. Il acceptait le paroissial en lui-même, et dans le caractère de sa propre paroisse, Inishkeen, dans le Comté de Monaghan. Il était surtout extrêmement rétif à toute forme de réification. Kavanagh ne parlait jamais de littérature, il parlait de l'imagination. C'était un homme formidable, il incarnait mon idée du poète.

Le poète irlandais est-il fait d'une autre matière que ses pairs du continent ?

Presque toutes les grandes constructions artistiques européennes trouvent leur source dans l'association de la littérature et du pouvoir. Elles sont sorties de la Cour. C'est la longue relation avec les papes, les rois et les princes qui a constitué l'intellectuel, l'écrivain, le peintre européen...

Sur cette île, cela n'existait pas. L'Irlande était un pays-garnison. La littérature irlandaise a émergé en l'espace d'un siècle, en un temps très restreint. Pourquoi un pays si petit a-t-il produit autant d'écrivains, si rapidement? L'anglais était loin d'être une langue émancipatrice pour les Irlandais. C'était la langue du pouvoir de quelqu'un d'autre - la langue du propriétaire terrien, de l'huissier, du policier. C'est dans la langue anglaise que parvenait aux Irlandais chaque ordre d'éviction, chaque humiliation.

Alors prendre cette langue par la peau du cou au vingtième siècle, et lui faire raconter votre propre histoire, c'est un projet magnifique. Prendre la langue qui vous a aliéné pour en faire celle qui vous libère, convenez que ça n'est pas la même construction que dans les autres pays d'Europe occidentale.

L'Irlande a-t-elle réussi à dépasser sa « condition coloniale »?

L'effet colonial subsiste sous certaines formes... Lecky, qui a écrit une merveilleuse histoire du XVIII^e siècle, a dit que les Irlandais sont devenus de grands avocats de l'anarchie parce qu'ils pensaient que les lois étaient faites pour être injustes envers le peuple.

Pour moi, le côté le plus débilisant de la colonie, c'est l'idée que l'on gagne légitimité en se hissant à la hauteur des normes de l'opresseur. Dans *A Little Cloud*, une nouvelle des *Dubliners*, James Joyce décrit ce personnage, le Petit Chandler, qui veut devenir écrivain et qui n'arrive à penser qu'à une seule chose : pourra-t-il passer son poème dans un journal anglais, et que vont-ils bien pouvoir écrire sur lui ?

L'oubli est-il émancipatoire?

Les populations dont le passé est fait d'humiliation et d'impuissance accèdent difficilement à l'estime de soi. Mais je trouverais très discutable que l'on oublie le passé parce qu'il est dérangeant. Le grand risque, dans la « nouvelle Irlande », c'est que nous nous dessaisissions de la matière complexe qui nous a constitués. Que nous devenions riches et odieux. Après l'indépendance, nous avons fait une épopée de l'histoire nationaliste, ça ne m'a jamais intéressée. Nous sommes maintenant tentés de construire un nouveau récit héroïque, celui de la prospérité économique. Et dans la foulée, nous oublions que les gens survivent de petites actions, de résiliences et de persévérance. Je pourrais comprendre que l'on rejette les récits du passé mais pas qu'on les oublie.

Et pourquoi pas?

Parce que de quelque manière que vous regardiez les choses, un grand chemin a été parcouru dans ce pays, des ténèbres vers la lumière. C'est une histoire remarquable d'hommes et de femmes ordinaires qui ont tenu bon, enduré les épreuves, et survécu. C'est un passé au cours duquel une langue a été perdue, qui a vu les gens forcés d'émigrer, de s'abandonner les uns les autres. Ils ont fait toutes ces choses que l'on fait face à l'adversité ; ils sont le pont humain qui a conduit à ce que nous sommes aujourd'hui.

L'idée qu'une nouvelle génération pourrait se détourner de cela est désolante - cela m'apparaîtrait comme un acte tout à fait anti-intellectuel. La prospérité n'exige pas de nous que nous oublions d'où nous venons.

Votre génération était-elle davantage attachée au passé ?

Je pense que nous étions très conscients des luttes, de la modestie et de la force morale des générations précédentes.

Nous vivions des vies assez proches de celles de nos parents, et nos parents ont eux-mêmes vécu des vies similaires à celles de leurs parents. Si ce n'est qu'un grand bouleversement était intervenu dans leur génération, qui a vu la création de l'Etat. Nous écoutions leurs histoires. Mon père m'a raconté qu'un jour, alors qu'il avait sept ans, il se trouvait avec sa mère dans Dame Street quand l'attelage du Vice-roi³ est passé. Alors que la voiture s'approchait d'eux, mon père s'est découvert la tête, et sa mère lui a dit: « *Ne fais pas ça, ne retire pas ton chapeau* ». Nos enfants ne comprennent pas ces histoires. Je ne pense pas qu'ils leur soient hostiles, c'est juste qu'ils ne s'y reconnaissent pas.

N'est-il pas normal que l'enthousiasme des débuts se soit essoufflé ? La génération de vos parents avait tout à bâtir...

Mon propre père était très impliqué dans la préparation du statut de la République, en 1948⁴. Il a été le premier ambassadeur d'Irlande à Londres et l'un des négociateurs qui a âprement travaillé pour que les Irlandais n'aient plus à transporter leur passeport en Angleterre. Ca a été une grande chose pour tous ceux qui travaillaient sur les chantiers de construction de ne plus avoir à montrer leurs papiers.

Je me souviens de mon père décrivant combien ça avait compté pour lui de prendre part à cela. Et mon mari se souvient de son propre père, un professeur d'école, sur son vélo, lui aussi passionnément désireux d'œuvrer pour l'Irlande. Nous étions inspirés par eux. Je ne sais pas si nous avons été capables de transmettre cette inspiration.

³ Premier représentant de la Couronne britannique en Irlande.

⁴ Avec l'Acte de la République d'Irlande de 1949 est née la République d'Irlande, et a pris fin son statut de territoire du Commonwealth Britannique, tout comme l'ambiguïté concernant la tête de l'Etat. Le Roi d'Angleterre céda au Président irlandais le pouvoir de signer des traités internationaux et accrédita des ambassadeurs à l'Irlande.

Le paradoxe c'est que ce pays n'a jamais connu une telle frénésie de construction que depuis ces quinze dernières années !

Autrefois ce que l'on construisait était invisible... J'étais un jour dans une université du Maine. Ma fille avait une dizaine d'années, et après avoir vu la superbe bibliothèque universitaire, elle m'a dit : « *On n'a pas des bibliothèques comme ça chez nous* ». J'ai répondu que nous avons de quoi les remplir et que c'était cela l'important. Nous avons ces choses invisibles...

Mon mari et moi parlions aujourd'hui de la grande chute de neige de 1982. Cette terrible tempête avait interrompu la période d'agelage dans le Wicklow, et on pouvait entendre les hélicoptères voler au-dessus de nos têtes pendant toute la nuit, larguant des aliments pour que les éleveurs puissent nourrir leurs bêtes. À l'époque, nous avons vécu cela comme un véritable drame. Cette texture de la vie quotidienne a presque entièrement été subsumée par quelque chose d'autre.

Par quoi?

Par une aspiration à ce que l'Amérique appelle le *lifestyle*, le style de vie - qu'il s'agisse de faire du parapente ou de visiter l'Espagne. Les jeunes travaillent dur pour pouvoir s'offrir ces choses-là, qui sont presque toujours liées à l'idée d'une « culture mondiale », si on veut l'appeler ainsi. Tout le monde parapente de nos jours ! Et la quête de ce style de vie peut vraiment recouvrir certains détails, certaines subtilités attachées au local.

On en revient au paroissial et au provincial...

L'Irlande parapente-t-elle droit au mur?

A vrai dire, je ne me sens pas à l'aise dans la critique, parce qu'il y a des aspects terribles dans notre passé. Il y a des gens qui ont vieilli loin de leur patrie, dans la misère, sans personne pour prendre soin d'eux. La nouvelle culture permet

d'éviter de telles choses, alors je ne sais trop qu'en penser... Mais je ne vois rien qui puisse remplacer un souvenir tel que cette tempête de neige.

Pensez-vous que les Irlandais aient perdu le fil de leur identité?

Quand on retourne à une histoire comme *The Dead* de Joyce, l'un des personnages dit à l'autre qui s'en va faire le tour de l'Europe à vélo: « *Pourquoi est-ce que tu ne prends pas tes vacances en Irlande?* ». C'est une remarque lourde d'insinuations, tendue, qui signifie en fait « *À quel point es-tu Irlandais?* ». À quel point suis-je Irlandaise, et comment définir cette notion en ces temps de crise? Je ne pense pas que notre nouveau monde soit fait d'anxiétés de cette nature. Les jeunes générations se sentent opprimées, mais par d'autres choses, comme le prix des maisons.

Qu'est-ce que le boom économique a apporté à l'Irlande?

Il lui a apporté les permis de travail dont le pays avait toujours manqué. Il y a eu des articles dans le *New York Times* sur ces émigrés repartis pour Irlande. C'est tout à fait nouveau que les gens puissent rentrer vivre dans leur propre pays.

Je me souviens d'un jeune homme qui était venu me voir à Saint-Louis quand je travaillais là-bas, il y a une quinzaine d'années. Il avait quitté Tipperary, et il était si nostalgique de l'Irlande que je lui ai demandé: « *Pourquoi n'y retournez-vous pas ?* ». Il m'a répondu: « *Il n'y a plus personne là-bas, tout le monde est parti* ».

Les choses ont changé. Les Irlandais font aujourd'hui l'expérience de la continuité ; ils peuvent mener une vie stable, sans la rupture des départs, dans leur propre pays. Mais à quel point ces vies sont-elles véritablement en continuité ? Et si ce n'est pas le cas, pourquoi donc ? C'est une bonne question, je crois...

Vous avez dit tout à l'heure avoir peu d'intérêt pour les récits nationalistes. Mais ce grand récit héroïque n'est-il pas le vecteur par lequel le passé a été transmis à votre génération?

La plus grande influence intellectuelle de ma jeunesse a été la lente prise de conscience de la différence entre le passé et l'histoire - l'histoire en tant que récit officiel. Le passé est une chose que l'on doit cueillir là où on le peut. Moi, je l'ai cueilli dans la vie de ma mère. Elle était née dans le centre du pays ; sa propre mère est morte en couches, son père s'est noyé dans la Baie de Biscaye. Sa vie n'a laissé aucune trace, ça a été une vie malheureuse et anhistorique. Celle des gens qu'on ne mentionne pas dans les livres d'histoire. Le passé est un lieu de murmures, de suggestions, de semi-souvenirs, de rumeurs et de légendes - le lieu où se réunissent tous ceux qui n'appartiennent pas au récit officiel. Et ce fossé qui sépare le passé de l'histoire est devenu une part essentielle de ma conscience de la vie dans ce pays.

Il y a un musée de la famine à Strokestown, dans le Comté de Roscommon. Sur un mur de ce musée, il y a une lettre encadrée datant de 1848, dans laquelle une femme écrit au régisseur du domaine sur lequel elle habitait pour essayer de faire sortir ses enfants de la *workhouse* [foyer de travail] où elle les a laissés quand elle s'est embarquée pour l'Amérique. Tous ceux qui connaissent l'histoire de la famine savent que ces enfants étaient probablement morts parce que les *workhouses* étaient bondées. C'est une lettre du « sous-monde », une lettre de l'enfer. La même année, un petit magazine intitulé *The Nation* est sorti en Irlande, plein de poésie patriotique et d'images émouvantes de l'Irlande ressuscitée. Qu'allons-nous devenir si nous continuons d'escamoter des voix telles que celle de cette mère?

Pensez-vous qu'il y ait encore des souffrances qui ne trouvent pas d'espace où s'exprimer?

Il y en a dans tous les pays.

Et lorsque vous avez commencé à écrire, vous aviez le sentiment que l'une des voix qui se trouvait escamotée dans ce pays était celle de la femme irlandaise?

Oui. Je trouvais que c'était un grand défi, et un honneur, que de tenter de ramener la vie de la femme dans la vie du poème en Irlande.

Pourtant *Éire* est souvent représentée sous des traits féminins...

C'est vrai. Et c'est une chose contre laquelle je me suis insurgée. Parce que cette production d'icônes nationales permet d'occulter la réalité de la vie quotidienne des femmes de ce pays. Kathleen Ní Houlihan et Dark Roseleen sont des images emblématiques, unidimensionnelles. Elles ne vous obligent pas à réfléchir, elles sont totalement passives. Pour que les objets de la littérature en deviennent les auteurs, pour que les femmes irlandaises deviennent des écrivains, il fallait démanteler la réification.

Mais est-ce que ce ne sont pas précisément les poètes et les écrivains irlandais qui ont donné forme à ce récit nationaliste que vous rejetez ?

Souvenez-vous qu'en 1907, quand l'*Abbey Theatre* a programmé *Le Baladin du monde occidental*, la plupart des nationalistes se sont indignés, ils ont déclenché une émeute. Et Yeats a appelé la police britannique pour protéger le théâtre, la *Royal Irish Constabulary*! A l'époque, ça a été un vrai scandale. Myles na gCopaleen, Edna O'Brien, Beckett - tous ces gens ont raconté une autre histoire que celle des héros. Alors il me semble que malgré le prestige national dont ils jouissent, parce qu'ils « représentent » l'Irlande, ces écrivains sont bien des voix subversives.

Et vous-même, ne craignez-vous pas la réification, l'étiquette de première femme poète d'Irlande ?

Un pays comme l'Irlande a un climat littéraire très abrasif et, par conséquent, plutôt simpliste. L'image du poète irlandais était très virile, très bardique. Et c'était un pays où la vie des femmes était dévalorisée, tant par l'histoire que par la législation. Alors bien sûr que les gens n'ont pas trouvé facile de reconnaître ma position. Mais j'étais capable de riposter. J'ai beaucoup polémique...

Et si quelqu'un veut m'attribuer le label de poète féministe, c'est une erreur, mais ça m'est égal. C'est une confusion des catégories. Si j'avais été marxiste, ça n'aurait pas fait de moi un poète marxiste : parce que ces positions éthiques ne sont pas des positions imaginaires. La poésie commence là où finissent les certitudes éthiques.

Une vision « genrée » de l'histoire apporte-t-elle vraiment quelque chose de plus ?

N'avez-vous pas envie de savoir ce que pensaient les femmes qui travaillaient dans les manufactures de chemises pendant que se déchainaient les guerres napoléoniennes? Moi si. Je veux le savoir parce que ces perspectives s'éclairent mutuellement.

Vous êtes professeur à l'université de Stanford depuis 1996 : vous aimez vivre aux Etats-Unis ?

Oh oui! Stanford est une université merveilleuse. Je suis la directrice de ce que je considère comme l'un des meilleurs programmes de création littéraire au monde. Des jeunes poètes et des écrivains viennent pour deux ans, avec une bourse qui couvre tous leurs frais, et nos séminaires sont probablement les derniers où on les prend en charge alors qu'ils sont en train d'achever leur première œuvre. C'est un endroit très ouvert. Sans cette terrible propension irlandaise à se perdre en controverses. J'ai participé à tellement de controverses quand j'étais jeune...

Que pensez-vous des universités européennes?

Je n'ai pas la chance de connaître les universités européennes. Quand j'étais à Trinity College, j'étais entourée de poètes de mon âge. C'était une époque où les gens parlaient de poésie avec passion. Mais je ne sais pas de quoi les gens parlent dans les universités françaises ou allemandes.

Vous parlez de l'Université irlandaise comme si elle ne faisait pas partie de l'Université européenne...

L'Irlande a longtemps été considérée comme le fin fond de l'Europe, un lieu excentré. Les Romains n'ont jamais pris la peine d'y débarquer. Il n'y a pas eu de Renaissance en Irlande, ou de Siècle des Lumières. La plupart de ces grands mouvements européens lui sont passés à côté. Je pense que ça en fait un lieu à part, non européen.

Mais l'Irlande fait maintenant partie intégrante de l'Union européenne...

Quand nous avons rejoint la Communauté européenne, en 1973, c'était pour moi une abstraction totale. Je n'avais aucune idée de ce que ça allait donner. Je pensais qu'il s'agissait juste d'un genre de service civil européen. Et je n'y ai jamais accordé beaucoup d'importance, jusqu'à ce qu'arrive le Traité de Maastricht, qui comprenait des articles très importants du point de vue de l'équité et des droits.

L'Europe a rendu bien des choses possibles ici, notamment en construisant l'infrastructure de ce pays : les rocade, les routes, tout cela est arrivé tard en Irlande. Le problème, c'est que nous n'avons pas trouvé la bonne façon d'expliquer à nos jeunes, qui se sont mis à gagner beaucoup d'argent, pourquoi il était important de se souvenir de toutes ces choses que nous avons aimées. Je n'arrive pas à situer le problème, le moment où ça a déraillé : de quoi s'agit-il exactement, qu'est ce que nous ne leur avons pas dit ?

L'Irlande est parfois perçue comme un pays à mi-chemin entre la Grande Bretagne et l'Amérique. Quelle différence cela fait-il d'être Irlandais en Grande Bretagne ou bien aux États Unis?

J'ai passé huit années de ma vie à Londres, de six à quatorze ans. Ça n'a pas été facile car il y avait alors un climat irlandophile en Grande-Bretagne. Ce n'était pas particulièrement politique, mais vous le ressentiez à mesure que vous montiez dans l'échelle sociale. Les Anglais nous considéraient comme des gens peu fiables ; les hommes irlandais étaient réputés paresseux, buveurs et bagarreurs.

Les Américains sont différents, ils sont de grands amis des Irlandais, qui ont grandement contribué à construire leurs villes. Les États-Unis sont construits sur l'arrivée de ces vagues successives de populations, l'accueil y est plus sympathique.

Et cette sympathie ne vous irrite pas?

Non. En fait, c'est une bonne question. Il y a une certaine condescendance dans la façon dont les Irlandais considèrent les Américains: *nous sommes les vrais Irlandais, ces gens ne sont que des ersatz d'Irlandais*. Mais c'est faux. J'ai aujourd'hui bien plus d'empathie que par le passé pour l'histoire des Irlandais d'Amérique. Si vous montez au nord de l'Etat de New York, vous croisez des petites villes comme Troy, où les Irlandais fabriquaient des clous en acier ; à Cleveland, ils venaient d'Achill, des familles entières débarquant les unes après les autres. Ces immigrants sont les signes en creux de tous ceux qui sont restés en Irlande. J'ai fini par considérer cela comme notre histoire aussi, pas seulement la leur.

Vous ne jugez donc pas superficiel, exagérément émotionnel, cet attachement des Irlando-Américains à l'Irlande?

Ceux qui repoussent cette émotion n'ont aucune idée de ce que c'est que de perdre son pays. Quand on doit émigrer, on s'accroche à l'idée d'un endroit dans lequel on puisse se retrouver. Je pense que c'est le caractère hybride de cette histoire qui

irrite les Irlandais: *nous vivons dans le pays des vraies devises et ces gens sont des faussaires*. Seulement, maintenant, les Irlandais doivent vivre avec leurs propres histoires hybrides, avec les Nigériens, les Polonais ou les Roumains.

Parlez-vous une autre langue que l'anglais?

La seule langue que j'aie étudiée de façon approfondie, c'est le Latin. C'était un choix par défaut, mais le Latin est devenu une langue que je chéris.

Par ailleurs, quand j'étais petit enfant, deux jeunes filles sont arrivées d'Allemagne pour aider ma mère à la maison. C'était juste après la guerre ; leurs villes étaient dévastées. Ces filles parlaient allemand entre elles à la maison. J'étais trop jeune pour poser des questions, mais j'ai gardé une très bonne impression de cette langue, une attirance, une curiosité pour ces mots qui semblaient mener de notre cuisine jusqu'au cœur de l'Europe ravagée.

Récemment, j'ai assemblé un recueil de poèmes écrits en allemand par des femmes poètes. Le volume s'appelle *After Every War*. Ce sont des histoires saisissantes. Ces femmes n'avaient plus de foyer, et leurs poèmes sont nés de cela. L'un des poèmes, *Spring 1946*, est dédié par l'auteur à sa fille revenue des camps de la mort. J'ai été très touchée par ce texte, alors je me suis un peu renseignée et j'ai découvert que la fille avait été envoyée à Auschwitz à l'âge de quinze ans. Elle avait survécu et était partie en Suède, puis en Israël où elle était devenue journaliste. Le poème de la mère est impuissant à faire face à la réalité d'Auschwitz, et la fille y a répondu par une autobiographie cinglante en forme de reproche envers sa mère. C'est une histoire très triste.

Cela donne à penser sur ce qui arrive à la littérature après une guerre, quand vous avez des gens comme Günter Grass qui décident du type de littérature qui doit être produit en Allemagne, des gens qui brandissent des images chocs et des règles censées modeler le récit obligé.

Et qu'est ce qui est venu après « votre guerre », sur cette île?

Je pense que l'une des pièces manquantes à notre compréhension de la génération qui a grandi dans les années 1980 est peut-être précisément la guerre dans le Nord. Ils ont vu tellement de ces attentats et de ces funérailles le soir au journal télévisé de 6h.

C'est un fait culturel qui a profondément marqué cette génération. La guerre a cessé, mais elle était présente pendant ces années cruciales de l'enfance des gens qui ont la trentaine aujourd'hui. Le pays que nous aimions quand nous avions leur âge - et qui était paré de mots magiques tels que « liberté » ou « *Mise Éire*⁵ » - n'est pas le pays dans lequel ils ont grandi. Ils sont entrés dans ce monde avec des ombres. Je pense que c'est important.

Le boom économique n'est donc pas le seul responsable ?

Le boom économique est la face matérielle de cette société. Les facteurs psychiques, la question de savoir ce que ces jeunes gens ont réellement compris des « troubles », cela n'est pas bien évalué. Qu'ont-ils pensé lorsqu'ils ont vu l'attentat d'Omagh, il y a dix ans ? Tous ces gens se précipitant vers la rue principale pour voir si leurs proches étaient sains et saufs. C'était horrible. Les jeunes gens qui ont vu ces scènes ont bien des raisons de mettre des réserves sur certains mots, certaines images.

Les gens du Nord prétendent qu'avec la prospérité économique, la République s'est désintéressée de la question du Nord.

Depuis le début, les gens d'Irlande du Nord, « le bon peuple du Nord », se plaignent que le Sud ne pense à eux que de façon opportuniste - en termes de paradigme national - ou bien tout simplement ne pense pas du tout à eux. Je ne crois vraiment pas que ce soit juste. Ce qui est vrai, en revanche, c'est que les blessures du Nord,

⁵ *Mise Éire* [Je suis l'Irlande] est un film traitant de la ferveur nationaliste qui fut commandité par le gouvernement pour célébrer le 50ème anniversaire de l'Insurrection de 1916 et rencontra un grand succès populaire.

cette énorme blessure générationnelle, ne sont pas aussi bien comprises qu'elles le devraient dans le Sud.

Pourtant la frontière s'est beaucoup estompée...

L'Irlande n'est certainement plus aussi divisée qu'autrefois. Quand j'étais jeune, la frontière était gravée dans la pierre. Les gens pensaient à l'Irlande du Nord comme à un ailleurs : une histoire différente, une autre langue, d'autres attitudes. Je crois que le processus de paix a rapproché l'Irlande du Sud de l'idée de coexistence acceptée plutôt que d'« Irlande unie ». Le Sud a fait d'énormes compromis. Le referendum a été déterminant pour l'abandon des revendications territoriales⁶. Souvenez-vous aussi que le Nord, il y a vingt ans, disait que le Sud était trop pauvre économiquement pour être compatible. Les divisions évoluent avec les époques...

Replacé dans le contexte européen, diriez-vous que la suppression des frontières à l'intérieur de l'UE a affecté la façon dont les Irlandais se perçoivent eux-mêmes ?

Si je devais identifier la plus grande influence qu'ait connue l'Irlande ces derniers temps, je dirais qu'on la voit à l'œuvre dans la rue. Il y a un bus qui fait Dublin-Varsovie tous les vendredis. Cela a amené les Irlandais à discuter de ce qui se passait dans les autres pays. Il devient difficile de préserver notre mentalité insulaire. Les enfants vont à l'école avec des petits du Niger, de Pologne, de Roumanie. Leurs histoires sont en train de devenir une part importante de ce que nous sommes.

⁶ L'Accord du Vendredi Saint a été ratifié par des referendums à la fois en Irlande du Nord (I.N.) et en République d'Irlande le 22 mai 1998. La République a renoncé de fait à ses revendications territoriales en I.N. en acceptant par principe que tout changement au statut constitutionnel de l'I.N. devait être avalisé par un vote majoritaire de ses citoyens. On restaura un gouvernement d'I.N., décentralisé et au pouvoir partagé, et l'on prit des dispositions pour la création d'instances de coopération Nord-Sud, pour une réforme de la police et pour le désarmement des groupes paramilitaires.

Se sont-elles frayées un chemin dans la poésie irlandaise ?

Je pense que ça va venir. Les auteurs irlandais ont toujours combattu un certain type d'enfermement de l'identité irlandaise. Joyce n'a pas fait de Bloom un personnage intelligible seulement pour les Irlandais. Il en a fait un personnage complexe, qui aurait pu habiter n'importe quelle ville du monde. Les auteurs irlandais sont toujours restés ouverts à la labilité de l'identité irlandaise. Yeats, le poète que j'admire le plus, disait: "*Poètes irlandais, apprenez votre métier, chantez tout ce qui est bien fait*"... Et puis a surgi Patrick Kavanagh, un personnage tout à fait différent de ce que Yeats aurait apprécié. Et du temps où James Joyce écrivait, est arrivé Frank O'Connor avec son *Guest of the Nation*, un récit sur la guerre, réaliste et non expérimental. On ne peut jamais prévoir ce qui viendra. Se débarrasser des définitions, c'est cela qu'il faut faire.

Il y a un an ou deux, Roddy Doyle a monté *Le Baladin du monde occidental* aux États-Unis, avec un acteur nigérien dans le rôle iconique de Christy Mahon. Les gens ont beaucoup rouspété le lendemain, mais c'était la chose à faire : c'était une manière de dire qu'il y a de multiples façons de définir l'identité irlandaise, que les démarcations ne sont jamais éternelles.

Les identités sont labiles...

Pour moi, « être irlandais », cela signifie faire l'expérience de l'impureté consubstantielle à toute inscription dans l'Histoire. Je ne crois pas en l'existence d'une Irlande pure - un éden dans lequel nous nous reconnâtrions si nous pouvions y retourner. Chaque fêlure, chaque révolte avortée, chaque langue disparue est inscrite dans nos veines. On ne peut pas revenir en arrière et réécrire cela.

Ce que l'on peut faire, c'est vivre avec et trouver notre voix. Et quand vous trouvez cette voix, vous pouvez enfin agir contre l'un des plus grands péchés de l'histoire, qui consiste à réduire les hommes au silence. Nous sommes sortis du bourbier de l'Histoire pour montrer que les peuples dépossédés, éparpillés de par le monde, peuvent néanmoins trouver une voix.

Je ne sais dans quelle mesure cette vision de l'Irlande peut encore vivre en nos enfants. Mais je suis certaine qu'elle est présente en tout immigré, Nigérien ou Polonais, qui doit faire cohabiter l'ancien et le nouvel horizon, qui doit sans cesse négocier entre partir et rester.

Rencontre avec Slobodan Naumović

Conversation à quatre sur la terrasse du Crveni Petao, à quelques minutes à pied de l'université de Belgrade, où nous nous sommes retrouvés



Slobodan Naumović est né à Belgrade en 1962. Il a vécu pleinement « l'âge d'or » yougoslave des années 1980, avant de se consacrer à l'étude de l'ethnologie et l'anthropologie à l'université de Belgrade, puis à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS, Paris). Lorsque la guerre éclate, il décide de rentrer dans son pays.

Ses domaines de recherche incluent l'anthropologie visuelle (il a réalisé, à la fin des années 1990, plusieurs documentaires ethnographiques dans des villages de Voïvodine), l'ethnographie de la Serbie, l'anthropologie politique, et l'anthropologie de l'histoire. Plus récemment, il s'intéresse aux cultures socio-économiques et administratives des pays de l'Europe du Sud-Est en prise avec l'intégration européenne.

Son dernier ouvrage, *Upotreba tradicije u političkom i javnom životu Srbije na kraju dvadesetog i početkom dvadeset prvog veka* [L'instrumentalisation de la tradition dans la vie publique serbe à la fin du XX^e et au début du XXI^e siècle] a reçu en 2009 le prix Dušan Bandić, qui distingue l'excellence universitaire dans la discipline anthropologique.

Photo : Belgrade 2008 © Martin Kollar/Agence VU'

Nous sommes assis à la terrasse du *Crveni Petao*, l'un des cafés de la « nouvelle vague » à Belgrade. Est-ce que vous veniez ici dans les années 1980 ?

Oui. Je n'étais pas un *inventar*, quelqu'un qui appartient au mobilier, mais je venais. On passait ici pour se préparer pour la soirée, avant d'aller à un concert, à *Akademija* par exemple, la discothèque souterraine qui se trouve sous l'Académie des Beaux-Arts. C'était l'un des endroits où avaient lieu les concerts de musique punk, post punk, de la nouvelle vague anglaise. Ça existe encore mais ce n'est plus la même chose...

Justement demain il y a un concert d'un groupe qu'on écoutait à l'époque : *Gang of four*. C'était des gens de l'extrême gauche anglaise dont le nom faisait allusion à la bande des quatre qui avait succédé à Mao. C'est donc un truc post maoïste, un phénomène de vieillards... Ici, en Yougoslavie, on avait *Šarlo akrobata*, et *Limunovo drvo* avant eux. C'était une culture très vivante. Et maintenant elle est représentée comme l'âge d'or de ma génération, c'est-à-dire des gens nés au début des années 1960.

Et où aura lieu ce concert de *Gang of four* ?

Au *SKC*, qui est une autre salle mythique des années 1980. Il faut y aller, parce que vous y trouverez un rassemblement de tous les nostalgiques de cette époque. Et comme ils n'ont rien de nouveau, ils vont jouer les anciennes chansons, c'est ça le *revival* ! En ce temps-là, le *SKC* aurait été trop petit, on aurait été comme des sardines là-dedans. Mais ça donnait aussi un sentiment de participation : on était tous là, on se connaissait de vue, et on se touchait, spécialement avec les filles...

Il faut y aller demain ! Il faut aussi poser des questions sur le *Zlatni papagaj* [Perroquet d'or], un café tout près d'ici qui était toujours plein, surtout quand il pleuvait et qu'il y avait du vent. C'était le lieu le plus mythique. Il y a même une chanson à la gloire du *Zlatni papagaj* composée par *Električni orgazam*, un groupe qui a survécu aux années dorées. Ce sont des vieillards, comme moi, mais ils sont minces parce qu'ils connaissent la bonne manière d'utiliser la drogue.

Comment décririez-vous, d'une formule, l'esprit de ces années ?

Beograd je svet : Belgrade c'est le monde. C'est à peu près ce type de sentiment qu'on avait alors : celui d'appartenir au monde, d'être les mêmes que les gens d'Amsterdam, de Londres, de Berlin. On n'avait pas nécessairement le même niveau de vie mais culturellement, c'était pratiquement la même chose. Ce qui s'est passé après fut comme un enfermement...

La Yougoslavie était un pays communiste, mais nous occupions une place à part dans le monde communiste. On pouvait voyager n'importe où, sans visa. On était pleins d'énergie. Moi à l'époque j'ai été en Amérique, en Hollande, à Paris. En URSS aussi. On n'était pas idéologisés de la même manière que les autres Européens : pour nous, la gauche ne représentait pas la même chose que pour les gens qui avaient des problèmes avec Margaret Thatcher. Nous nous sentions libres de tout ça.

Berlin, par exemple, était un point fort : la fin du monde libre, une île de capitalisme démocratique dans la mer morte du communisme. Donc c'était pour nous l'endroit le plus cool possible du monde occidental. On allait s'y balader et on regardait qui est plus vivant. Pour nous les gens de Berlin étaient des gauchistes fous. Ils nous expliquaient combien le capitalisme est révoltant, et nous leur rétorquions : « *Venez avec nous pour goûter le socialisme, allons faire un tour à l'Est* ». Et eux nous répondaient : « *Ah, mais l'Allemagne de l'Est, ce n'est pas le vrai communisme !* »

Ces jeunes de Berlin se croyaient plus libres que les gens de l'Est et que ceux de l'Ouest, les normaux. Et nous, nous nous considérions encore plus libres qu'eux. C'était difficile à expliquer mais pour nous c'était évident : on était meilleurs dans le sens qu'on était mieux placés pour saisir de quoi il en retournait là-bas. Nous comprenions les deux côtés. C'était un privilège épistémique, et non économique, parce qu'on avait moins de sous qu'eux...

Ce qui était bizarre c'est qu'ils nous critiquaient pour des détails, parce que nous portions des jeans *Levi's*, par exemple. À Belgrade, c'était un marqueur de statut culturel, et aussi économique : il fallait porter les marques qui étaient difficiles à trouver ; le 501, c'était l'emblème de tous ceux qui étaient *beyond and over communism*. Alors que là-bas, c'était un autre type de *cultural statement* : porter

un *Levi's* c'était consumériste, c'était une catastrophe : « *Vous, vous êtes le pire des deux mondes, vous êtes des consommateurs de gauche, alors ça vraiment ça pue !* » Il y avait un vrai snobisme culturel de ces générations-là, de ces gens qui se pensaient supérieurs alors qu'ils reproduisaient des standards, mais nous ne nous en rendions pas compte.

Comment cette génération de Belgradois a-t-elle vécu l'enfermement des années 1990 : l'embargo sur la Serbie, l'instauration des visas ?

Parmi les gens de Belgrade qui font des litanies, des jérémiades sur notre enfermement, il y en a pas mal, comme moi, qui ont continué de voyager hors de Serbie. Nous avons échappé au service militaire, nous n'avons pas fait la guerre, mais on dit « les années dures ». Vous allez entendre beaucoup de ces petits discours-là de la part des gens que vous interrogez – les intellectuels, les artistes, la jeunesse dorée, les gens qui ont eu de l'argent tout le temps. C'est encore du snobisme ! Et ils vont vous raconter nos années fastes, comme je viens de le faire. En effet, ce furent de bons moments mais rien de spectaculaire. C'est vraiment un mythe !

Comment ça ?

C'est une légende urbaine, un récit avec une vraie structure mythique : un âge d'or, une chute et un *revival*, ou l'espoir d'un *revival*... Nos *golden years*, c'était les années 1980. Tout était beau alors : nous étions jeunes, les filles étaient belles, la musique était bonne, on se baladait tout autour de l'Europe. Nous n'avions pas de problème de passeport, pas de problème d'argent – nous n'étions pas riches mais nous pouvions voyager. Nous vivions dans le meilleur des mondes. Nous ne croyions ni au mythe capitaliste, ni au mythe communiste. Tito était à nos yeux un vieillard imbécile et nous, nous étions au centre du monde – par-delà l'Ouest et l'Est.

Et nous avons réussi à transformer ces souvenirs des années 1980 en un mythe inter-générationnel, grâce à la musique notamment. Quand les jeunes d'au-

aujourd'hui comparent *Gang of four* et *Šarlo Akrobata*, ils peuvent se dire qu'en ce temps-là, nous étions presque au même niveau que les Anglais. Et ils nous croient quand on leur parle des *žurke*, ces fêtes dans lesquelles vous pouviez entrer sans avoir d'invitation, et qui étaient plus que des fêtes, une vraie manière de vivre : on arrivait à l'improviste, on ne connaissait personne mais on voyait immédiatement que c'était les mêmes gens que nous. De là vient le nom d'un groupe très connu, *Partibrejkers*. Le nom vous dit tout – *to break into a party* ou *to break a party down* –, c'est différent, mais ça renvoie au même style de vie : on allait de *žurka* en *žurka*, on s'invitait partout où l'on entendait de la musique.

...et la suite de l'histoire ?

La suite, c'est que Milošević est arrivé, que les réfugiés serbes venus des villages de Croatie et de Bosnie ont envahi Belgrade et que toute la vie culturelle a été détruite. Un nouveau type de musique populaire a émergé, le *turbo-folk*, dont les gens du *rock'n roll* pensent qu'il est directement lié au développement du nationalisme politique. Ils vont vous expliquer que le *turbo-folk* est une conspiration créée par Milošević contre le *rock'n roll* et la *new wave*.

Il faut bien comprendre l'horizon des combats culturels dans ce pays, et la façon dont les antinationalistes se situent dans ce champ culturel, qui est celui de l'histoire de Belgrade et de l'urbanité. C'est un concept. Un système de représentations qui fait jouer et s'entremêler culture politique et mode de vie.

Vous ne pensez donc pas que l'émergence du *turbo-folk* soit liée à celle du nationalisme ?

Ce sont des bêtises ! Le *turbo-folk* est un micmac qui combine la culture de masse de *MTV* avec une base vaguement traditionnelle, un type de sons qui donnent un sentiment d'être chez soi. En réalité ça n'a pas grand-chose à voir avec la tradition... C'est une musique liée à l'émergence de nouvelles classes sociales : *tomorrow belongs to me*. C'est une manière de vivre associée à ces couches qui essayent de

sauter le plus vite possible d'une phase A où ils n'ont rien, à une phase B où ils ont des *Rolls Royce* ou des *Bentley*.

Socialement, c'est la même logique que ce qui s'est développé en Amérique, avec le *gangster rap*... Mais les antinationalistes refusent d'admettre cela, parce que l'Amérique, c'est l'idéal culturel des générations *rock'n roll*. Ce qui se passe chez nous est incomparable : ce sont des Serbes fous qui ont produit la *novokomponovana narodna*, c'est quelque chose qui ne peut arriver qu'ici, cette mocheté. La vérité, c'est que c'est un phénomène global, qui a partout des variantes régionales : la *chalga* en Bulgarie, la *manele* en Roumanie.

Mais n'est-il pas vrai, néanmoins, que l'afflux des réfugiés serbes de Bosnie, de Croatie, du Kosovo a contribué à l'essor du *turbo-folk* ?

Oui, évidemment. Cette musique donne aux réfugiés une manière de s'auto-définir parce qu'elle n'est pas close envers leur expérience existentielle. C'est une musique avec un rythme fort, qui permet de sortir de chez soi tout en restant chez soi. Une musique qui regroupe les gens des classes nouvelles. Et bien sûr là-dedans il y avait les gangsters, qui sont devenus très visibles à Belgrade pendant les années 1990. Aux yeux des citadins, le *turbo-folk*, c'est donc la musique des primitifs, des gens des villages.

Et de quoi parle-t-elle, cette musique ?

Elle parle, bien sûr, de l'amour, et de ces styles de vie par lesquels on obtient rapidement la richesse et les femmes. De temps en temps elle parle du patriotisme et de la guerre mais, y compris du temps de Milošević, des chanteurs comme Baja mali knindža étaient minoritaires.

Le *turbo-folk* n'est qu'une expression parmi d'autres d'un processus de transformation sociale qui a commencé avant la guerre, et qui est devenue de plus en plus visible. S'il y a une définition, c'est ça. Et s'il y a des spécificités politiques, ce sont des détails. Sauf qu'ici on présente souvent les détails comme des choses essen-

tielles, et ce qui est essentiel comme non-existant. Il est plus simple de ne parler que de nous et de nos chers ennemis : nous sommes tout le contraire d'eux. Tout ce qui se raconte sur l'autre est une manière de parler de soi.

Cette polarisation est très explicite dans le documentaire de Goran Marković, *Poludeli ljudi* [les gens fous].

Le problème c'est qu'il est lui-même un très bon exemple de *poludeli ljudi*, il est complètement devenu fou. Son histoire, c'est justement celle de ces individus privilégiés qui n'ont pas souffert, qui n'ont pas connu un seul problème de vraie vie, et qui ont tout le temps un discours de souffrance existentielle.

On peut, sans avoir de problèmes de survie au quotidien, juger et prendre parti, avoir partie liée avec le destin des autres...

Sauf que beaucoup de jeunes hommes n'ont pas eu d'autre choix que d'entrer dans l'armée. Il y avait à Belgrade tout un réseau d'entraide pour échapper à la conscription : le taux de recrutement n'y était que de 15 ou 20%. Les gens des villages, eux, n'ont pas pu y échapper. De là ce discours des antinationalistes selon lequel les gens des villages sont ceux qui aimaient Milošević, qui aiment faire la guerre, qui haïssent la ville. Ce sont toutes sortes de distorsions qu'il faut comprendre sinon vous allez entrer dans des histoires mythiques de « *Nous, les combattants de la liberté* »...

Qu'y a-t-il entre ces deux pôles mythiques ?

Entre les deux, il y a la majorité des Serbes. Tous ceux qui participent en même temps aux deux mondes et dont on ne parle jamais.

Que reprochez-vous exactement aux « combattants de la liberté » ?

Ce sont des gens qui ont bien commencé et qui ont mal fini. Ils ont perdu toute relation avec la vie réelle. Il faut aussi introduire le phénomène *B92*, la radio associative belgradoise qui a cristallisé l'opposition politique contre Milošević. *B92*, le *LDP*¹, le *NED*², Soros, tout cela renvoie au même genre de projet culturel. C'est le résultat d'un certain type de politisation de la culture : l'Amérique représente encore une fois la culture de la liberté, comme à l'époque du communisme, mais d'une autre façon...

Et l'Europe là-dedans ?

C'est plutôt une histoire de sortie qu'une histoire d'entrée. L'Europe a disparu. C'est ce qui est très différent entre nous et les jeunes : nous avons vécu une époque où nous faisons vraiment partie de l'Europe.

Un nouvel « âge d'or » est-il possible ?

Peut-être. Mais ce ne sera pas pour nous, ce sera pour les jeunes. Ce qui est difficile, c'est que pour un nouvel âge d'or, il faut de l'espoir...

Vous n'en n'avez plus ?

Pour les gens de ma génération, il est clair que ce qui a existé ne va jamais recommencer. Il n'y a plus, pour moi personnellement, de *golden age* possible. Il n'y a plus cette attente, qui était aussi liée au fait que, dans les années 1980, c'était l'Etat, l'argent occidental et nos parents qui finançaient tout ça. Donc c'était aussi

1 Le Parti libéral-démocrate (en serbe *Liberalno Demokratska Partija*, LDP) a été fondé en novembre 2005. Son leader, Čedomir Jovanović, fut l'une des figures de proue de la révolte de la société civile serbe qui conduisit à la chute de Milošević en octobre 2000.

2 La Dotation nationale en faveur de la démocratie (*National Endowment for Democracy*, NED) est une association américaine à but non-lucratif qui fut fondée en 1983 afin de promouvoir à travers le monde la formation à la démocratie. Outil de politique étrangère, ses fonds proviennent en grande partie du Département d'Etat des États-Unis. Le NED publie le *Journal of Democracy*.

une histoire d'irresponsabilité. Maintenant il s'agit de trouver le moyen de vivre sa vie le mieux possible dans les circonstances qui sont les nôtres – c'est une issue individuelle.

Tandis que les plus jeunes, eux, peuvent rêver à un futur meilleur lié à l'acteur mythique « Europe », qui va leur donner les moyens de changer leur condition. L'Europe ne va rien donner. Mais ils croient à cette influence, à l'opportunité que leur sera offerte de vivre une vie riche, pleine, d'étudier à Berlin encore une fois. Pour eux, le *golden future*, c'est le futur européen – le temps qui va commencer demain, après-demain, tout dépend des élections...

Vous n'y croyez pas ?

Je me méfie de ceux qui disent : « *La seule voie qui vaille est la nôtre, tout le reste est dangereux pour le futur européen de la Serbie et doit être détruit le plus vite possible.* » Les jeunes sont attirés par ces idées parce qu'ils ont besoin de solutions radicales et rapides. Pour cela il y a des expressions comme celles qu'utilisent les libéraux-démocrates [le LDP] : « *L'Europe n'a pas d'alternative* », et « *le futur ne peut pas attendre* » – comprenez, la seule manière d'entrer dans l'Europe, c'est de faire des pas absolument radicaux.

C'est-à-dire ?

Enfermer en prison tout ce qui n'est pas comme eux, vendre tout. C'est un discours qui combine un néo-libéralisme économique avec des éléments de culture répressive. Ils appellent ça le libéralisme, mais ils n'y connaissent rien. C'est plutôt une sorte totalitarisme libéral qui, en employant les termes les plus extrêmes – « *pendre celui-ci* », « *tuer celui-là* » – essaye d'expliquer pourquoi le pays en est arrivé là et comment on peut en sortir. Et tout le temps cela se présente comme un discours européen.

Si vous leur faites remarquer que cette violence des paroles est dangereuse, ils répondent : « *Mais c'est une métaphore. Ce n'est pas nous, ce sont les gens de Milošević qui ont tué.* » C'est un discours proche de celui de la nouvelle droite, ce

qui est paradoxal, car ce sont des gens qui sont absolument contre la nouvelle droite. Pourtant, l'autoritarisme et l'exclusivisme sont comparables : on pourrait dire « nouvelle droite de gauche », sauf qu'ils n'ont rien à voir avec la gauche non plus parce que ce sont des nouveaux riches.

« Antinationalisme » est le mot-clé : le nationalisme est le plus gros problème, la Serbie est nationaliste – on va donc éliminer, réformer de fond en comble. C'est la logique du *reset the computer* : on demande aux Serbes de changer de logiciel, comme s'il suffisait d'appuyer sur un bouton pour tout reparte sur des bases saines dans ce pays... Ils expliquent que c'est l'histoire particulière de la Serbie qui réclame ces méthodes extraordinaires. Ça peut même se justifier par le terme de « lustration ». Le mot magique est celui de « 6 octobre », le jour d'après la révolution³, quand on coupe toutes les têtes qui ne sont pas tombées le 5. Il faut faire ce 6 octobre que la Serbie n'a pas eu, éliminer les ennemis politiques qui se trouvent en travers du chemin, et ainsi la scène suivante pourra commencer.

Quelle attitude politique vous semblerait plus avisée ?

La politique me donne mal à la tête. Cette radicalité ne plaît pas à mon goût politique, qui est plutôt un langage de modération, de consensus. Parce qu'il y a tellement de problèmes en Serbie, et tellement peu de ressources humaines, qu'on ne peut pas se permettre de jeter les gens comme ça.

Mais quels sont, selon vous, les enjeux qui devraient structurer le débat politique ?

Ce pays compte 7,5 millions d'habitants et, parmi eux, quelques dizaines de milliers qui sont capables de faire fonctionner un État. Le reste a plus ou moins émigré ou n'est pas assez éduqué. Nous avons donc un grave manque de professionnels, de gens avec des compétences pratiques, et un réel besoin de consensus collectif si

³ La Révolution du 5 octobre renvoie à la série d'événements qui se déroulèrent à Belgrade en octobre 2000 et aboutirent au départ de Slobodan Milošević.

nous voulons mettre en œuvre des projets communs. Sinon nous allons continuer d'avoir des gouvernements incompetents, corrompus.

L'enjeu, pour un responsable politique, ne devrait pas être de savoir combien d'argent il va toucher mais plutôt de se demander, par exemple, comment on va faire fonctionner l'agriculture. Les partis politiques n'ont pas de cadres compétents pour s'attaquer à des questions d'une telle complexité, il faudrait créer un débat public. Mais à l'heure actuelle on suscite un débat uniquement pour faire la chasse aux ennemis. Comment rejoindre l'Europe ? Ça aussi c'est un processus très compliqué : il y a des choix à faire, avec des conséquences très différentes. Mais on ne s'occupe pas de cela. On s'occupe de créer des ennemis.

Ce climat d'excès n'est favorable ni au compromis, ni aux collaborations. Collaborer, constituer une équipe qui va mettre la main à la pâte pendant plusieurs années, c'est très difficile ici. Il y a beaucoup d'individualistes qui ne sont pas vraiment indépendants, un individualisme étrange : un esprit du chacun pour soi dans lequel l'individu n'est pas véritablement individualisé – donc un séparatisme, et même une autarcie, mais pas assez de compétences et de capacité d'autogestion.

Ce qui n'est pas le moindre des paradoxes, pour l'ex-Yougoslavie...

Il y a de très bonnes choses liées à l'expérience yougoslave, et aussi de très mauvaises. On a hérité des deux en même temps. Et l'enjeu, c'est de savoir comment travailler sur cette combinaison assez bizarre.

Cela explique d'ailleurs peut-être la radicalité endossée par certains partis. Parce que la manière la plus facile, c'est de couper. Mais dans les faits ce n'est pas possible. Il faudrait se livrer à un travail très souple de connaissance, de comparaison. Les gens ne savent pas grand-chose de l'Europe, de leurs voisins : plutôt que de se bercer d'expressions simplistes, il faudrait regarder ce que font les Roumains, les Hongrois, les Français. Il faudrait s'employer à sauver ce qui fonctionne et à améliorer ce qui ne fonctionne pas. Au lieu de quoi, on propose de trancher, de tuer, de séparer. Et c'est sans fin, parce qu'après une coupe, vient une autre coupe. Il faut arrêter de couper avec une scie.

Une sphère dans laquelle des coupes pourraient être apportées avec profit est peut-être celle de la connivence entre oligarchie et monde politique, vous ne croyez pas ?

C'est compliqué. Un oligarque comme Mišković finance tous ceux qui ne sont pas financés par le *NED* – c'est-à-dire presque toute la politique serbe. Le *LDP*, grâce à ses sponsors américains, a un joker financier et politique dans sa poche, alors que les démocrates n'ont rien contre le fait de recevoir un peu d'argent. Et Mišković n'est pas le seul : il existe de plus petits joueurs, et il y a aussi les joueurs d'origine clairement criminelle, bien que leur temps soit plus ou moins révolu. L'un des financiers proches de Djindjić est en prison en Russie, sous le coup d'une demande d'extradition de la Serbie. Et plusieurs autres du même acabit sont à deux pas d'avoir le même sort. Ça ce sont les gens qui sont plutôt du côté criminel.

De l'autre côté, vous avez les gens qui viennent des services secrets. C'est la règle ici comme ailleurs : on ne peut pas être un criminel de grande taille, se mêler de trafics stratégiques, sans avoir des relations avec les services secrets. Ou, si on le fait, c'est pour une période assez courte. Les gens des structures sont moins connus, plus à l'abri, ils ont un train de vie plus modeste que les oligarques – lesquels courent toujours le risque de devenir trop visibles.

L'alternative pour de tels personnages c'est, ou de devenir décisivement important, ou bien de disparaître d'une manière élégante. Mais s'éclipser discrètement pour une figure de premier plan, c'est compliqué. Le choix qu'avait fait Karić, un millionnaire proche de Milošević, c'est d'entrer directement en politique : ils l'ont donc tué politiquement, mais ce qui est bon pour lui c'est qu'il va peut-être survivre physiquement. Tandis qu'en essayant de ne pas faire les mêmes fautes, Mišković est dans une position délicate. Il y a déjà eu cet épisode où il a été kidnappé, puis il est revenu : officiellement il a été enlevé par ces mêmes gens qui ensuite ont tué Djindjić. Tout cela est complexe, et propice à toutes sortes de théories de conspiration...

Parlons d'une autre époque, et d'autres mœurs politiques. Nous avons visité hier le tombeau de Tito...

Tito est mort à Ljubljana. Son corps est donc parti de la Slovénie, au nord-ouest, et a traversé tout le pays. En 1934, le rapatriement du Roi Alexandre, par bateau puis par train, avait suivi un rituel de deuil assez similaire. Il y avait cette même symbolique spatiale de transmission du corps du roi mort à travers tout le territoire, afin de l'unir. Il est dit que les derniers mots du Roi furent : « *Čuvajte mi Jugoslaviju* » [Protégez pour moi la Yougoslavie].

Et les derniers mots de Tito ?

« *Où est ma jambe ?* » On plaisantait beaucoup sur les grands mots de Tito. Par exemple, l'institutrice demande à un élève : « *Jovica, quels sont les plus grands mots de Tito ?* », et l'élève répond : « *Regarde le ciel, nom de Dieu !* »
« *Mais comment ça ?!* »
« *C'est ce qu'il a dit à Jajce quand les parachutes allemands sont apparus.* »

Parce qu'avait été créé tout un culte officiel des mots sages de notre grand leader, on s'en moquait en disant des blagues...

Et au-delà des plaisanteries de potaches, comment la subversion s'exprimait-elle ?

De manière subtile et souvent détournée. Il y a par exemple un film culte des années 1960, *Breza*, basé sur un livre croate qui dépeint la vie d'un village dans la Yougoslavie de l'entre-deux-guerres. C'est une histoire métaphorique, celle d'une très belle fille qui ne participe pas aux choses du rude monde villageois. L'une des scènes du film montre des gendarmes, donc ceux qui symbolisent le régime, en train de se moquer : « *Čuvamo kralja* » [Nous protégeons le roi]. Ils sont dans le noir, dans le froid et la pluie, ils essayent de fumer, et ils ironisent : « *Et qu'est-ce qu'on dit par ce temps de merde ? On protège le roi et son pays...* » Absurdité totale. A un moment, ils entendent des chants et des cris sortir d'une maison voisine,

alors ils se disent : « *Entrons, c'est sûrement un mariage, on va manger et boire quelque chose, on sera à l'abri* ». Ils pénètrent à l'intérieur, et ils sont horrifiés car il s'agit en fait d'un deuil et ils voient tous ces gens qui chantent et qui boivent autour du mort. C'est comme ça, par ce genre de petits détails, que l'on montre ce que les Croates pensent du roi et du royaume.

Il y a aussi une scène d'ivresse avec trois personnages, trois villageois totalement soûls qui chantent une chanson de Voïvodine, du Srem, apprise pendant leur service militaire. Et eux sont des Croates originaires du Zagorje. L'ivresse et le service militaire sont liés en un phénomène qui a pourri la bonne nature des gens du Zagorje. L'armée est présentée comme un agent de dégradation culturelle, une chose qui a été imposée par les Serbes aux Croates. A travers le détail de la chanson, on saisit donc ce sentiment croate d'être exploité et dominé par les Serbes. Mais c'est difficilement compréhensible si vous n'avez pas de connexion avec la culture yougoslave.

Et l'héroïne du film, quelle est sa destinée ?

Oh, tragique ! Elle meurt vers le début, après quoi tout le film revient en arrière pour expliquer son triste destin et le contraste entre la dureté paysanne et la finesse d'esprit et de corps qu'elle symbolisait elle. Il y a aussi un idiot du village très pieux qui a compris sa beauté et qui essaie de sculpter un ange qui aurait son visage.

Il y a donc cette grâce qui transcende la rudesse de la vie quotidienne villageoise. C'est très beau. Et puis le cadre du film est exceptionnel visuellement, comme chez Sergueï Paradjanov : le village, les collines – donc un contraste entre la beauté du village et la rudesse de l'esprit villageois. Les symboles de la femme et de l'arbre⁴, la profondeur du sentiment religieux de l'idiot du village, tout cela figure l'éloignement de la boue, laquelle symbolise le mutisme, la vacuité, l'idiotisme paysan.

⁴ Le titre du film, *Breza* veut dire « bouleau ». Mot de genre féminin, le bouleau symbolise souvent la femme dans la poésie slave.

On en revient donc, transposé à une autre époque, à ce topos du village comme allégorie de la bêtise et de la brutalité...

Oui, ce film est au cœur des débats sur le village comme symbole national. Sous ses deux aspects : comme image de beauté éternelle ou comme image de dégradation, de trivialité, comme incapacité à comprendre la beauté non-matérielle. Il y a des plans très intéressants. Par exemple le rôle principal, qui va devenir le mari de cette femme, travaille comme garde forestier. Il est lui-même un villageois mais il est employé par des gens de la ville ; il est donc plus haut que les paysans ordinaires : il porte un uniforme et un fusil. Il y a une scène où son patron voit la belle fille et lui demande : « *Qui est cette fille ? Comment se fait-il que personne ne danse avec elle, que vous lui préféreriez ces grosses ourses ?* » Et l'homme lui répond que les deux éléments importants sont l'avant et l'arrière, et que les filles qui n'ont pas de fesses et pas de seins sont comme un village sans église et sans école.

Mais dans un second temps, le patron lui dit à nouveau : « *Elle est belle, elle est tellement belle* », alors il commence à s'y intéresser. Advient ensuite la rencontre, sur un chemin, comme dans *Zorba le Grec*. Sauf que dans le film de Cacoyannis, l'homme venu de l'Ouest n'a pas la capacité d'approcher la jeune veuve. La femme attend, elle ne peut pas faire le premier pas, elle se contente de mettre en évidence qu'elle attend un geste de l'homme. Mais il ne le fait pas. Dans *Breza*, la femme attend aussi le premier pas de l'homme, mais celui-ci le fait, et il le fait crûment, comme un villageois.

Racontez-nous.

Elle le voit, elle baisse la tête, et elle essaye de passer. Mais lui, il la bloque et il dit : « *Enlève ton foulard* ». Elle : « *Pourquoi ?* » ; lui : « *Enlève-le !* »

Elle enlève son foulard ; il tourne autour d'elle et dit : « *Toi tu es belle. Tu sais, mon chef il dit que tu es vraiment belle.* » Elle penche la tête, elle est timide. Il déclare qu'elle lui plaît beaucoup. Elle lui répond qu'il est connu pour faire des choses méchantes avec des filles. Trois fois il répète qu'elle lui plaît. C'est une scène très intéressante parce qu'elle contient à la fois la poétique de la rencontre

et les conventions de la patriarcalité, la rudesse masculine. C'est un film qu'il faut absolument voir, enfin je pense... Quand je le présente à mes étudiants, ils disent que c'est embêtant. Ils ne sont pas tellement intéressés par le village...

Rencontre avec Andrei Pleșu

Entretien conduit au New Europe College, rue Plantelor à Bucarest



Andrei Pleșu est né à Bucarest en 1948. Après des études humanistes à Bucarest, Bonn et Heidelberg, il devient le disciple de Constantin Noica, dont il suit les leçons semi-clandestines à Păltiniș.

Interdit de publication dans les derniers mois du communisme, il entre au gouvernement à la Révolution de 1989 et devient, pour deux ans, Ministre de la Culture ; il occupe aussi, de 1997 à 1999, le poste de Ministre des Affaires Etrangères.

Andrei Pleșu enseigne la philosophie à l'université de Bucarest, et contribue régulièrement à la revue *Dilema veche* dont il est l'un des fondateurs. Il est également le directeur du *New Europe College*, un institut pluridisciplinaire d'études supérieures créé en 1994 et installé dans une élégante demeure néo-classique qu'il partage avec l'Ambassade de Suisse.

Photo : Timișoara 2008 © Rip Hopkins/Agence VU'

Faut-il parler d' « identité européenne » ?

Je crois au contraire que le moment est venu de faire une pause, de ne plus en parler d'une manière inflationnaire comme c'est le cas actuellement. On a déjà beaucoup parlé d'Europe, beaucoup écrit ; on a élargi le nucleus initial ; maintenant, il y aura de toute façon une pause avant le prochain élargissement, s'il a lieu. Dans ces circonstances, un petit exercice de silence pourrait aider.

En plus, on a parlé d'une manière pas très imaginative. Certains mots reviennent trop souvent !

Pensez-vous alors, comme l'écrivain hongrois Peter Esterhazy, qu'il faille interdire, sous peine d'amende, des expressions comme « retour à l'Europe », « maison commune », « valeurs européennes »... ?

Vous savez, j'ai même entendu mieux : « *Une âme pour l'Europe* » ! C'était le thème d'une conférence organisée récemment par des Allemands, qui aiment ce genre de sentiments troubles...

Mais à vrai dire ce sont non seulement quelques mots, mais aussi quelques thèmes, qui sont récurrents...

Lesquels ?

Avant tout, comprenons-nous bien : ces thèmes sont en eux-mêmes honorables. Ce qui me choque, c'est surtout la manière dont ils sont traités.

Premièrement, il y a, bien sûr, les fameuses *valeurs*. Ah ! les valeurs ! la culture ! le patrimoine ! Ils viennent toujours orner la fin des discours, mais on sent bien que ce n'est pas l'essentiel – plutôt une décoration annexe, pour ainsi dire, le rococo du discours politique...

Récemment, une phrase d'Angela Merkel à ce sujet m'a beaucoup troublé : « *l'Europe n'est pas un club chrétien, l'Europe est un club des valeurs* ». Comme s'il existait une contradiction originelle entre la Chrétienté et les valeurs ! Si elle avait dit : « *l'Europe n'est pas un club chrétien, l'Europe est un club œcuménique* » : ou « *l'Europe n'est pas un club des fous, mais un club des valeurs* » – alors, ça aurait été logique. Mais, telle qu'elle a été prononcée, sa phrase trahit un grave manque de compréhension pour les valeurs, la Chrétienté et l'Europe.

Y en a-t-il d'autres ?

Oui ! Second thème obligatoire : le fameux « *Qu'est-ce que l'Est peut apporter à l'Ouest ?* ». Vous êtes maintenant entrés dans le « club » et nous, les Occidentaux, nous nous demandons – d'une manière bien sûr très amicale, mais insistante – ce que vous pouvez apporter à cette organisation... Et alors tout le monde se met à dire : ce sont les valeurs ! les traditions locales ! la culture !...

Je suis fatigué de cette rhétorique. Et si vous voulez mon avis, sur les valeurs et sur la contribution de l'Est, le voici : de toute façon, on va vous apporter nos vices !

Nous allons vous apporter une certaine lassitude historique. Car, oui, nous sommes fatigués. Mais cette fatigue peut aussi devenir une vertu, parce que l'Europe a oublié d'avoir l'air fatigué : elle est trop active, trop dynamique, elle parle toujours de l'avenir, elle fait des projets. Pourtant, l'Europe, c'est aussi un passé – et l'Est va peut-être pouvoir lui apporter un peu de recul, un peu de calme, un peu du silence analytique qui lui est aussi nécessaire que le dynamisme du citoyen de l'Ouest.

Ces deux Europes peuvent-elles se comprendre ?

J'espère qu'elles le peuvent. Mais maintenant, il y a des difficultés à les rassembler. Et je ne crois pas qu'il faille chercher des coupables : les dernières décennies ont créé des barrières terribles, une dissymétrie d'expérience, de

mentalité, d'ouverture entre l'Est et l'Ouest. On peut être poli, faire semblant de s'entendre : mais le dialogue est impossible.

Je vous donne un exemple. Comme vous le savez, pendant le communisme, il y avait quelques auteurs roumains de l'exil qui étaient interdits en Roumanie. C'était le cas, notamment, de Cioran et d'Eliade. Après 1989, on a eu la chance de pouvoir enfin publier et lire leurs œuvres, en Roumanie : ce fut une inflation de traductions et de publications sur ces auteurs. On s'est alors inquiété, à l'Ouest, de voir deux écrivains qui s'étaient engagés à l'extrême-droite, pendant leur jeunes années, avoir un succès « suspect » en Roumanie !

Je comprends ce point de vue. Mais il faut savoir que Cioran n'a pas été interdit pendant le communisme parce qu'il était un ancien membre de la Garde de Fer, mais parce qu'il était trop pessimiste. Cela n'a rien à voir avec sa jeunesse d'extrême-droite ! Pendant le communisme, la tristesse était un vice politique. On devait être confiant dans l'avenir, dans le parti... et Cioran était inacceptablement tragique. Eliade, lui, était interdit parce qu'il s'occupait d'histoire des religions – dans un pays athée. Les critères de leur interdiction n'étaient pas politiques, tout comme les critères de leur réinvention.

Je comprends la sensibilité et les inquiétudes des Occidentaux – mais j'espère qu'ils comprendront nos critères, qui sont tout à fait différents, tout comme la situation est tout à fait différente.

Votre thèse de doctorat, soutenue en Roumanie il y a trente ans et bientôt traduite en français, est intitulée « *Pittoresque et Mélancolie* ». Le pittoresque, précisément, ne serait-il pas l'envers positif de la « dissymétrie » que vous évoquez ? N'y a-t-il pas un plaisir du voyage, un art de voyager propre à l'Europe, et plus accessible depuis l'effacement des frontières ?

Vous savez, moi, je déteste voyager. Je déteste les lieux de voyage, les aéroports, les gares. Je suis lent et mélancolique, je n'aime pas le mouvement, je préfère rester assis sans bouger – c'est mon côté « turc ». Bien sûr, les médecins qui s'oc-

cupent de moi sont horrifiés par mes discours sédentaristes. Mais quand l'inventeur du jogging est mort à 62 ans, pendant son jogging, c'était pour moi une victoire personnelle !

Je répondrai quand même à votre question, en citant Georges Steiner qui, dans un très beau texte sur l'idée d'Europe, écrit que l'Europe est le seul continent du monde où l'on peut voyager à pied. Cela n'est possible nulle part ailleurs ! Brancusi par exemple, est parti de Roumanie et a parcouru toute la distance entre sa ville natale et Paris à pied, comme jeune homme qui voulait conquérir la métropole.

L'Europe n'est pas faite pour la vitesse.

Ulysse de Marsillac, voyageur français venu à Bucarest dans les années 1850, a laissé des carnets où il écrit : « Bucarest, par un rare privilège, satisfait notre double désir de civilisation et de liberté ». Pensez-vous que la Roumanie soit toujours « exotique » pour les visiteurs européens ?

Je ne le crois pas. C'était le cas jusqu'au début du XX^e siècle, quand Bucarest avait cet aspect paradoxal pour le voyageur occidental, choqué de voir des traces extraordinaires de civilisation et de culture dans le voisinage immédiat d'épisodes barbares.

Mais votre citation me rappelle le récit d'un autre voyageur qui a parcouru la Grèce, à peu près à la même époque. Il y raconte sa rencontre, dans les montagnes, avec une sorte de moine barbu et effrayant, d'un primitivisme presque animal. De la bouche de ce monstre sort une question : « *d'où venez-vous ?* ». Confus et un peu paniqué, il lui répond « *je viens de France* ». Et le monstre demande, en français : « *ah, bien ! Et comment va Monsieur Voltaire ?* ».

Ce contraste entre l'apparition brutale et la référence à Voltaire lui donne un sentiment d'exotisme parfait. Et cela, c'est assez caractéristique du Sud-Est de l'Europe : on peut y rencontrer des gens d'une culture immense, avec tous les complexes des pays mineurs.

De quels complexes s'agit-il ?

De complexes d'infériorité. Comme dit Cioran, « l'orgueil des petits pays est toujours blessé ».

Les intellectuels de cette région sont-ils encore « complexés » ?

Un jour, Mircea Eliade m'a raconté son arrivée à Paris. Il y a rencontré Georges Dumézil qui lui a demandé quel était son domaine. Eliade répond : « *l'histoire des religions* ». Dumézil s'étonne : « *vous savez, c'est un peu trop. Moi par exemple, je ne m'occupe que des origines indo-européennes de la religion – et c'est déjà beaucoup.* » Puis ils se mettent à parler. Et après deux heures, Dumézil s'exclame : « *mais vous savez tout !* » - et Eliade réplique : « *Monsieur, il faut tout savoir* ».

Et c'est cela, le complexe d'infériorité de l'intellectuel de l'Est. Il se sent obligé d'être plus que lui-même, de savoir plus qu'il est possible ou nécessaire, pour faire face à une concurrence de qualité de la métropole – ce qui donne lieu à de grandes qualités et de grands défauts.

Lesquels ?

La grande qualité, chez un esprit riche et puissant comme Eliade, c'est de pouvoir parvenir à un encyclopédisme remarquable pour l'époque contemporaine ; le grand défaut, chez les autres, c'est un amateurisme énorme. On a l'air de tout savoir ; on s'intéresse à tout, sans professionnalisme ; on joue une petite musique faite pour plaire à l'oreille. Ce dilettantisme a beau être sympathique, il manque de profondeur, de stabilité, de *Gründlichkeit*.

Constantin Noica était l'ami d'Eliade et de Cioran : comme eux, il aurait pu s'exiler à la fin des années 1940, mais il ne l'a pas fait. Quand, à la fin de sa vie, nous lui avons demandé pourquoi, Noica nous a répondu « *si j'étais parti en Occident, comme professeur de philosophie, j'aurais dû trouver quelque détail mineur de l'histoire de la philosophie pour en devenir le spécialiste, car tout est déjà fait* ».

là-bas. J'aurais dû consacrer ma vie à un petit commentaire d'Aristote ; tandis qu'ici, où tout est encore à faire, je peux simplement lire Aristote ».

Le plaisir, la liberté impure de pouvoir lire Platon, de « marcher sur les grands boulevards » comme il disait, et pas seulement dans des rues étroites, ça a été la chance de ma vie intellectuelle. Mais c'est une chance ambivalente, qui donne d'une part la sensation mobilisante que tout est encore à faire ; et d'autre part, l'impression de rester marginal.

Et quel parti avez-vous pris, en créant le collège Nouvelle Europe ? Avez-vous trouvé un compromis entre la spécialisation et l'encyclopédisme ?

J'ai voulu avant tout créer ici une sorte de lieu de normalisation de la vie intellectuelle. Avant 1989, on ne faisait de la recherche que sur commande de l'Etat, on ne pouvait s'occuper de ses propres projets, et il n'y avait pas de dialogue entre les disciplines. J'ai voulu créer un lieu où les boursiers sont libres de conduire des projets privés – avec une obligation : se rencontrer, chaque semaine, pour échanger des idées.

Est-ce en cela que votre collège est « européen » ?

Oui. Je crois que le danger pour l'Europe moderne, c'est la solitude extraordinaire des compétences – ou leur homogénéisation dans une vague idéologie technologique.

D'ailleurs, c'est sa manière même d'exister : un séminaire hebdomadaire, où des spécialistes de domaines très différents – théologiens, juristes, archéologues, politologues, toutes les sciences humaines dans l'acception la plus large possible – se réunissent et doivent aborder des sujets intéressants pour chacun dans leur domaine propre, transdisciplinaires, comme on dit aujourd'hui. Cela force chacun à sortir de soi-même, de ses propres obsessions, de ses priorités

scientifiques et à prêter attention à d'autres disciplines, d'autres projets, d'autres idées.

Quelle serait pour vous la formation idéale d'un Européen ?

Je vais de nouveau citer Noica pour vous répondre. Il disait : je crois qu'il serait essentiel de refaire le lycée entre 30 et 35 ans, parce que quand on est à l'école, on est obligé de faire de la chimie, de la géographie, et on s'ennuie. Refaire cela quand on est adulte, relire un manuel de géographie, c'est retrouver l'encyclopédie de la connaissance avec la force de la maturité, ce qui pourrait donner à l'Europe un horizon intellectuel et permettre aux Européens de retrouver l'ouverture, la tolérance – ces fameuses « valeurs » que l'on cherche plutôt de manière rhétorique.

Je proposerais donc que nos institutions organisent pendant deux ou trois ans des cours publics dans les villes européennes, pour tous les gens, dans tous les domaines. Cette ouverture de l'esprit tous azimuts – c'est une utopie, bien sûr – pourrait devenir une fontaine de sagesse et de fraîcheur.

Après le pittoresque, la mélancolie : pensez-vous que ce sentiment soit typiquement européen ?

Peut-être. Je l'avoue, je pourrais dire que la mélancolie est le sentiment typique de l'Europe, tandis que je ne dirais pas : le sentiment typique de l'Amérique ou de l'Afrique, c'est la mélancolie. Mais je la lie plus volontiers à la *Mitteleuropa* qui, avec son mélange de peuples et son histoire assez bariolée, est son territoire privilégié.

La mélancolie, c'est la dimension post-impériale de l'Europe. L'Europe est née comme épiphénomène d'un empire, l'Empire romain. Depuis, il y a toujours eu des époques post-impériales en Europe. Ce sont des périodes, comme l'alexandrinisme, où l'épuisement des valeurs est accompagné d'un sentiment de

vacuité. C'est l'expérience post-classique qui donne cette nuance mélancolique à certaines parties de l'Europe.

Vous évoquez la *Mitteleuropa* ; Cioran, lui, a écrit : « *il n'existe en Europe que trois formes de tristesse : la russe, la hongroise, la portugaise* »...

Il ne faut pas le prendre au mot... mais j'admets qu'il existe une mélancolie typique pour chaque peuple, et qu'il y en a de plus fortes que d'autres. Les peuples, comme les hommes, ne sont pas tous également mélancoliques !

A l'inverse, certains peuples ont-ils pour vous plus d'humour que d'autres ? Est-ce le cas de la Roumanie ?

L'humour existe partout en Europe – mais prend ici une certaine couleur qui a été encouragée par l'expérience historique.

Le « *haz de necaz* ¹»...

C'est cela. Ou, comme on disait dans les communautés juives, *trotzdem lachen* : rire malgré tout. C'est le rire du ghetto : la situation est dramatique, mais rions quand même.

J'ajouterais encore une chose sur la mélancolie : ce qui manque à l'Union européenne, c'est justement, en quelque sorte, la mélancolie. L'Europe d'aujourd'hui est toujours projective : elle définit un modèle, puis se lance dans un sprint sportif pour l'atteindre. C'est cela qui a fait dire à Vladimir Bukowsky : à présent, nous avons, au lieu de l'URSS, l'UE ; au lieu de Moscou, Bruxelles ; et toujours le même discours mobilisateur, optimiste, tendu vers un avenir doré.

¹ Expression roumaine signifiant littéralement "le rire du malheur".

Êtes-vous de son avis ?

Bien sûr, son affirmation est excessive. Reste que le discours de l'UE, de la Commission européenne, peut-être sympathique et efficace, laisse de côté une certaine réflexivité, une certaine mélancolie.

A ce sujet, je vais vous dire encore un mot sur l'Europe de l'Est et la contribution qu'elle pourrait avoir. Il y a un passage très mystérieux dans la deuxième Epître de Paul aux Thessaloniens, cité par Carl Schmitt et étudié par un Roumain, Théodore Paléologue.

D'après ce passage, il y a un moment, au commencement des temps apocalyptiques, où la vitesse des évolutions s'accélère. Et quand la fin du monde approche, on a besoin de quelqu'un ou de quelque chose qui ralentit le rythme de la chute, qui freine un peu cette course inévitable. Et cela, c'est ce que Saint Paul appelle le *catechon* (κατεχων) : le ralentisseur, le retardateur, ce qui résiste aux choses et les ajourne.

D'un point de vue rationaliste, un type de cette catégorie n'est pas sympathique : c'est quelqu'un qui n'est pas progressiste, mais au contraire « conservateur » et, d'une certaine manière, retardataire. Mais dans les moments d'accélération de l'histoire, le *catechon* est utile. Et je crois que l'Europe de l'Est va pouvoir jouer ce rôle, dans un monde où tout évolue avec une direction précise, de façon dynamique et de plus en plus vitale, en apparence : peut-être que les rythmes de cette partie de l'Europe vont réussir à ralentir cette évolution, à freiner le cheval prêt à s'emballer.

La recherche sur l'Europe a-t-elle un terrain privilégié ?

L'Europe, je le crois, c'est essentiellement et originellement l'espace méditerranéen. Saint-Augustin est né au Nord de l'Afrique avant de devenir l'un des fondateurs du Christianisme en Europe !

Tout ce qui se passe dans le Maghreb a une qualité nutritive pour la mentalité européenne. L'Europe a irradié et aussi absorbé une certaine qualité méditerranéenne qui s'exprime dans le Maghreb, même dans la cuisine. L'Afrique du Nord est aussi européenne. C'est là que les mélanges de cultures et de traditions ont lieu, qui ont nourri les origines de l'Europe, et nourriront peut-être aussi son avenir.

L'Europe est née ainsi : l'Empire romain était en ruines, et ce sont les barbares qui ont envahi l'Europe pour modeler quelque chose de tout à fait nouveau. L'Europe, c'est la combinaison entre les traditions survivantes de l'Empire romain et la vitalité trouble, hystérique et barbare des invasions nomades. L'histoire peut se répéter.

Où chercheriez-vous des traces de l'héritage barbare dans l'Europe moderne ?

Dans la typologie, le caractère – avec ses bonnes et ses mauvaises parties. Il y a encore en Europe une fraîcheur qui est plutôt barbare, une certaine absence de routine – et aussi une certaine résistance aux institutions, en particulier à l'Est.

Justement, l'Europe unie, ce sont avant tout des institutions communes...

C'est vrai, mais les « barbares » de l'Est ont des difficultés à s'y accommoder. A l'Est, les gens sont plutôt autonomes, les institutions n'ont pas de prestige. L'Etat, l'institution, ce sont des choses suspectes. Pour survivre, il faut chercher à les éviter : c'est l'un des problèmes pour notre intégration à l'Union européenne.

Pour conclure, laissez-moi vous raconter une petite anecdote sur les barbares et l'Europe.

J'avais un ami peintre qui était très croyant. Par une après-midi très chaude, à Bucarest, il a eu besoin d'entrer dans une église – pas seulement pour se recueillir, mais aussi pour profiter de la fraîcheur. A l'intérieur, personne – sauf le

prêtre lui-même, torse nu, attablé face à l'autel avec une bouteille de vin. Et mon ami, qui pourtant aime le vin, est un peu troublé. « *Mon père, je ne comprends pas. J'entre dans l'Eglise avec l'intention pieuse de prier, et que vois-je : le prêtre, déshabillé, buvant du vin face à l'autel !* ».

Réaction européenne : mon ami voulait respecter l'institution, et obéir à ses règles.

Le prêtre alors lui dit. « *Mon fils ! Ici c'est la maison de Dieu. Je me sens ici comme chez moi – et j'entends y faire comme chez moi. Et si cela vous déplaît : allez-vous-en* ».

Réponse barbare : le prêtre n'avait pas le culte de la solennité et de la rigueur institutionnelle.

Ce caractère a quelque chose de proprement sublime, il apporte une certaine fraîcheur dans les relations avec Dieu, avec l'institution – mais porte aussi en lui un germe de chaos.

Rencontre avec Elizabeta Zemljic

Conversation sur les rochers d'Inis Meáin, face à l'océan atlantique



Née à Malmö en 1973, Elizabeta Zemljić est une réalisatrice de cinéma et de théâtre avec une passion toute particulière pour la création d'histoires touchant aux rencontres entre les cultures européennes.

Picnic at the Cemetery a reçu en 2001 le prix du meilleur court-métrage étranger lors d'un festival du film de New York. Son documentaire *Gingerbread Land* a quant à lui été diffusé sur les télévisions nationales suédoise et finlandaise. Les deux films ont également été distribués en Serbie. La dernière production théâtrale de Zemljić, *Teenage Club. The truth of growing up*, est le fruit d'une collaboration entre deux compagnies de théâtre, l'une serbe, l'autre suédoise.

Elizabeta Zemljić vit depuis trois sur la petite île d'Inis Meáin, au large des côtes irlandaises. En 2008, elle a dirigé pour la première fois un film documentaire en langue irlandaise, retransmis sur la chaîne gaélique TG4.

Photo : Belgrade 2008 © Martin Kollar/Agence VU'

D'où êtes-vous?

Je suis née et j'ai grandi à Malmö. Je suis donc suédoise... Cependant mes parents viennent de l'ancienne Yougoslavie : ma mère est serbe, mon père est slovène, et j'ai aussi de la famille en Croatie - je suis donc une sorte de mélange.

Mon identité est fortement liée à la Yougoslavie ; je reste nostalgique de ce pays. Enfant, je ne vivais que pour ces mois d'été que nous passions là-bas en famille, il s'agissait seulement de survivre aux hivers suédois !

Dans quelles circonstances vos parents ont-ils émigré ?

Ma mère et son premier mari ont quitté le pays de façon rocambolesque, en 1963. Ils ont dû faire le voyage depuis la Voïvodine jusqu'en Slovénie, puis traverser à pied la frontière italienne. Quand enfin ils arrivèrent à Trieste, ils furent placés dans un camp de réfugiés, sans savoir où ils allaient être envoyés. Ce fut pour eux un temps de grande incertitude. Ils voulaient aller aux États Unis, en Australie, ou en Nouvelle Zélande, le plus loin possible de la Yougoslavie.

Mon père a connu un parcours semblable quand il était très jeune : de Slovénie, il a fui vers l'Autriche, où il y avait aussi des camps. J'ai découvert récemment qu'il existait de tels camps même en Irlande, pour les Hongrois. Ces institutions avaient vocation à offrir refuge, mais les pays riches les utilisaient tout autant pour recruter de la main-d'œuvre. Les pays qui avaient besoin de travailleurs y envoyaient une délégation avec laquelle il fallait prendre rendez-vous puis passer un entretien.

La vie était extrêmement difficile dans la Yougoslavie de l'après-guerre. Mes parents rêvaient simplement d'une vie meilleure, mais ils durent prétendre qu'ils demandaient l'asile pour des raisons politiques. Bien que, d'une certaine façon, c'est bien pour des raisons politiques qu'ils avaient fui, car si vous ne vous conformiez pas aux normes communistes, vous deveniez suspect, un *outsider*. Mon père était un rêveur. Il voulait s'acheter une Mercedes - ce qu'il a fait, d'ailleurs, plus tard...

La Suède était-elle une destination que vos parents envisageaient ?

Ni l'un ni l'autre ne pensaient à la Suède. La seule chose qu'ils avaient entendue dire, c'est que c'était un pays peuplé d'ours polaires... Mais ils n'eurent pas le choix. Ceux qui restaient bloqués trop longtemps dans les camps devenaient fragiles et couraient le risque d'être renvoyés. Tous les réfugiés voulaient donc sortir le plus vite possible.

En ce qui concerne ma mère, ils n'ont pas voulu d'elle dans les pays les plus « prisés » parce qu'on avait détecté quelque chose sur ses poumons. Ils ont pensé qu'elle avait la tuberculose, ce qui n'était pas le cas, mais cette petite tache sur ses poumons a décidé de son sort. La délégation suédoise affirma pouvoir prendre soin d'elle. Les économies des pays d'Europe occidentale avaient cruellement besoin d'immigrés à l'époque, et la Suède avait du mal à recruter. Ils se servaient donc de l'argument humanitaire.

L'ironie, dans l'histoire de ma mère, c'est qu'à peine était-elle arrivée en Suède, dix-huit mois après avoir quitté sa maison, que Tito ouvrit les portes de la Yougoslavie. Il avait été forcé de le faire pour sauver le pays, qui se trouvait dans une situation économique désastreuse. Il dit aux Yougoslaves : « *Allez-y ! Faites de l'argent à l'étranger, puis revenez !* » Beaucoup de ceux qui partirent se firent construire des maisons en Yougoslavie - des maisons énormes - mais ils ne revinrent jamais de façon permanente. Ils voulaient travailler à l'étranger pendant quelques années, mais ces années se transformèrent en décennies...

Comment cette histoire d'émigration se combine-t-elle avec votre part d'identité suédoise ?

Je ne me rappelle pas d'avoir jamais entendu mentionner, pendant ma scolarité, que les immigrants avaient contribué à faire de la Suède l'État-providence qu'elle est aujourd'hui. C'est la part de *mon* histoire de la Suède qui n'apparaît pas dans les livres d'histoire. Plus tard, j'ai fait des recherches et trouvé dans les archives suédoises des documents sur ces camps, de sorte que j'ai pu suivre la trajectoire de ma famille vue d'une perspective suédoise.

Plus généralement, l'histoire de ces camps par lesquels transitèrent tant de réfugiés d'Europe de l'Est après la Seconde Guerre mondiale constitue un pan méconnu de l'histoire européenne. Bien peu de témoignages se sont frayés un chemin jusqu'à la littérature et au cinéma. Je pense personnellement que cela en dit beaucoup, tant sur les pays que ces gens ont quittés que sur les pays qui les ont accueillis.

Pouvez-vous décrire Malmö, la ville où vous avez grandi?

Malmö était une ville ouvrière. Quand l'industrie s'est effondrée, les gens ont dû se trouver une nouvelle identité ; ils y travaillent encore. Aujourd'hui, c'est une ville dont on vante le caractère cosmopolite, mais il s'agit d'une dimension qui n'a été consolidée que récemment. Il y a vingt ans, les frontières étaient étanches. J'ai grandi à Rosengård, le quartier immigré, très à l'écart du reste de la ville. J'ai vu l'autre jour dans le journal que Malmö allait avoir la première « communauté privée » de Suède. C'est inquiétant... Toute époque de transition identitaire comporte une part de danger.

Pour moi, ce que Malmö a de plus précieux, c'est précisément Rosengård. Et puis le pont qui relie Copenhague. Peut-être s'agit-il d'une histoire d'amour forcé, un mariage arrangé dans lequel l'un des partenaires convoite l'autre davantage. Quoi qu'il en soit, un pont entre deux pays est une chose si romantique ! Le plus beau moment fut celui de la jonction, juste avant que les deux parties ne se rencontrent. C'était d'une grande poésie. Maintenant, c'est *seulement* un pont. Dans cinquante ans, les gens penseront qu'il a toujours été là...

Et ce pont m'a changée, moi aussi. Il m'a donné le courage d'émigrer. Il a ouvert la voie à mon départ de Malmö. Ma propre émigration s'est produite peu avant mes trente ans mais, émotionnellement, j'avais commencé à m'éloigner de la Suède avant même d'avoir vingt ans.

Et qu'est-ce qui vous a finalement poussée à traverser le pont?

Je n'ai jamais eu le sentiment d'être chez moi en Suède... C'est une sensation que j'ai du mal à expliquer car je suis, formellement, citoyenne de ce pays. Et je chéris la langue suédoise ; c'est elle qui constitue mon vrai lien avec la Suède, ce à quoi je resterai toujours fidèle. Le suédois était une seconde langue qui est devenue ma première langue.

À part ça, et bien que j'aie de la famille là-bas, je ne suis pas profondément attachée à la Suède, que ce soit mentalement ou physiquement. Je ne me sens pas liée à ce pays, pas même à la beauté de son environnement naturel. J'ai maintenant adopté un autre paysage, dans un autre pays.

La vérité, c'est que mes parents n'avaient pas de projet à long terme en Suède et la Suède n'avait pas de projet à long terme pour nous. Quand vous êtes issu d'une famille d'immigrés, vous n'avez pas d'attachement charnel au sol où vous êtes né. Ce problème est plus profond qu'il n'y paraît. D'être sans racines vous rend instable, agité. Dans ma famille, nous trouvions formidable de posséder un passeport yougoslave ; c'était un lien avec nos racines. Et puis le pays s'est disloqué. J'avais dix-huit ans à l'époque. Et il m'a fallu un an et demi pour obtenir mon passeport suédois. Mais j'ai toujours un passeport valide sur lequel il est écrit « Yougoslavie ».

Outre cette question des racines, sauriez-vous caractériser ce qui vous attirait en Yougoslavie, et qui vous manquait en Suède?

Pour moi, la Yougoslavie symbolisait la liberté. C'est paradoxal, car c'est précisément le manque de liberté qui avait fait fuir mes parents. Mais quand j'étais enfant, je me sentais libre à chaque fois que je séjournais là-bas. La Suède a tellement de règles... Elles sont rivetées en vous. La société suédoise est très bien organisée mais dysfonctionnelle sur le plan affectif, alors que la Serbie est un pays très émotif mais complètement chaotique.

Je comprends mieux maintenant ce qui me manquait. Je pouvais, en Serbie, extérioriser certains pans de ma personnalité que je réprimais en Suède. Je ne crains pas de dire le fond de ma pensée en Serbie. Je peux me quereller avec quelqu'un sans que cela nous empêche d'aller boire un café, ou quelque chose de plus fort, après la dispute. Il n'y a pas de mal à se disputer de temps en temps, et à défendre ses opinions ; c'est bon pour l'intégrité de la personne.

En Suède, le conflit est considéré comme la pire des choses. À mon avis, cela peut devenir un problème pour l'avenir de la démocratie. Il y a un mot suédois qui décrit très bien ce dont je veux parler : *kuvad* - cette façon de marcher tête baissée comme si quelqu'un s'apprêtait à vous asséner un coup sur le crâne. En Suède, on a l'impression de n'être pas autorisé à se battre pour ses propres idées. Le système de protection sociale a été conçu pour protéger les plus faibles, mais il a fini par se retourner contre la liberté individuelle. Le mot clé, c'est *teamwork*. Les Suédois ont si bien appris l'art de la négociation qu'ils sont devenus exagérément diplomates. Mais c'est probablement un trait que les Serbes feraient bien de cultiver un peu...

Le mot « Yougoslavie » a-t-il changé de sens pour vous ?

Quand la Yougoslavie a éclaté, certains de nos amis ont cessé de nous rendre visite. Notre cercle amical en Suède s'est mis soudain à rétrécir. Lorsque mes parents étaient dans les camps de réfugiés, ils y ont trouvé de nombreux nationalistes : des *Ustaše* [oustachis], des *Četnici* [tchetniks]. Ces gens qui avaient dû fuir la Yougoslavie après 1945 sont les mêmes qui contribuèrent à sa désintégration ultérieure. C'est un cycle intéressant : c'est comme si les éléments nationalistes n'avaient été chassés du pays qu'afin que le nationalisme y fasse un retour en force, tel un boomerang.

En ce qui me concerne, je tiens à cette identité yougoslave. Cela n'a rien à voir avec le socialisme ou le communisme. La Yougoslavie n'est plus une entité tangible mais elle demeure une belle idée. Je suis moi-même issue d'un mélange de cultures, alors je dois y croire. Et je me réjouis de constater qu'il est de plus en plus fréquent d'en entendre parler ouvertement - ce qui n'était pas le cas dans les

années 1990. Je pense fermement que les pays de l'ex-Yougoslavie ont vocation à interagir. Ils le font déjà à travers le commerce et les échanges culturels. C'est une chose qui ne peut être forcée.

Vous avez vous-même vécu quelques temps en Serbie. Que retenez-vous de cette expérience ?

J'ai déménagé à Belgrade l'année où le régime de Milošević a été renversé. Avant cela, pendant les « années sombres », j'étais allée régulièrement en Serbie. Je ressentais le besoin de me rendre sur place pour voir ce qui s'y passait réellement : les comptes rendus des médias suédois étaient si manichéens que j'avais du mal à les croire. Je voulais observer la société serbe de l'intérieur, alors que le monde entier la commentait de l'extérieur.

Dans ces années-là, vers 1995, on sentait dans l'air que quelque chose d'extrêmement lourd était en marche. Les Serbes vivaient reclus, ce qui n'a pas changé... Les gens se rendaient compte que je ne parlais pas comme eux, et ils me demandaient: « *Comment nous considèrent-ils là-bas? Est-il vrai qu'ils nous haïssent tellement ?* » Ils se sentaient comme les auteurs de troubles de l'Europe. Et il y a maintenant toute une nouvelle génération de Serbes qui trouve normal d'être les brebis galeuses de l'Europe.

Je suis partie pour Belgrade pénétrée d'une grande dose naïveté, persuadée que quelque chose de bon devait se produire après la chute de Milošević. Je voulais contribuer à la construction du nouveau pays. Je suis donc partie en optimiste, et j'ai bien failli rentrer en pessimiste. Les gens que j'ai fréquentés pendant cette année-là avaient mon âge ou un peu plus ; c'était la « génération de la guerre ». Les hommes, surtout, avaient pris part aux combats. Ils avaient du mal à passer à l'étape suivante. Ils ne croyaient plus en rien ; ils étaient extrêmement cyniques. Ils ne pouvaient prendre mon optimisme au sérieux car ils ne croyaient pas que quoi que soit de bon puisse arriver...

Puis j'ai rencontré des gens de la génération d'après, qui avaient une autre vision de la vie. C'est un état d'esprit que j'ai eu envie de décrire ; je suis donc revenue

et j'ai fait un film. Je voulais aussi montrer aux Suédois que les Serbes sont en fait des gens normaux, modernes. J'ai filmé quatre étudiantes belgradoises qui apprenaient le suédois, et j'ai simplement laissé ces filles serbes expliquer leur cas en suédois.

Pourquoi ces jeunes filles apprenaient-elles le suédois?

Ça, je n'ai jamais réussi à le savoir vraiment. L'une d'entre elles m'a expliqué que certaines personnes aiment l'excentricité... Une autre raison qu'elles invoquent dans le film est que la Suède est un pays qui suscite l'admiration. Elles espéraient y créer des liens, professionnels ou autres. Il est vrai que les Serbes tiennent la Suède en haute estime. C'était déjà le cas du temps de la Yougoslavie. On apposait l'adjectif « suédois » à toute chose de qualité : « un système électrique suédois », etc.

Le portrait de ces quatre filles devait être une histoire simple, mais elle s'est beaucoup compliquée. S'y sont intriquées les relations entre les deux pays : Zoran Djindjić a été assassiné une heure avant sa rencontre avec Anna Lindh, puis Anna Lindh elle-même a été abattue par « un jeune Serbe », comme on l'a présenté dans les médias suédois. Alors qu'en fait, il était né et avait grandi en Suède, comme moi. Cet événement a réellement affecté ces jeunes filles qui s'efforçaient de construire quelque chose - une sorte de pont imaginaire avec la Suède.

Et qu'est-ce qui vous a amenée, Elizabeta Zemljić, à construire un pont avec Inis Meáin, cette petite île de l'Ouest de l'Irlande ?

Tout a commencé il y a quatorze ans, alors que j'avais une vingtaine d'années. J'ai découvert une pièce de John Millington Synge, *Riders to the sea*, que j'ai décidé de monter à Malmö.

À cette même période, j'ai croisé par hasard l'affiche d'une exposition de photographies sur laquelle on voyait l'image d'une femme et d'une vache sur une plage. Le visage de la femme était légèrement incliné vers le ciel ; la vache regardait

dans une autre direction. Il y avait des larmes dans les yeux de la femme. Elle était debout, au milieu de nulle part, avec cette vache tenue au bout d'une corde. Cette image a fait résonner quelque chose en moi.

Alors je me suis empressée d'aller voir l'exposition et j'y ai trouvé des photographies en noir et blanc montrant un paysage désolé, rocailleux, sans arbres... Toutes ces images avaient été prises sur Inis Meáin dans les années 1970 et 1980 par un photographe suédois. J'ai aussi découvert que c'était sur cette même île que Synge avait été inspiré d'écrire *Riders to the sea*. L'image de la femme sur la plage m'avait parlé. J'ai donc décidé de me rendre là-bas.

J'ai commencé par faire quelques recherches et la première chose que j'ai apprise au sujet des îles d'Aran, c'était qu'elles étaient pleines d'hommes célibataires. C'est devenu une plaisanterie : *rentrerais-je jamais ?* La première fois que j'ai fait le voyage, j'ai eu un mal de mer terrible. Mais une fois le pied posé à terre, c'était comme de débarquer sur la lune. Tout était très calme, gris - ni accueillant, ni hostile. C'était neutre. Et cette neutralité m'est allée droit au cœur. C'était un endroit où je pourrais trouver une sorte d'équilibre.

Vous circulez d'une périphérie à une autre : de la Scandinavie aux Balkans, et finalement à ces confins de l'Europe occidentale...

D'être Européen vous donne beaucoup de liberté en termes d'identité. Cela m'a aussi donné le courage de venir vivre sur cette île au large de l'Irlande rurale.

Je sais que je suis une étrangère ici - un statut que j'accepte dans un tel environnement. Cela ne me dérange pas. Bizarrement, les gens d'ici m'appellent « la Suédoise ». Pour moi, le grand défi est maintenant d'apprendre la langue irlandaise. Le gaélique ne ressemble à aucune des langues que je connais ; je dois mobiliser toutes mes facultés linguistiques pour tenter de le maîtriser.

Mes deux identités - la suédoise et balkanique - se rejoignent ici. Cela m'apaise. Si je me sens si bien, c'est peut-être parce que les traits de caractère balkaniques et nordiques s'entrecroisent en cette extrémité du continent européen. Les Irlandais

ont beaucoup de passion en eux, comme les Serbes. Mais ce sont aussi des gens calmes et réservés, comme les Suédois.

Je m'estime fortunée. J'ai trouvé un lieu auquel je me sens appartenir.

Que représente pour vous l'identité européenne ?

L'identité européenne est la seule qui soit suffisamment ample pour absorber et résorber tous mes conflits identitaires. L'Europe est ce qui m'unit.

Cela ressemble à une fin heureuse, non ?

Liste des Etudes et Recherches déjà parues

Images Yougoslaves : cinéma yougoslave et image de l'Autre en Europe - Laëtitia Delamarre (juillet 2010).

Timișoara, un chantier identitaire aux confins de l'Europe - Cristina Stănculescu (juillet 2010).

Where is Germany heading? - (Dir. Renaud Dehousse et Elvire Fabry) Timo Behr, Janis A. Emmanuilidis, Almut Möller, William E. Paterson, Daniela Schwarzer, Stefan Seidendorf and Henrik Uterwedde. (juillet 2010).

Karlsruhe's Europe - Katrin Auel et Julio Baquero Cruz (juillet 2010).

Intégration régionale en Europe : sortir de l'impasse - Timo Behr (mai 2010).

La contribution de 14 think tanks européens au Trio de présidences espagnole, belge et hongroise de l'UE - Dir Gaëtane Ricard-Nihoul et Elvire Fabry (mars 2010).

Partenariat Euro-Américain : une nouvelle approche – Groupe de Réflexion (Romano Prodi, Guy Verhofstadt (co-présidents), Étienne Davignon, Jacques Delors, Joschka Fischer, Paavo Lipponen, Tommaso Padoa-Schioppa) et Nicole Gnesotto (Rapporteur) / Coordonné par Sami Andoura, Timo Behr et Gaëtane Ricard-Nihoul (mars 2010).

Une Union sans cesse moins carbonée ? Vers une meilleure fiscalité européenne contre le changement climatique - Eloi Laurent et Jacques Le Cacheux (novembre 2009).

Les interventions de l'UE au niveau national : quel impact ? - Yves Bertoncini (juillet 2009).

Styles, stratégies et potentiel d'influence de la politique européenne de la France : retour sur une présidence remarquée - Martin Koopmann et Joachim Schild (juin 2009).

Des «partis politiques au niveau européen» ? Etat des lieux à la veille des élections européennes de juin 2009 - Francisco Roa Bastos (mai 2009).

La démocratie au sein de l'UE et le rôle du Parlement européen - Centro Studi sul Federalismo, Institut für Europäische Politik, Istituto Affari Internazionali, Notre Europe et The Federal Trust [Version française] (mai 2009).

La Ruée vers la Roumanie des entrepreneurs italiens - Lynda Dematteo (avril 2009).

La santé : un enjeu vital pour l'Europe - Sébastien Guigner (décembre 2008).

La réforme de la PAC au-delà de 2013 : une vision à plus long terme - Jean-Christophe Bureau et Louis-Pascal Mahé (décembre 2008).

La présidence Tchèque du Conseil de l'UE : contexte et priorités - Petr Drulák (décembre 2008).

Les expérimentations sociales en Europe : vers une palette plus complète et efficace de l'action communautaire en faveur de l'innovation sociale - Marjorie Jouen (novembre 2008).

UE-ASEAN : il faut être deux pour danser - David Camroux (juin 2008).

L'économie politique de l'intégration régionale en Afrique australe - Mills Soko (décembre 2007).

Un élève prudent : une vue de l'intérieur de la présidence slovène du Conseil de l'UE - Manja Klemenčič (décembre 2007).

Une Europe ouverte dans un monde multipolaire : l'expérience portugaise - Alvaro de Vasconcelos (octobre 2007).

Power to the People - Promoting Investment in Community-Owned and Micro-Scale Distributed Electricity Generation at the EU Level - Sheldon Welton (juin 2007).

Le vin et l'Europe : métamorphoses d'une terre d'élection - Aziliz Gouez, Boris Petric (avril 2007).

Intégration en Asie : le cas de l'industrie automobile - Heribert Dieter (juin 2007).

Financer l'Europe avec une véritable ressource propre : le point sur l'impôt européen - Jacques Le Cacheux (mai 2007).

L'Allemagne et l'Europe : nouvelle donne ou déjà vu ? Ulrike Guérot (décembre 2006)

L'Union fait la force : l'intégration régionale et commerciale en Amérique du Sud - Alvaro Artigas (décembre 2006).

L'impact des médias télévisés dans la campagne référendaire française de 2005 - Jacques Gerstlé (novembre 2006).

Plan B : comment sauver la Constitution européenne - Andrew Duff (octobre 2006).

Une présidence de transition ? Une vision nationale de la seconde présidence finlandaise de l'Union européenne, juillet-décembre 2006 - Teija Tiilikainen (juin 2006).

Quelle Europe en 2020 ? Contributions libres de douze intellectuels des nouveaux Etats-membres - Gaëtane Ricard-Nihoul, Paul Damm et Morgan Larhant (mai 2006).

Le système européen d'échange de quotas d'émission de CO2 - Coordonnée par Stephen Boucher en partenariat avec l'Université de Columbia (mai 2006).

La question de l'identité européenne dans la construction de l'Union - Aziliz Gouez, Marjorie Jouen et Nadège Chambon (janvier 2006).

Rapport sur l'intégration en Asie de l'Est : occasions présentées par une coopération économique avancée et obstacles prévisibles - Coordonnée par Heribert Dieter, avec les contributions de Jean-Christophe Defraigne, Richard Higgott et Pascal Lamy (janvier 2006).

Un médiateur honnête : la présidence autrichienne de l'Union - Sonja Puntischer-Riekman, Isabella Eiselt et Monika Mokre (décembre 2005).

Constitution européenne et délibération : l'exemple des Focus Groups délibératifs à la veille du référendum du 29 mai 2005 - Henri Monceau (novembre 2005).

Le «non» Français du 29 mai 2005 : comprendre agir - Gaëtane Ricard-Nihoul (octobre 2005).

Pour un nouveau contrat social européen - Marjorie Jouen et Catherine Palpant (septembre 2005).

La présidence britannique de l'Union européenne placée sous le signe de l'efficacité - Anand Menon et Paul Riseborough (juin 2005).

Le budget européen : le poison du juste retour - Jacques Le Cacheux (juin 2005).

Vers un espace public européen ? les élections européennes de juin 2004 - Céline Belot et Brunon Cautrès (juin 2005).

Pourquoi ils ont voulu l'Europe - Jean-Louis Arnaud (mai 2005).

La ratification et la révision du Traité établissant une Constitution pour l'Europe - Henri Oberdorff (avril 2005).

Le Luxembourg aux commandes : détermination, expérience et abnégation - Mario Hirsch (décembre 2004).

Moteur malgré tout : les relations franco-allemandes et l'Union européenne élargie - Martin Koopman (novembre 2004).

L'Europe et ses think tanks : un potentiel inaccompli - Stephen Boucher, Diego Cattaneo, Juliette Ebelé, Benjamin Hobbs, Charlotte Laigle, Michele Poletto, Radoslaw Wegrzyn (octobre 2004).

La présidence néerlandaise de l'Union européenne en 2004 - Mendeltje Van Keulen et Monica Sie Dhian Ho (juin 2004).

Le regard des autres : le couple franco-allemand vu par ses partenaires - Matt Browne, Carlos Closa, Søren Dosenrode, Franciszek Draus, Philippe de Schoutheete, Jeremy Shapiro (avril 2004).

L'Europe élargie peut-elle être un acteur international influent ? - Franciszek Draus (février 2004).

Le Royaume-Uni et le traité constitutionnel européen : le pilotage par l'arrière - Anand Menon (janvier 2004).

L'Irlande et l'Europe : continuité et changement, la présidence 2004 - Brigid Laffan (décembre 2003).

L'attitude des Etats-Unis envers l'Europe : un changement de paradigme ? - Timo Behr (novembre 2003).

Dynamiser l'esprit de coopération euro-méditerranéenne - Bénédicte Suzan (octobre 2003).

L'Italie, l'Union européenne et la présidence 2003 - Roberto Di Quirico (juillet 2003).

Les attitudes des européens et les relations transatlantiques entre 2000 et 2003 : une vision analytique - Anand Menon et Jonathan Lipkin (mai 2003).

Grands et petits Etats dans l'Union européenne : réinventer l'équilibre - Kalypso Nicolaïdis et Paul Magnette (mai 2003).

L'investissement direct vers les nouveaux Etats adhérents d'Europe centrale et orientale : ce que l'élargissement pourrait changer - Bérénice Picciotto (mai 2003).

La nouvelle architecture de l'Union européenne : une troisième voie franco-allemande ? - Renaud Dehousse, Andreas Maurer, Jean Nestor, Jean-Louis Quermonne et Joachim Schild (avril 2003).

Un nouveau mécanisme de coopération renforcée pour l'Union européenne élargie - Eric Philippart (mars 2003).

La Grèce, l'Union européenne et la présidence 2003 - George Pagoulatos (décembre 2002).

La question du gouvernement européen - Jean-Louis Quermonne (décembre 2002).

Le Conseil européen - Philippe de Schoutheete et Helen Wallace (septembre 2002).

La Convention pour l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux : une méthode d'avenir ? - Florence Deloche-Gaudez (décembre 2001).

L'approche fédérative de l'Union européenne ou la quête d'un fédéralisme européen inédit - Dusan Sidjanski (juillet 2001).

La présidence belge 2001 - Lieven de Winter et Huri Türsan (juin 2001).

Le débat suédois sur l'Europe - Olof Petersson (décembre 2000).

Un élargissement pas comme les autres ... Réflexions sur les spécificités des pays candidats d'Europe Centrale et Orientale - Franciszek Draus (novembre 2000)

Les Français et l'Europe, l'état du débat européen en France à l'ouverture de la présidence française - Jean-Louis Arnaud (juillet 2000).

Portugal 2000 : la voie européenne - Alvaro de Vasconcelos (janvier 2000).

Le débat intellectuel finlandais sur l'Union européenne - Esa Stenberg (août 1999).

Le système de la réserve fédérale américaine : fonctionnement et accountability - Axel Krause (avril 1999).

Réussir l'Union Economique et Monétaire - Partenariat Notre Europe - Centro Europa Ricerche (mars 1999).

Le débat intellectuel sur l'Europe au Royaume-Uni - Stephen George (octobre 1998).

Le Royaume-Uni dans l'Europe de demain - Centre for European Reform, Lionel Barber (avril 1998).

L'Europe sociale. Historique et état des lieux - Jean-Louis. Arnaud (juillet 1997).

Les coopérations renforcées : une fausse bonne idée ? - Françoise de la Serre et Helen Wallace (septembre 97).

Déficit de croissance et chômage : le coût de la non-coopération - Pierre-Alain Muet (avril 1997).

Toutes nos publications sont disponibles sur notre site Internet : www.notre-europe.eu

Mentions légales

Avec le soutien de la Commission européenne : soutien aux entités actives au niveau européen dans le domaine de la citoyenneté européenne active.



La Commission européenne et Notre Europe ne sont pas responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le texte. La reproduction est autorisée moyennant mention de la source.

Notre Europe reçoit également le soutien financier du gouvernement français, de la Compagnia di San Paolo, de la Macifet du Grand Duché du Luxembourg.

Dépôt légal

© Notre Europe, juillet 2010

